

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LE CHANGEMENT DE LA POLITIQUE COLONIALE JAPONAISE À TAIWAN
DANS LES ANNÉES 1930 SOUS L'ANGLE DES THÉORIES DU
NATIONALISME

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE
CONCENTRATION RELATIONS INTERNATIONALES

PAR
JÉRÉMIE DE ALBUQUERQUE

OCTOBRE 2007

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

Table des matières

Introduction	1
I) La nation japonaise du début de l'ère Meiji à 1940	14
I.1) La nation japonaise : produit de la modernisation ou nation immémoriale ?	15
I.2) Le nationalisme de l'ère Taishô et du début de l'ère Showa	29
I.3) Une nation homogène ?	48
II) 50 années de colonialisme japonais à Taiwan	58
II.1) Taiwan et l'impérialisme japonais	59
II.2) Taiwan 1895-1936	73
II.3) Taiwan 1936-1945	87
III) Comment expliquer le changement de la politique coloniale à Taiwan ?	99
III.1) Les explications classiques du changement de la politique coloniale japonaise 100	
III.2) Atouts et limites de l'application des théories du nationalisme à la politique coloniale japonaise à Taiwan	108
III.3) Le lien entre le nationalisme japonais et la politique coloniale à Taiwan	118
Conclusion	123
Annexes	127
1) Annexe 1 : Rescrit sur l'éducation	127
2) Annexe 2 : Loi relative aux lois et ordonnances applicables à Taiwan	128
Bibliographie	132

Résumé

Ce travail réunit trois éléments rarement mis en corrélation : les théories du nationalisme, le nationalisme japonais et la politique coloniale japonaise à Taiwan. Nous estimons qu'on ne peut expliquer le changement de la politique japonaise à Taiwan dans les années 1930 en se concentrant uniquement sur la politique coloniale. Notre problématique est d'évaluer la pertinence de plusieurs approches théoriques du nationalisme pour mieux comprendre certains aspects de la politique coloniale japonaise à Taiwan. Pour cela, notre question de recherche sera d'examiner dans quelle mesure les variations du nationalisme au Japon ont influencé le changement de la politique coloniale à Taiwan. Et si une corrélation forte existe, comme on le suppose, entre ces deux éléments, nos conclusions devraient, dans un travail ultérieur, jeter les bases d'un examen plus approfondi pouvant être appliquées au cas des autres colonies japonaises, en particulier la Corée.

Mots clés : Japon, nationalisme, colonisation, Taiwan

Introduction¹

En 1936-1937, la politique coloniale japonaise à Taiwan entra dans une nouvelle phase : tout en continuant à reconnaître la multiethnicité, elle nia la multiculturalité² en mettant en place une politique fortement assimilationniste qui bouleversa, et selon certains bouleverse encore, l'identité des Taiwanais. Les causes de ce changement ont suscité, comme nous le verrons, bien des explications. Aucune ne nous a semblé réellement convaincante et notre travail vise donc à apporter un nouvel éclairage sur cette question. Pour cela, nous adopterons une optique qui, à notre connaissance, n'a jamais été utilisée, en examinant le changement à travers les théories du nationalisme.

Pour ces théories, nous avons amplement utilisé l'ouvrage collectif *When is the Nation? towards an understanding of theories of nationalism* dirigé par Atsuko Ichijo et Gordana Uzelac, qui regroupe bon nombre des spécialistes les plus reconnus sur le sujet. Nous avons ajouté la théorie pérennialiste, car elle apporte des éléments intéressants que l'on ne retrouve pas ailleurs. Elle est souvent confondue avec l'ethno-symbolisme ou le primordialisme, mais nous estimons qu'il convient de séparer ces théories³. Décrivons rapidement ces quatre théories à travers leur définition de deux concepts clés qui les sous-tendent : la nation et le nationalisme.

Pour les modernistes, la nation et le nationalisme sont des conséquences inattendues des processus de modernisation et d'industrialisation. Le nationalisme, comme mouvement politique ou comme doctrine, a émergé des conditions sociales des

¹ Nous remercions André Laliberté et Eric Seizelet pour leurs précieux commentaires, remarques et précisions.

² Les deux termes n'étaient pas encore utilisés à l'époque. Par multiethnicité, nous entendons ici la reconnaissance qu'il existe des différences entre les aborigènes taiwanais, les descendants des colons chinois et les colonisateurs japonais. La multiculturalité fait, quant à elle, référence à la tradition chinoise en opposition à la tradition japonaise.

³ Daniele Conversi, « Mapping the field: Theories of nationalism and the ethnosymbolic approach », dans Athena S. Leoussi et Steven Grosby (dir.), *Nationalism and Ethnosymbolism: History, Culture and Ethnicity in the Formation of Nations*, Edinburgh : Edinburgh University Press, 2006, p.21.

sociétés en transition vers la modernité⁴. Il existe plusieurs variantes de la théorie moderniste. On peut les diviser en deux grandes tendances :

- La première perçoit la période de transition vers la modernité comme un ensemble de processus menant à l'intégration systémique. Les processus de modernité ont érodé les structures traditionnelles et les ont transformées. Il en a résulté, dans ces sociétés, une nouvelle forme de stabilité. Les théories de l'intégration systémique se fondent sur l'idée que l'industrialisation rapide, l'urbanisation et les avancées technologiques dans l'Europe de l'Ouest ont perturbé l'intégration systémique des sociétés traditionnelles. Cela a initié une restructuration des anciennes institutions sociales et engendré l'émergence de nouvelles institutions⁵. On retrouve dans cette tendance des auteurs comme Ernest Gellner ou John Breuilly.
- La seconde met l'accent sur les processus d'intégration socioculturels. Elle explique la transition en partant de la base : un ensemble de changements sociaux a remplacé les liens sociaux brisés d'une population propulsée dans la modernité, en redéfinissant les relations sociales et en développant de nouvelles formes d'une culture devenue nationale. Les nations et le nationalisme sont vus comme le véhicule d'un processus d'intégration socioculturel dans les sociétés modernes. Cette intégration se produit, selon les auteurs, à travers les idées (pour Eric Hobsbawm par exemple) ou les moyens de communication (à l'instar de Benedict Anderson).

On retrouve un certain nombre de points communs dans toutes ces variations de la théorie moderniste. Les approches modernistes sont préoccupées principalement par les changements structurels dans la transition vers la modernité et l'influence des institutions sociales dans le changement social. Elles mettent l'accent sur la reconstruction d'anciennes institutions dysfonctionnelles et la formation d'institutions

⁴ Atsuko Ichijo et Gordana Uzelac, « Modernism », dans Atsuko Ichijo et Gordana Uzelac (dir.), *When is the Nation? towards an understanding of theories of nationalism*, London et New York : Routledge, 2005, p.9.

⁵ *Ibid.*, p.9-10.

nouvelles qui permettent de retrouver un équilibre dans la société : les institutions sociales elles-mêmes sont perçues comme les acteurs du changement social. L'émergence des nations et du nationalisme est donc analysée comme une conséquence inattendue de processus sociaux plus larges. La nation est créée par le haut, la population est façonnée en une nouvelle forme de communauté, les acteurs sont contraints par les structures dominantes. Par conséquent, ces théories expliquent l'émergence des nations comme le résultat des intérêts et des priorités des acteurs. L'action apparaît comme non contrainte par les structures et cultures sociales précédentes. Enfin, le modernisme est ethnocentrique, centré sur l'Europe qu'il estime être le point de départ de la modernité et donc du nationalisme⁶.

La théorie primordialiste adopte une approche différente en cherchant pourquoi, dans certaines circonstances, une nation suscite une loyauté si intense qu'elle peut amener un de ses membres à se sacrifier en son nom. D'après cette théorie, il continue d'exister un pouvoir non rationnel, ineffable et coercitif dans les sociétés modernes, qui ne peut être expliqué par l'intérêt. Un tel pouvoir est exercé notamment par la famille, l'ethnicité et les nations. Les nations sont primordiales, et sont inhérentes à la nature de l'homme : ce sont des groupements sociaux naturels, souvent marqués par des traits culturels comme une langue commune, une religion unique, des coutumes, des traditions et une histoire partagées. La nation se retrouve donc à toutes les époques de l'Histoire et partout dans le monde. L'émergence d'une nouvelle nation n'est alors que le « réveil » d'une entité dormante⁷. Pour les primordialistes, la nationalité n'est finalement qu'une ethnicité politisée⁸.

On trouve deux points de vue dans le primordialisme :

⁶ *Ibid.*, p.12-13.

⁷ Atsuko Ichijo et Gordana Uzelac, « Primordialism », dans Atsuko Ichijo et Gordana Uzelac (dir.), *op. cit.*, p.51.

⁸ Pierre L. van den Berghe, « Ethnies and nations », dans Atsuko Ichijo et Gordana Uzelac (dir.), *op. cit.*, p.115.

- psychologique : pour Shils, la nation répond au besoin de l'être humain de se localiser dans l'espace et le temps et de se rattacher à quelque chose de sacré⁹. On pourrait citer aussi Steven Grosby, pour qui les croyances primordiales sur la création et la transmission sont des référents cognitifs aux connections biologiques, réelles ou perçues, autour desquelles les différentes structures de la « parenté » sont formées¹⁰.
- socio-biologique : comme tous les animaux, l'être humain favorise sa famille. L'ethnie, pour Van Den Berghe, est simplement une famille étendue, liée par un mythe de l'ancêtre commun. Le maintien de ce mythe est facilité par la culture. Les critères culturels comme la langue, l'ethnie, les traditions... permettent de reconnaître les gens qui nous sont génétiquement reliés, notre « parenté »¹¹ (*cf.* ci-dessous pour la définition de « parenté »). Mais le mythe ne peut être inventé et doit avoir un ancrage dans une réalité historique pour être accepté : la nature humaine vient en premier, la culture en second¹².

Contrairement aux primordialistes, les pérennialistes refusent de considérer les ethnies et les nations comme naturelles : ce sont pour eux des phénomènes historiques et sociaux¹³. Il existe deux versions du pérennialisme :

- La première version, le pérennialisme continu, estime que certaines nations (et non pas toutes à l'inverse du primordialisme) sont immémoriales et qu'elles ont leurs racines dans des époques pré-modernes, souvent au Moyen-Âge¹⁴. C'est le

⁹ Atsuko Ichijo et Gordana Uzelac, « Primordialism », *op. cit.*, p.53.

¹⁰ Steven Grosby, « The primordial, kinship and nationality », dans Atsuko Ichijo et Gordana Uzelac (dir.), *op. cit.*, p. 63.

¹¹ Anthony D. Smith, *Nationalism and Modernism*, London et New York: Routledge, 1998, p.148.

¹² Atsuko Ichijo et Gordana Uzelac, « Primordialism », *op. cit.*, p.52-53.

¹³ Anthony D. Smith, *Nationalism and Modernism*, *op. cit.*, p.159.

¹⁴ John Hutchinson et Anthony D. Smith, « General introduction », dans John Hutchinson et Anthony D. Smith (dir.), *Nationalism: Critical Concepts in Political Science, Volume I*, London et New York : Routledge, 2000, p.xxviii.

cas d'Adrian Hastings. Pour cet auteur, la nation, l'ethnicité, le nationalisme et la religion sont liés¹⁵.

- L'autre version du pérennialisme, le pérennialisme récurrent, se focalise non sur certaines nations en particulier, estimant que les nations peuvent naître et mourir, mais sur le phénomène de la nation en tant que tel, phénomène perçu comme général et universel¹⁶.

Les pérennialistes s'intéressent donc à la nation comme phénomène historique, soutenant, à l'inverse des modernistes, que l'on peut parler de nation avant la fin du 18^{ème} siècle.

L'ethno-symbolisme, enfin, a été essentiellement développé par Anthony D. Smith¹⁷. Pour lui, si les nations et le nationalisme sont des phénomènes modernes, ils ont cependant des racines ethniques qui déterminent, à un degré considérable, leur nature et leurs limites¹⁸. Sa focalisation sur les racines ethniques n'implique cependant pas que les ethnies soient des entités pérennes : contrairement aux modernistes, il estime qu'il ne suffit pas de s'intéresser à la période moderne mais, à l'inverse des primordialistes ou des pérennialistes, il ne considère pas la nation comme immémoriale¹⁹. Il a donc développé une nouvelle approche qui cherche à surmonter la dichotomie entre modernistes et primordialistes/pérennialistes : l'ethno-symbolisme. L'ethno-symbolisme s'intéresse à la nature et aux caractéristiques des groupes sociaux et des communautés (comment ils se sont formés et transformés et pourquoi ils persistent ou cessent d'exister), à travers leur culture et leurs interrelations avec la structure de la société dans le temps²⁰. Pour cette approche,

¹⁵ Adrian Hastings, *The Construction of Nationhood: Ethnicity, Religion and Nationalism*, Cambridge : Cambridge University Press, 1997, p.1.

¹⁶ John Hutchinson et Anthony D. Smith, *op. cit.*, p.xxviii.

¹⁷ Smith rejette le terme « théorie », préférant parler « d'approche », dans Atsuko Ichijo et Gordana Uzelac, « Ethno-symbolism », dans Atsuko Ichijo et Gordana Uzelac (dir.), *op. cit.*, p.89.

¹⁸ Anthony D. Smith, *The Ethnic Origins of Nations*, Oxford : Blackwell Publishers, 1986, p.18.

¹⁹ Anthony D. Smith, « History and national destiny: responses and clarifications », *Nations and Nationalism*, vol.10, n°1/2, 2004, p.196 et Daniele Conversi, *op. cit.*, p.21.

²⁰ Atsuko Ichijo et Gordana Uzelac, « Ethno-symbolism », *op. cit.*, p.89.

contrairement au modernisme, la nation est nécessairement un groupe social historique et non une invention. Pour comprendre une nation, il faut s'intéresser à son histoire, histoire qui ne la détermine pas mais la conditionne. L'étude de la nation nécessite ainsi une perspective de longue durée, qui cherche à retracer les modèles de développement et les changements dans les identités culturelles collectives. Ainsi, l'ethno-symbolisme vise-t-il à découvrir l'héritage des identités ethniques de certaines nations et à montrer comment les nations et les nationalismes modernes, face aux problèmes de la modernité, redécouvrent et réinterprètent les symboles, mythes, mémoires, valeurs et traditions de leur histoire ethnique²¹.

La nation peut dès lors être définie comme « une communauté nommée et auto-définie dont les membres cultivent des mythes, des mémoires, des symboles et des valeurs communes, qui possèdent et disséminent une culture publique distincte, résident dans une patrie historique et s'y identifient, et créent et disséminent des lois communes et des coutumes partagées »²². Ainsi, la persistance de la nation dans le temps s'explique-t-elle, pour Smith, par son caractère sacré : les ressources culturelles préexistantes aux nations comme la mémoire, les mythes, les symboles, les valeurs et les traditions d'une communauté, qui étaient considérées comme sacrées, ont été nationalisées²³. La nation peut uniquement être déterminée à l'intérieur d'une sphère d'interactions socioculturelles, où les membres de la communauté acquièrent leur identité spécifique²⁴. L'identité nationale est alors définie comme « le maintien et la réinterprétation continuelle du modèle des valeurs, symboles, mémoires, mythes et traditions qui forment l'héritage distinct de la nation, et l'identification des individus avec cet héritage et son modèle »²⁵.

²¹ Anthony D. Smith, *Nationalism and Modernism*, *op. cit.*, p.224.

²² Anthony D. Smith, « The genealogy of nations: An ethno-symbolic approach », dans Atsuko Ichijo et Gordana Uzelac (dir.), *op. cit.*, p.98.

²³ Atsuko Ichijo et Gordana Uzelac, « Ethno-symbolism », *op. cit.*, p.92.

²⁴ *Ibid.*, p.90.

²⁵ Anthony D. Smith, *Chosen People*, Oxford : Oxford University Press, 2003, p.24-25.

Comme on le voit, on note des différences importantes concernant la définition de concepts clés, et en premier lieu celui de nation. Ces différences sont liées à deux problèmes essentiels :

- A partir de quel degré d'implication de la population peut-on parler de nation ? Ce concept suppose-t-il obligatoirement qu'une majorité de la population soit concernée ? Pour les modernistes, la réponse est positive. Or, ils estiment qu'avant la période moderne, le sentiment national ne concerne au mieux qu'une élite, et que rien ne laisse présumer un tel sentiment dans le reste de la population²⁶. Smith rétorque que l'absence de preuves d'un sentiment national populaire avant la période moderne (puisque l'on ne possède de cette époque que les témoignages des élites) ne signifie pas qu'il n'existait pas²⁷. Il estime de plus que l'idée d'une participation de masse de la population pose problème dans un Etat démocratique : cela signifie-t-il qu'au moins 50% de la population doit pouvoir voter ? Dans ce cas, on ne pourrait parler de nation avant le 20^{ème} siècle, période à laquelle les femmes ont généralement acquis le droit de vote dans les démocraties²⁸. Si John Breuilly rejette cet argument de la nécessité d'une majorité de gens pouvant voter, il n'explicite pas ce qu'il entend alors par participation de masse²⁹.
- Qu'en est-il des nations prémodernes ? Les modernistes, à l'inverse des autres théoriciens, estiment qu'on ne peut parler de nation avant la période moderne. Au mieux Hobsbawm reconnaît-il que l'existence de liens protonationaux rend plus facile la tâche du nationalisme moderne, mais il ajoute que « cela ne veut pas dire que les deux concepts soient identiques, ni même que l'un doive logiquement ou inévitablement conduire à l'autre »³⁰. Pour les primordialistes et

²⁶ John Breuilly, « Dating the nation: How old is an old nation? », dans Atsuko Ichijo et Gordana Uzelac (dir.), *op. cit.*, p.31.

²⁷ Walker Connor, « The dawning of nations », dans Atsuko Ichijo et Gordana Uzelac (dir.), *op. cit.*, p.42.

²⁸ Anthony D. Smith, « The genealogy of nations... », *op. cit.*, p.96.

²⁹ John Breuilly, « Question and answer I », dans Atsuko Ichijo et Gordana Uzelac (dir.), *op. cit.*, p.49.

³⁰ Eric Hobsbawm, *Nations et nationalisme depuis 1780*, *op. cit.*, p.147.

les pérennialistes au contraire, les nations modernes découlent directement des nations prémodernes ou de certaines ethnies³¹ (que ce soit pour des raisons biologiques, psychologiques ou historiques). Les ethno-symbolistes, enfin, adoptent une position médiane : les nations sont un phénomène moderne mais elles puisent leur existence dans des ethnies prémodernes.

Pour les modernistes, la nation et l'ethnie sont deux notions bien distinctes, et la seconde influe fort peu sur la première : ce sont les frontières d'un groupe (qui nous sommes ou pas) qui déterminent sa nature et non son ethnie préexistante³².

Pour les ethno-symbolistes, la nation et l'ethnie sont également deux concepts différents : Smith distingue d'ailleurs clairement ethnie et nation. Les ethnies sont en revanche pour eux un élément indispensable à la création de la nation, cette dernière puisant principalement dans les racines de son ethnie dominante pour se construire.

Les primordialistes critiquent ces deux visions : van den Berghe estime que la définition de Smith de la nation, (une ethnie avec des éléments additionnels), n'est pas pertinente, car certaines ethnies à l'heure actuelle possèdent tous les critères d'une nation selon Smith. De plus, ces critères sont flous, car ils sont invérifiables³³.

Pour van den Berghe, la nationalité est une ethnie politisée, phénomène qui s'accompagne du développement d'une superstructure idéologique autour du royaume, du territoire, des symboles, des institutions politiques et légales, avec une conscience de soi grandissante par rapport à ses voisins³⁴. En outre, pour les primordialistes, l'ethnie n'est pas une notion culturelle, à l'inverse des modernistes³⁵ ou des ethno-symbolistes, mais une notion biologique ou territoriale.

Pour les pérennialistes enfin, l'ethnie est une notion historique. Ils ne sont cependant pas très clairs sur la différence entre l'ethnie et la nation prémoderne. Ainsi Hastings

³¹ Adrian Hastings, *op. cit.*, p.11.

³² Eric Hobsbawm, « Comment on Steven Grosby: The primordial, kinship and nationality », dans Atsuko Ichijo et Gordana Uzelac (dir.), *op. cit.*, p.80.

³³ Pierre L. van den Berghe, « Ethnies and nations », *op. cit.*, p.115.

³⁴ *Ibid.*, p.116.

³⁵ Eric Hobsbawm, *Nations et nationalisme depuis 1780* [1990], Coll. « folio histoire », Paris : Gallimard, 1992, p.122.

définit-il la nation comme « une communauté beaucoup plus consciente d'elle-même que l'ethnie »³⁶. Hutchinson et Smith jugent même que John Armstrong « ne différencie pas vraiment l'ethnie des identités nationales, mais voit les nations modernes dans l'époque nationaliste comme une continuation des cycles précédents d'identités ethnique et religieuse »³⁷.

On peut tout de même relever quelques similarités, peu nombreuses, entre les quatre théories. Tout d'abord, la plupart des théoriciens reconnaissent que le nationalisme comme mouvement idéologique est relativement moderne : fin du 18^{ème} siècle³⁸. Par ailleurs, les quatre théories admettent que l'émergence de la nation, quelle que soit la date, est le résultat d'un ensemble de processus sociaux. Dès lors, s'interroger sur l'émergence de la nation, c'est rechercher les conditions nécessaires et suffisantes pour un changement social qui transforme une société en nation. Les différences entre les théories ne se situent donc pas dans leur définition temporelle de la nation mais dans leur sélection des processus sociaux nécessaires et suffisants à la formation de la nation³⁹.

Les théories du nationalisme nous serviront ainsi de cadre d'analyse, de prisme à travers lequel nous examinerons le nationalisme japonais et la politique coloniale à Taiwan. Chaque théorie apportant une lumière différente, conserver quatre théories au lieu d'une nous permettra une meilleure compréhension des événements. De plus, la mise en parallèle de ces théories, doublée d'une perspective critique que nous essaierons de maintenir tout au long du mémoire, nous évitera le risque de conclusions dogmatiques et nous amènera à mettre en avant les problèmes et lacunes de chaque théorie.

³⁶ Adrian Hastings, *op. cit.*, p.3.

³⁷ John Hutchinson et Anthony D. Smith, *op. cit.*, p.xxviii.

³⁸ John Hutchinson et Anthony D. Smith, *op. cit.*, p.xxxviii.

³⁹ Processus sociaux au pluriel car aucune théorie ne se fonde sur un seul processus social comme explication : ce serait insuffisant pour appréhender un tel changement social, dans Atsuko Ichijo et Gordana Uzelac, « Conclusion », *op. cit.*, p.212-213.

On remarque cependant que le cas du Japon du début de l'ère Meiji à la fin de la seconde guerre mondiale a été peu étudié par les spécialistes des théories du nationalisme. Le Japon étant l'un des très rares pays avec la Turquie à ne pas être occidental et à ne pas avoir été colonisé, la plupart des spécialistes se sont sentis obligés d'en faire mention, mais cela les a parfois amenés à écrire des choses fort discutables comme nous le verrons⁴⁰. Au final, pas de grande surprise néanmoins : par exemple, on retrouve sur le cas de l'origine de la nation japonaise les grandes lignes de démarcation entre les théories : les modernistes estiment que la nation japonaise a vu le jour durant l'ère Meiji (1868-1912), après le processus de modernisation entamé avec l'ouverture du Japon sur le monde dans la deuxième moitié du 19^{ème} siècle ; les primordialistes et les pérennialistes pensent que l'on peut parler de nation japonaise bien avant, dès le début du Moyen-Âge ; les ethno-symbolistes, enfin, avancent que la nation japonaise, si elle date bien de l'ère Meiji, trouve cependant ses racines dans les siècles précédents.

D'un autre côté, les japonisants ayant traité le nationalisme japonais durant cette période l'ont généralement fait avec une optique descriptive ou historique plutôt qu'en utilisant les théories du nationalisme en tant que telles. C'est par exemple le cas des travaux de Eiji Oguma ou de Carol Gluck.

Dans *A Genealogy of 'Japanese' Self-Images*, Oguma examine la construction de l'identité ethnique japonaise de l'ère Meiji à nos jours. Il en conclut que le mythe de l'homogénéité ethnique japonaise est une construction d'après guerre. Dans son travail, il s'intéresse à un large panel d'écrivains, de scientifiques, d'hommes politiques importants et à leurs écrits afin d'en déduire les caractéristiques de l'identité ethnique de l'époque. Il établit notamment des parallèles entre les variations de cette identité ethnique et les variations du territoire japonais, qui a crû

⁴⁰ A l'instar d'un Hobsbawm qui estime que le Japon actuel est « homogène à 99% » et a « conservé plus ou moins (ses) frontières historiques », dans Eric Hobsbawm, *Nations et nationalisme depuis 1780*, *op. cit.*, p.128.

progressivement avec l'acquisition des diverses colonies jusqu'à sa brusque réduction résultant de la défaite japonaise.

De son côté, Carol Gluck, dans *Japan's Modern Myths: Ideology in the Late Meiji Period*, analyse l'émergence de l'idéologie Meiji, idéologie fondée sur l'importance de la nation, sur le rôle central de l'empereur, une moralité civique et des idéaux sociaux. Contestant l'idée que cette idéologie fut imposée par un gouvernement autoritaire et une bureaucratie toute puissante, elle souligne le rôle des idéologues civils et la combinaison de cette nouvelle idéologie avec des éléments plus familiers et traditionnels du paysage idéologique japonais de l'époque.

Ces deux textes, ainsi que d'autres que l'on retrouvera dans ce travail, nous permettront de prendre conscience du climat idéologique de la période étudiée dans ce mémoire. Cet élément nous sera indispensable pour analyser les variations du nationalisme.

Notre mémoire s'intéressera enfin à la politique coloniale japonaise à Taiwan, en particulier dans les années 1930. Les ouvrages traitant de cette question le font généralement avec une optique historique descriptive et accordent peu de place au nationalisme. On retrouve ici des études du colonialisme japonais en général, études qui se focalisent sur les deux principales colonies japonaises : la Corée et Taiwan. Les recueils *The Japanese Wartime Empire, 1931-1945* dirigé par Peter Duus, Ramon H. Myers et Mark R. Peattie et *The Japanese Colonial Empire, 1895-1945* dirigé par Ramon H Myers et Mark R. Peattie entrent dans cette catégorie. Ils regroupent des analyses très diverses sur tous les aspects du colonialisme japonais : politiques, sociaux, culturels et économiques, notre objectif avec ces textes étant de recueillir des données factuelles.

Notre travail réunit donc ces trois éléments rarement mis en corrélation : les théories du nationalisme ; le nationalisme japonais ; et la politique coloniale japonaise à Taiwan. Nous estimons qu'on ne peut expliquer le changement de la politique

japonaise à Taiwan dans les années 1930 en se concentrant uniquement sur la politique coloniale.

Notre problématique sera donc d'évaluer la pertinence de plusieurs approches théoriques du nationalisme pour mieux comprendre certains aspects de la politique coloniale japonaise à Taiwan. Pour cela, notre question de recherche sera d'examiner dans quelle mesure les variations du nationalisme au Japon ont influencé le changement de la politique coloniale à Taiwan. Et si une corrélation forte existe, comme on le suppose, entre ces deux éléments, nos conclusions devraient, dans un travail ultérieur, jeter les bases d'un examen plus approfondi pouvant être appliquées au cas des autres colonies japonaises, en particulier la Corée.

Quelle que soit la théorie du nationalisme utilisée, l'étude de l'histoire du nationalisme pose toutefois un problème de fond dont il faudra tenir compte : jusqu'à récemment, on ne disposait pas des moyens sociologiques modernes aptes à étudier le sentiment des masses populaires, comme les enquêtes sociales ou les sondages d'opinion. De plus, seules les élites avaient droit à la parole. Or, le nationalisme s'appuie sur un mouvement de masse, une adhésion des couches populaires de la société. Comment connaître le taux d'adhésion aux principes du nationalisme en l'absence de données sur les sentiments de ces classes sociales ? Ce vide laisse une grande part d'incertitude qui entraîne des analyses différentes, les modernistes estimant que l'absence de données signifie l'absence de sentiment national, tandis que Smith estime que l'absence de preuves ne signifie pas l'absence de faits.

En outre, Breuilly remarque qu'on ne peut expliquer qu'à rebours le processus de création des nations : on connaît déjà le vainqueur, l'ethnie qui est devenue une nation, et partant de là on explique ce résultat, trouvant des explications logiques et des liens là où réside souvent le hasard⁴¹.

⁴¹ John Breuilly, « Dating the nation: How old is an old nation? », *op. cit.*, p.18 et 31.

Le problème en fait vient de l'utilisation par les sociologues de données historiques. L'Histoire se construit sur les archives qui ont survécu jusqu'à nos jours. La sociologie, au contraire, est armée de méthodes aptes à créer de nouveaux ensembles de données concernant le présent, et n'est pas conçue pour fonctionner avec des données limitées à ce qui est parvenu jusqu'à nous⁴². On se retrouve dès lors en face de lacunes empiriques qui donnent lieu à interprétation. Prenant en considération ces remarques, nous essaierons de garder un certain recul par rapport aux « faits historiques » tout au long du mémoire et de ne pas surinterpréter les événements.

Notre travail se composera de trois grandes parties. La première examinera le nationalisme japonais du début de l'ère Meiji à 1940. La seconde se concentrera sur la politique coloniale japonaise à Taiwan de la conquête de l'île à 1945. La troisième enfin, synthétisant les données des parties précédentes, analysera les réponses possibles aux causes du changement de la politique coloniale en 1936, en particulier celles apportées par les théories du nationalisme.

⁴² Atsuko Ichijo et Gordana Uzelac, « Introduction », dans Atsuko Ichijo et Gordana Uzelac (dir.), *op. cit.*, p.4.

D) La nation japonaise du début de l'ère Meiji à 1940

Cette partie examinera le nationalisme et la nation moderne japonaise, de leur création durant l'ère Meiji à 1940. Afin de nous concentrer sur les événements essentiels pour notre problématique, nous passerons rapidement sur les éléments qui précèdent la promulgation de la Constitution et le rescrit sur l'éducation de 1890, ainsi que sur les soubresauts politiques après 1940. Nous estimons en effet qu'avant 1890 il n'y a pas encore de réelles mesures visant à propager massivement le nationalisme des élites ; et après 1940, l'État japonais se transforme en régime totalitaire – différent, comme nous l'expliquerons, du régime militariste qui a débuté en 1936 – dans lequel l'essentiel des mesures prises répond à une logique de guerre totale et non à des motivations idéologiques profondes.

I.1) La nation japonaise : produit de la modernisation ou nation immémoriale ?

Quelle est l'origine de la nation japonaise ? Comme on pouvait s'y attendre, les spécialistes ne s'accordent pas sur cette question. On retrouve ici les lignes de démarcation relevées en introduction entre les quatre grandes théories : les modernistes estiment que la nation japonaise a vu le jour durant l'ère Meiji⁴³ (1868-1912), après le processus de modernisation entamé avec l'ouverture du Japon sur le monde dans la deuxième moitié du 19^{ème} siècle ; les primordialistes et les pérennialistes pensent que l'on peut parler de nation japonaise bien avant, dès le début du Moyen-Âge ; les ethno-symbolistes, enfin, avancent que la nation japonaise, si elle date bien de l'ère Meiji, trouve cependant ses racines dans les siècles précédents.

Pour Steven Grosby, le Japon ancien possède une auto-désignation collective, une histoire écrite, un certain degré d'uniformité culturelle, des codes légaux, un centre dominant et la conception d'un territoire délimité. Cela ne signifie pas pour autant que cette nation ancienne ne se différencie pas des nations modernes : la religion notamment jouait un plus grand rôle qu'aujourd'hui dans la formation d'une uniformité culturelle distinctive. Il prend pour exemple « l'Etat régi par les codes » (système *Ritsuryō*⁴⁴) entre le 7^{ème} et le 9^{ème} siècle, où le Département des Affaires religieuses (*Jingi-kan*) était placé sur le même plan que le Grand Conseil d'Etat (*Dajō-kan*), et où les lois avaient divisé le pays en provinces, établi un appareil ministériel différencié responsable des enregistrements des foyers, des taxes, des allocations des rizières et de la conscription militaire⁴⁵. C'est aussi à cette époque

⁴³ Cette période correspond au règne de l'empereur Mutsuhito. Meiji signifie « gouvernement éclairé » ou « politique éclairée ».

⁴⁴ Système politique japonais inspiré du système politique chinois de la dynastie des Tang, il est apparu au 7^e siècle sous l'impulsion de la réforme de Taika et connut son apogée durant la période Nara (8^e siècle).

⁴⁵ Steven Grosby, « The primordial, kinship and nationality », *op.cit.*, p.71.

qu'apparaît pour la première fois le mot Japon (*Nihon*, ou plutôt les deux caractères chinois, 日本, que l'on prononce aujourd'hui *Nihon*)⁴⁶. Ainsi, ce n'est pas parce qu'ont existé jusqu'à l'époque Edo, voire jusqu'à l'ère Meiji, des différences régionales entre des clans territoriaux, qu'il faut rejeter l'idée de nation japonaise avant la période moderne⁴⁷.

Smith lui-même reconnaît que le Japon médiéval s'est approché d'une définition inclusive de la nation. Cependant, il estime que, plutôt que de nation dans ce cas précis, il faut parler d'Etat ethnique, c'est-à-dire d'un Etat dominé par une communauté ethnique particulière⁴⁸. D'après lui, la création de la nation japonaise a nécessité plusieurs processus :

- Un mythe religieux sur l'élection ethnique : Dieu a choisi une ethnie particulière⁴⁹. Dans le cas du Japon, l'empereur est considéré comme le descendant de la Déesse Amaterasu⁵⁰. Même si son rôle a souvent été limité à un aspect honorifique, l'empereur n'a jamais été renversé et sa lignée n'a jamais été substituée.
- Une territorialisation de la mémoire : un attachement collectif à une terre historique⁵¹. Au Japon, de par l'absence de conquête, d'exil, de retour, les nobles étaient capables de retracer l'histoire de leurs ancêtres dans l'île, et l'empereur de faire remonter sa lignée jusqu'à la Déesse Amaterasu, donnant ainsi au territoire une valeur de terre ancestrale⁵². La lignée impériale et la nation se retrouvent intrinsèquement liés : ils ont vu le jour en même temps et n'ont jamais été séparés.

⁴⁶ John Lie, *Multiethnic Japan*, Cambridge : Harvard University Press, 2001, p.115.

⁴⁷ Steven Grosby, « The primordial, kinship and nationality », *op. cit.*, p.72.

⁴⁸ Anthony D. Smith, *Nationalism and Modernism*, *op. cit.*, p.190-192.

⁴⁹ Anthony D. Smith, « The genealogy of nations... », *op. cit.*, p.101-102.

⁵⁰ Anthony D. Smith, *Chosen People*, *op. cit.*, p.148.

⁵¹ Anthony D. Smith, « The genealogy of nations... », *op. cit.*, p.102.

⁵² Anthony D. Smith, *Chosen People*, *op. cit.*, p.147-148.

- Un sacrifice et une destinée nationale : à partir de l'ère Meiji, culte des luttes et des sacrifices pour la nation, à travers les commémorations des grands hommes de la nation⁵³. Cet élément est d'autant plus important au Japon où le shintoïsme accorde une grande importance à la communion avec les morts et au culte des ancêtres⁵⁴. On notera ici notamment l'importance du sanctuaire de Yasukuni, un monument construit pour montrer que des soldats mouraient pour la nation japonaise, et non pour leur famille ou leur communauté⁵⁵. Les guerres entre 1894 et 1945 ont fourni nombre de héros nationaux exploités dans les manuels scolaires ou les publications populaires⁵⁶.
- Un âge d'or : une glorification de la communauté passée et une tentative pour retrouver dans le présent des éléments de ce passé illustre⁵⁷. Par exemple, à la fin des années trente, le critique littéraire Yasuda Yojûrô voyait le 18^{ème} siècle comme un âge pré-colonial idéal avec lequel il fallait renouer⁵⁸. Face à la modernisation et à une certaine occidentalisation à partir de l'ère Meiji, l'époque d'Edo était perçue comme détentrice d'une authenticité japonaise perdue. D'où également la popularisation du mythe agraire, du retour à la terre, élément que nous examinerons plus loin.

Ainsi pour Smith, la communauté ethnique japonaise a été unifiée au début de l'ère médiévale grâce à l'héritage des Cours de Heian et Nara et l'émergence de dynasties féodales successives. Au début du 17^{ème} siècle, le Japon est donc devenu un Etat ethniquement homogène, avec seulement une petite minorité Aïnu. L'époque Edo a

⁵³ Anthony D. Smith, « The genealogy of nations... », *op. cit.*, p.103.

⁵⁴ Anthony D. Smith, *National Identity*, London : Penguin Books, 1991, p.162.

⁵⁵ Sandra Wilson, « Rethinking nation and nationalism in Japan », dans Sandra Wilson (dir.), *Nation and Nationalism in Japan*, London et New York: RoutledgeCurzon, 2002, p.5.

⁵⁶ *Ibid.*, p.10.

⁵⁷ Anthony D. Smith, « The genealogy of nations... », *op. cit.*, p.102-103.

⁵⁸ Anthony D. Smith, *Chosen People*, *op. cit.*, p.214.

ensuite cimenté la congruence de l'Etat et de l'ethnie, en fermant le Japon au monde extérieur⁵⁹.

Contrairement aux thèses modernistes, Smith estime qu'au Japon, la modernisation n'a pas engendré le nationalisme. Au contraire, celui-ci a permis de moderniser le pays, bien qu'en retour, le développement économique massif généré par la modernisation ait alimenté le nationalisme⁶⁰.

Smith insiste enfin sur l'importance du religieux comme facteur de développement d'une culture nationale japonaise distincte. Ce développement est associé au renouveau d'un Shinto nativiste prenant racine dans le mouvement *kokugaku* (littéralement « études nationales ») du 18^{ème} siècle, qui prépara la voie à un retour de l'empereur à des fonctions gouvernementales et non plus seulement honorifiques, en valorisant les règnes d'empereurs du passé et le rôle central de ces derniers dans le shintoïsme⁶¹. Il contribua de plus à la résurgence du concept d'unicité et de supériorité japonaise, en l'associant à d'anciens mythes de création et en donnant des origines divines aux Japonais⁶².

Gluck se montre toutefois plus nuancée sur le rôle du shintoïsme dans la nation japonaise moderne naissante de l'ère Meiji. Elle souligne les problèmes du Shinto et la difficulté qu'il a connue à s'ériger comme religion nationale. Après la restauration Meiji en 1868, le Shinto fut officialisé. Il ne conserva ce titre que trois ans : pour satisfaire les Occidentaux qui mettaient comme préalable à la renégociation des traités inégaux la liberté de religion, le département du Shinto fut aboli en 1871, de même que les fonds gouvernementaux pour les temples et les prêtres shintoïstes. En 1882, on interdit aux prêtres shintoïstes des temples nationaux de conduire les

⁵⁹ Anthony D. Smith, *National Identity, op. cit.*, p.105 et Anthony D. Smith, *Chosen People, op. cit.*, p.164. Ce point est fortement contestable, comme nous le verrons par la suite, l'époque Edo étant caractérisée par la multitude de fiefs et de frontières internes.

⁶⁰ Anthony D. Smith, *Nationalism and Modernism, op. cit.*, p.36 et 55.

⁶¹ On notera toutefois que le *kokugaku* n'était aucunement révolutionnaire : il souhaitait seulement redonner un rôle à l'empereur dans le système en place du shogunat. Le *kokugaku* visait en effet à retrouver l'essence du Shinto originel, et c'est dans un cadre rituel que l'empereur trouvait sa place.

⁶² Anthony D. Smith, *Chosen People, op. cit.*, p.164-165.

services funéraires ou d'organiser d'autres manifestations religieuses⁶³ : cette séparation du rite et de la religion devait permettre au Shinto de conserver sa fonction de rituel impérial sans violer la séparation de l'église et de l'Etat. On assista alors à une division du Shinto : d'une part le Shinto d'Etat, qui n'était plus considéré officiellement comme une religion mais comme une façon de vivre traditionnelle⁶⁴ liée au *kokutai*⁶⁵, et servant de base à l'affirmation de la divinité de l'empereur et des Japonais ; d'autre part le Shinto des sectes, qui ne concernait que les croyances privées des Japonais et n'avait aucun rapport avec l'Etat. Pour Gluck, c'est ce Shinto d'Etat, alliance du *kokutai* et d'un Shinto privé de ses fonctions religieuses, qui eut une influence sur la nation japonaise⁶⁶. Le Shinto ancien était une sorte d'animisme polythéiste : tout dans la nature avait un esprit. Il ne reposait pas sur des écritures canoniques ou des codes officiels mais apparaissait seulement dans des mythologies et des traditions orales. Il n'était donc pas étonnant qu'elles inclussent des panégyriques d'empereurs. Le gouvernement de l'ère Meiji révisa ces mythologies pour inculquer la loyauté à l'égard de l'empereur dans l'esprit des gens. Dans ces mythologies officielles, on insistait sur la légitimité et l'autorité de la famille impériale, sur le culte de l'empereur (ce qui posa d'ailleurs des problèmes avec les chrétiens notamment, qui refusaient de reconnaître la divinité de l'empereur). Le

⁶³ Les manifestations religieuses furent alors prises en charge essentiellement par les bouddhistes, dans Carol Gluck, *Japan's Modern Myths: Ideology in the Late Meiji Period*, Princeton : Princeton University Press, 1985, p.140 et 143.

⁶⁴ De nos jours encore, la position officielle du gouvernement japonais est que le Shinto n'est pas une religion, dans Eiji Oguma, « Human Sciences and National Identity in Modern Japan: Who Defined the 'Japanese Tradition'? », *op.cit.*, p.242.

⁶⁵ Combinant des éléments shintoïstes et confucianistes, le *kokutai* (国体) est diversement traduit par « politique nationale », « essence nationale », « entité nationale », mais, à la base, il correspond à une politique japonaise unique et dans ce sens peut être compris comme « le corps mystique ou spirituel du Japon », dans Brian J. McVeigh, *Nationalisms of Japan: Managing and Mystifying Identity*, Lanham : Rowman & Littlefield Publishers Inc., 2004, p.43.

⁶⁶ *Ibid.*, p.138-139 et 143.

Shinto fut donc transformé par le gouvernement en un outil, le Shinto d'Etat, afin d'établir un Etat-nation moderne de type occidental⁶⁷.

Par ailleurs, associé aux idées confucéennes sur la place appropriée de chacun dans une hiérarchie sociale, et à l'idéologie raciale de type occidental, le Shinto, en mettant en valeur l'ascendance divine des Japonais, allait permettre de donner de l'ampleur à l'idée d'une supériorité des Japonais sur les autres peuples d'Asie⁶⁸. Il fallut toutefois attendre novembre 1940 pour que le Shinto des sectes acquière une place privilégiée par rapport aux autres religions, retrouvant alors un statut de religion d'Etat⁶⁹, avant de le perdre en décembre 1945 avec la directive Shinto édictée par les forces d'occupation et par la séparation constitutionnelle de la religion et de l'Etat⁷⁰. Cette directive interdit en outre le financement public du Shinto et son enseignement dans les écoles, détruisant définitivement le Shinto d'Etat et enlevant au Shinto tout privilège par rapport aux autres religions⁷¹.

Les modernistes réfutent ces visions de l'histoire japonaise. Pour Lie, « l'Etat régi par les codes » ne peut être assimilé à une nation japonaise : il était géographiquement cantonné à la région de Kinai et considérait les habitants des régions actuelles de Kantô et Tôhoku comme des étrangers ; en outre, sa création et son histoire sont liées à des immigrants venus de la péninsule coréenne. Ainsi, avant l'époque Edo, la désunion territoriale, les différences régionales, la fragmentation culturelle et la hiérarchie statutaire empêchèrent-ils la création d'une nation japonaise. Et, si

⁶⁷ Eiji Oguma, « Human Sciences and National Identity in Modern Japan: Who Defined the 'Japanese Tradition'? », *op. cit.*, p.241-242.

⁶⁸ Louise Young, « Rethinking Race for Manchukuo: Self and other in the colonial context », dans Frank Dikötter (dir.), *The Construction of Racial Identities in China and Japan: Historical and Contemporary Perspectives*, Honolulu : University of Hawai'i Press, 1997, p.160.

⁶⁹ Carol Gluck, *Japan's Modern Myths: Ideology in the Late Meiji Period*, *op. cit.*, p.143.

⁷⁰ « Article 20. La liberté de religion est garantie pour tous. Aucune organisation religieuse ne peut recevoir de privilège de l'Etat, ni exercer aucune autorité politique. (...) L'Etat et ses organes doivent s'abstenir de prodiguer une éducation religieuse ou de toute autre activité religieuse », dans House of Representatives (The), *The Constitution of Japan* [En ligne], http://www.shugiin.go.jp/itdb_english.nsf/html/kenpou/english/constitution.htm

⁷¹ John Lie, *Multiethnic Japan*, *op. cit.*, p.128.

l'époque Edo voit l'apparition d'un proto-nationalisme dans certaines élites, on ne peut parler d'identité nationale avant l'ère Meiji et la modernisation du Japon⁷² : au début de l'ère Meiji encore, malgré des frontières géographiques claires, une relative uniformité linguistique, une culture élitiste commune et l'établissement d'un gouvernement central, la plupart des gens accordaient plus d'importance à leurs allégeances locales qu'à la nation. En fait, seule une petite élite possédait une conscience nationale. Les différences régionales étaient même si marquées que les camps opposés durant la restauration de l'ère Meiji se percevaient non seulement comme des ennemis mais virtuellement comme des groupes ethniques différents, avec des caractéristiques culturelles différentes (incluant la langue, les dialectes régionaux étant si distincts qu'ils semblaient être des langues différentes)⁷³. C'est seulement au début du 20^{ème} siècle que, pour la première fois selon les leaders et observateurs japonais de l'époque, les Japonais se ressentirent majoritairement membres d'une nation. Mais, même à ce moment-là, l'identification à une nation restait fragile et ne pouvait être considérée comme un acquis⁷⁴.

De ce fait, la nation japonaise est une construction moderne, le Japon avant le milieu du 19^{ème} siècle pouvant simplement être considéré comme un Etat féodal⁷⁵. Les modernistes soulignent le rôle d'une petite élite modernisatrice – des samourais de rang moyennement élevé – qui prit le pouvoir au début de l'ère Meiji⁷⁶ et décida d'inculquer à la population des valeurs nationales pour consolider son pouvoir fragile. Cette élite eut recours au nationalisme pour deux raisons⁷⁷ :

- Sur le plan idéologique, le nationalisme permettait de combiner une identité japonaise à l'acceptation du besoin de modernisation : la restauration du pouvoir

⁷² John Lie, *Multiethnic Japan*, *op. cit.*, p.115-118.

⁷³ Sandra Wilson, « Rethinking nation and nationalism in Japan », *op. cit.*, p.4.

⁷⁴ *Ibid.*, p.8 et 11.

⁷⁵ John Breuilly, *Nationalism and the State*, Chicago : The University of Chicago Press, 1985 (1ère éd. 1982), p.206.

⁷⁶ Benedict Anderson, *L'imaginaire national* [1983, 1991], Paris : Editions La Découverte, 1996, p.103-104 et John Breuilly, *Nationalism and the State*, *op. cit.*, p.237.

⁷⁷ John Breuilly, *Nationalism and the State*, *op. cit.*, p.209-210.

impérial et la préservation de l'essence nationale étaient associées à la modernisation, satisfaisant à la fois les traditionalistes et les modernistes. Le meilleur exemple du mélange de modernisation à l'occidentale et de tradition japonaise reste l'empereur qui, à partir de l'ère Meiji et excepté lors de la célébration de rituels traditionnels, s'habilla dans un uniforme militaire de style occidental⁷⁸.

- Sur le plan politique, la loyauté à l'égard de l'empereur et l'intérêt national permettaient de justifier des réformes au niveau local, passant outre le pouvoir des daimyo et sapant ainsi peu à peu le clanisme de l'époque Edo. Le discours de renforcement de la nation contre l'extérieur servait de plus à s'attirer l'appui des traditionalistes, notamment des samouraïs, et à unir sous la bannière nationale des groupes opposés.

Plusieurs moyens furent mis en œuvre pour promouvoir ce nationalisme : un nivellement de la société avec une réorganisation de l'ancien système de classes⁷⁹ ; une mise en place de la conscription et d'un système d'éducation universel (permettant de soumettre une grande partie de la population au dogme officiel) ; l'inscription de l'orthodoxie nationaliste dans des textes cruciaux comme la Constitution et le rescrit impérial sur l'éducation, qui visait à inculquer aux élèves le culte de l'empereur et le respect de certaines valeurs (cf. Annexe 1) ; et la ritualisation d'un certain nombre de pratiques quotidiennes ou événementielles

⁷⁸ Eiji Oguma, « Human Sciences and National Identity in Modern Japan: Who Defined the 'Japanese Tradition'? », *China Report*, vol.36, n°2, avril-juin 2000, p.241.

⁷⁹ L'ancien système comprenait quatre classes : au sommet se trouvaient les samouraïs ; puis venaient les paysans, les artisans et enfin les marchands. Il existait également deux groupes hors-classes : au sommet, les nobles de la Cour (*kuge*) ; et, tout en bas, les *eta* (qui travaillaient dans des activités reliées à la mort) et les *hinin* (vagabonds, criminels, ronins...). En 1869, si le système de classes fut légalement banni au nom du principe d'égalité des sujets devant l'empereur, une notion de hiérarchie subsista avec une recomposition des classes sociales en trois ordres : le *kazoku* (classe aristocratique qui regroupait les *kuge* et les daimyos, *i.e.* les samouraïs les plus riches et puissants), le *shizoku* (la grande majorité des anciens samouraïs) et les *heimin* (tous les autres, y compris les *eta* et les *hinin*). En 1884, le *kazoku* devint la Pairie, calquée sur le modèle anglais et comprenant cinq ordres : prince ou duc, marquis, comte, vicomte et baron. Ce système persista jusqu'en 1947.

(notamment à travers l'éducation, par exemple chanter l'hymne national au début de chaque journée de classe), visant à inculquer l'idéologie nationale à la population⁸⁰.

Carol Gluck souligne également l'importance de la réorganisation géographique dans l'édification d'une nation japonaise : « la nationalisation de l'espace commence avec l'abolition des domaines féodaux et la centralisation de l'Etat, mais ne s'arrête pas là »⁸¹. Le gouvernement institue des lignes de démarcation arbitraires pour rompre avec la géographie politique antérieure, afin de casser les identités locales et pouvoir former une nation. Au final, « les frontières nationales et ethniques sont d'abord tracées pour définir l'Etat impérial, puis dissimulées, comme si elles avaient toujours existé, pour laisser apparaître un Japon éternel et immuable »⁸². Ainsi, pour Wilson, l'Etat a-t-il représenté, au Japon, le principal facteur dans la constitution de la nation⁸³. Gluck remarque cependant que, si les structures de l'Etat précédèrent effectivement la nation⁸⁴, avec un rôle important de l'Etat dans la promotion de l'idéologie nationale, les soutiens les plus forts du nationalisme parvinrent de l'extérieur du gouvernement, des journalistes, des intellectuels et des figures publiques⁸⁵. Ce phénomène devint possible par l'explosion des publications au Japon vers la fin du 19^{ème} siècle⁸⁶. Les nouveaux médias de cette époque, souvent conservateurs et patriotiques, offrirent de puissants moyens d'expression non gouvernementaux et jouèrent un rôle crucial dans la dissémination de l'idéologie nationale⁸⁷, bien que leur diffusion restât très majoritairement locale.

Le problème de l'idéologie nationale de l'ère Meiji, c'est qu'elle fut créée en accord avec une époque, avec certaines réalités, mais conservée presque telle quelle ensuite.

⁸⁰ Sandra Wilson, « Rethinking nation and nationalism in Japan », *op.cit.*, p.6.

⁸¹ Carol Gluck, « Re-présenter Meiji », dans Jean-Jacques Tschudin et Claude Hamon (dir.), *La nation en marche : Etudes sur le Japon impérial de Meiji*, Paris : Editions Philippe Picquier, 1999, p.19.

⁸² *Ibid.*, p.13.

⁸³ Sandra Wilson, « Rethinking nation and nationalism in Japan », *op. cit.*, p.6.

⁸⁴ Carol Gluck, *Japan's Modern Myths: Ideology in the Late Meiji Period*, *op. cit.*, p.25.

⁸⁵ *Ibid.*, p.9-10.

⁸⁶ *Ibid.*, p.13.

⁸⁷ Frank B. Tipton, « Japanese nationalism in comparative perspective », dans Sandra Wilson (dir.), *op. cit.*, p.156-158.

L'écart entre l'idéologie officielle des élites au pouvoir et la réalité s'est ensuite peu à peu creusé. Tant que les institutions qui soutenaient l'idéologie restèrent en place, l'idéologie s'est maintenue⁸⁸ ; quand elles s'effondrèrent, après la Deuxième Guerre mondiale, l'idéologie fut abandonnée sans réticence⁸⁹.

Pour les modernistes, le nationalisme japonais a donc connu trois phases : son utilisation comme instrument stato-centré d'une élite modernisatrice vers la fin du 19^{ème} et le début du 20^{ème} siècle ; une identité contestée parmi des leaders qui cherchaient à mobiliser des masses plus importantes de personnes dans les années 1920 et 1930 ; une interrogation et un débat diffus sur l'essence même de la culture japonaise dans les décennies après la Deuxième Guerre mondiale⁹⁰.

Le contexte de création de la nation japonaise moderne suscite cependant l'unanimité des théoriciens sur deux points : l'influence de l'Occident ; et le rôle de l'éducation et de l'armée.

Pour John Breuilly, « le cas japonais est l'adaptation la plus réussie des valeurs nationalistes à un Etat non-occidental »⁹¹. Il résume bien la position la plus répandue au sein des grands spécialistes du nationalisme : la nation moderne japonaise aurait émergé à la suite de son contact avec l'Occident et en prenant ce dernier comme modèle. Selon Anderson, pour consolider son pouvoir, l'oligarchie eut recours à un nationalisme officiel calqué sur le modèle de la Prusse. Il estime que la nation japonaise put voir le jour en raison de la pénétration occidentale dans le pays dans la deuxième moitié du 19^{ème} siècle, et que la forme de la nation fut directement influencée par la vision européenne⁹². Même Smith reconnaît que la nation japonaise s'est créée en assimilant des éléments étrangers, l'intelligentsia au pouvoir se servant de ces éléments contre les gardiens de la tradition pour transformer l'ethnie en nation

⁸⁸ Bien que son importance se soit peu à peu réduite au profit d'une autre vision plus traditionaliste du nationalisme, comme nous l'analyserons dans la sous-partie suivante.

⁸⁹ Carol Gluck, *Japan's Modern Myths: Ideology in the Late Meiji Period*, *op. cit.*, p.282-284.

⁹⁰ Frank B. Tipton, *op. cit.*, p.146.

⁹¹ John Breuilly, *Nationalism and the State*, *op. cit.*, p.196.

⁹² Benedict Anderson, *L'imaginaire national*, *op. cit.*, p.104-105.

politique⁹³. Comme le résume Hobsbawm, pour les spécialistes du nationalisme, « le Japon pouvait être considéré comme une puissance impériale occidentale à titre honoraire bien qu'à l'évidence *sui generis*, et donc comme un Etat national et nationaliste peu ou prou semblable à ses modèles européens »⁹⁴.

Gluck nuance cependant ce genre de point de vue couramment admis : pour elle, contrairement à ce qui est généralement avancé, la modernisation japonaise n'est pas une sorte de rattrapage ou de copie d'un modèle européen : « nous pouvons constater que les « vieilles » comme les « nouvelles » nations, la France comme le Japon, faisaient souvent la même chose au même moment »⁹⁵. Plus qu'en copiant, la nation japonaise s'est construite dans l'air du temps, à une époque où l'Etat-nation était considéré comme universel :

[...] les pays Européens et les Etats-Unis se constituaient – ou se reconstituaient – en Etat-nation en même temps que le Japon, obéissant aux mêmes exigences de mobilisation totale du temps, de l'espace, du savoir et du peuple, poussées à un niveau jusqu'alors jamais atteint (...) Les impératifs du savoir et de la nation, de la science et du patriotisme, firent surgir des institutions modernes qui devaient autant à l'époque qu'à la localisation⁹⁶.

En fait, « dans l'imaginaire de Meiji, l'Occident incarne la civilisation et, simultanément, pose le défi de définir une nouvelle identité orientale »⁹⁷. La tradition est définie, voire inventée, en juxtaposition à la modernité. Même des concepts comme la coutume (*fūzoku*) ou la race japonaise (*nihon jinshu*) datent de l'ère Meiji⁹⁸. L'Occident a également transmis au Japon le concept de frontière nationale : la notion de frontière en tant que telle existait déjà au Japon, avec la séparation des différents domaines dans l'archipel ou la zone japonaise du territoire Aïnu ; mais les Occidentaux ont apporté l'idée de frontière comme une ligne unique sans équivoque marquant la limite entre une nation et une autre, au lieu de l'idée héritée de la Chine

⁹³ Anthony D. Smith, *National Identity*, *op. cit.*, p.68.

⁹⁴ Eric Hobsbawm, *Nations et nationalisme depuis 1780*, *op. cit.*, p.278-279.

⁹⁵ Carol Gluck, « Re-présenter Meiji », *op. cit.*, p.17.

⁹⁶ *Ibid.*, p.33.

⁹⁷ *Ibid.*, p.11.

⁹⁸ *Ibid.*, p.12.

d'une série de frontières marquant graduellement des degrés croissants de différence⁹⁹. Le contact avec l'Occident a renforcé une identité nationale naissante, les différences entre les Japonais semblaient bien minces au regard des différences avec les Occidentaux¹⁰⁰. Plus qu'un modèle, l'Occident, non dans sa réalité mais dans la façon dont les Japonais se le représentaient, a donc été cet « autre » indispensable à la formation de toute identité¹⁰¹.

D'autre part, les auteurs s'accordent sur deux éléments fondamentaux dans l'édification de la nation japonaise moderne : l'éducation et l'armée.

L'Etat durant l'ère Meiji chercha à promouvoir l'intégration éducative. Il institua un système scolaire centralisé et uniformisé qui favorisa la propagation d'un langage national (*kokugo*)¹⁰². Influencés par le modèle prussien, les leaders de l'ère Meiji voulurent instiller le patriotisme à travers l'éducation¹⁰³. Le rescrit sur l'éducation de 1890, censé être « la Doctrine que Nous ont léguée Nos Impériaux Ancêtres », répondait à cette logique. Il exhortait les Japonais à vivre « modestement et avec modération », à s'adonner à la science et à pratiquer les arts, à travailler « pour le Bien Public et les intérêts de la Communauté », à respecter toujours la Constitution, à observer les lois et à s'offrir courageusement à l'Etat si les circonstances le demandaient, pour maintenir la prospérité du Trône Impérial¹⁰⁴. En outre, à partir de 1903 et jusqu'en 1945, le ministère de l'Education se chargea de rédiger les livres d'éthique nationale, d'histoire, de langue et de géographie du primaire, livres officiels et uniformes utilisés dans toutes les écoles du Japon. Des règles et des guides pour les

⁹⁹ Tessa Morris-Suzuki, *Re-Inventing Japan: Time, Space, Nation*, Coll. « An East Gate Book », New York et London : M.E. Sharpe, 1998, p.20-21.

¹⁰⁰ John Lie, *Multiethnic Japan*, *op. cit.*, p.120.

¹⁰¹ Carol Gluck, *Japan's Modern Myths: Ideology in the Late Meiji Period*, *op. cit.*, p.137.

¹⁰² Langage qui a été historicisé dès sa création comme la « langue japonaise que nous utilisons depuis mille cinq cent ans », Carol Gluck, « Re-présenter Meiji », *op. cit.*, p.31.

¹⁰³ John Lie, *Multiethnic Japan*, *op. cit.*, p.120.

¹⁰⁴ Pascal Griolet, « L'élaboration du rescrit sur l'éducation, *Kyōiku Chokugo* », dans Jean-Jacques Tschudin et Claude Hamon (dir.), *op. cit.*, p.61-62. Pour le texte complet du Rescrit, cf. Annexe 1.

professeurs furent également produits¹⁰⁵. Le gouvernement mit l'accent sur les valeurs traditionnelles ou « japonaises » dans l'éducation pour deux raisons : il pensait que les « valeurs japonaises » aideraient à résister à l'impact déstabilisateur sur l'ordre social de la modernisation rapide ; c'était également une nécessité de répandre la conscience d'une nation unifiée : il y avait près de 300 fiefs différents durant l'époque Edo et le mot *kuni*¹⁰⁶ désignait le territoire de chaque fief. Le gouvernement cherchait à détruire le système de classe héréditaire qui se fondait sur ces fiefs. Il tentait également de subsumer les identités locales par l'identité nationale japonaise¹⁰⁷.

Un autre aspect majeur de la socialisation nationale fut l'armée. La conscription universelle pour les hommes amena tous les hommes japonais à se familiariser avec l'identité nationale¹⁰⁸. En outre, d'après Kurimoto, l'entraînement des conscrits visait à uniformiser les comportements et à leur enseigner la discipline, deux éléments pré-requis pour créer une nation moderne¹⁰⁹. L'empereur lui-même fut militarisé : en 1871 les courtisanes entourant l'empereur furent remplacées par des chambellans anciens samourais. L'équitation devint une de ses activités quotidiennes, il se mit à porter un uniforme militaire, se coupa les cheveux et laissa pousser sa moustache et sa barbe afin de se donner un aspect plus martial¹¹⁰. Par ailleurs, on a remarqué précédemment le rôle que Smith donne au sacrifice pour la nation dans la construction d'une identité nationale. Enfin, les guerres entre 1894 et 1945 jouèrent une part de plus en plus grande dans la construction d'une nation japonaise

¹⁰⁵ Carol Gluck, *Japan's Modern Myths: Ideology in the Late Meiji Period*, *op. cit.*, p.147.

¹⁰⁶ En japonais moderne, le mot *kuni* signifie pays. Cependant, quand il est utilisé entre Japonais il peut continuer de désigner la région natale ou plus généralement l'endroit du Japon d'où l'on vient.

¹⁰⁷ Eiji Oguma, « Human Sciences and National Identity in Modern Japan: Who Defined the 'Japanese Tradition'? », *op. cit.*, p.240.

¹⁰⁸ John Lie, *Multiethnic Japan*, *op. cit.*, p.120.

¹⁰⁹ Eisei Kurimoto, « Nation-State, Empire, and Army: The Case of Meiji Japan », dans Tadao Umesao, Takashi Fujitani et Eisei Kurimoto (dir.), « Japanese Civilization in the Modern World XVI: Nation-State and Empire », *Senri Ethnological Studies n°51*, National Museum of Ethnology, Osaka, 2000, p.107.

¹¹⁰ *Ibid.*, p.105-106.

moderne¹¹¹. Smith a d'ailleurs montré dans un article sur les liens entre la guerre et l'ethnicité le rôle de la guerre dans l'accroissement de la solidarité au sein d'un groupe, et la façon dont la guerre façonne les ethnies et leur perception d'elles-mêmes¹¹². De même, Gluck estime que la guerre sino-japonaise de 1894 a joué un rôle clé, en suscitant un sentiment d'unité nationale qui n'aurait jamais pu naître autrement, fondé sur l'opposition à l'autre, la Chine en l'occurrence¹¹³. On notera enfin que l'armée japonaise resta toujours, sauf sur la toute fin de l'Empire, l'armée de l'Etat-nation japonais et non une armée de type impérial : à l'inverse des puissances coloniales européennes qui n'hésitaient pas à recruter des colonisés, l'armée japonaise se limita toujours aux Japonais de souche¹¹⁴. Le rôle de l'armée comme diffuseur du nationalisme se borna donc à ces derniers et n'afecta pas les colonisés, du moins jusqu'à leur mobilisation dans les dernières années de la guerre. Ainsi, l'école et l'armée constituent clairement les appareils tutélaires de l'Etat les plus omniprésents dans la propagation du nationalisme officiel¹¹⁵.

L'ère Meiji apparaît donc comme la période de formation de la nation moderne japonaise, formation intrinsèquement liée à une politique impérialiste et multiethnique, comme nous le verrons dans la sous-partie I.3.

¹¹¹ Sandra Wilson, « Rethinking nation and nationalism in Japan », *op. cit.*, p.10.

¹¹² Anthony D. Smith, « War and ethnicity: the role of warfare in the formation, self-images and cohesion of ethnic communities », *Ethnic and Racial Studies*, vol.4, n°4, 1981, p.375-397.

¹¹³ Carol Gluck, *Japan's Modern Myths: Ideology in the Late Meiji Period*, *op. cit.*, p.136.

¹¹⁴ Eisei Kurimoto, « Nation-State, Empire, and Army: The Case of Meiji Japan », *op. cit.*, p.107.

¹¹⁵ *Ibid.*, p.147.

I.2) Le nationalisme de l'ère Taishô et du début de l'ère Showa

Le début de l'ère Taishô se situe dans la continuité de l'ère Meiji, tant au niveau de la politique intérieure qu'extérieure. A partir du début des années trente, on constate en outre une intensification du nationalisme, qui va conduire au désastre. Entre ces deux périodes mouvementées, on note cependant une période de calme, un « interlude libéral »¹¹⁶ que les spécialistes du nationalisme ont tendance à traiter un peu rapidement. Pourtant, nous estimons que, loin de constituer un « interlude », la période libérale qui s'étend de la fin de la Première Guerre mondiale au début des années trente est décisive pour comprendre comment et pourquoi le nationalisme japonais est tombé dans la démesure. Nous verrons que la théorie moderniste, si elle convenait assez bien au nationalisme de l'ère Meiji, a plus de difficultés à expliquer les soubresauts des ères suivantes, et que les autres théories nous apportent des éléments explicatifs intéressants. Nous nous concentrerons sur la période qui s'étend du début de l'ère Taishô à l'année 1940 : après 1940, la politique japonaise entre dans une logique de guerre totale, dans un nationalisme extrême, et les partis sont dissous. Nous estimons que la métropole japonaise entre alors dans une logique totalitaire qui déborde du cadre d'étude de ce mémoire, et nous ne traiterons donc pas les évènements allant de la fin 1940 à 1945.

Comme on l'a remarqué précédemment, le nationalisme de l'ère Meiji, conformément à ce qu'avance la théorie moderniste de Breuilley¹¹⁷, est essentiellement modernisateur et élitiste. Les élites sont nationalistes et tentent d'inculquer leur idéologie à la population afin de créer une nation japonaise moderne et puissante. Le nationalisme justifie le pouvoir des élites et crée un lien entre eux et la société¹¹⁸. Mais, à la fin de l'ère Meiji, ce lien reste relativement faible et le nationalisme ne

¹¹⁶ Theresa M. Grew, « Construction of Ethnicity and Minorities in Japan: An examination of nation-building and the Japanese myth of homogeneity », *Master of Arts*, London : The University of Western Ontario, 1998, p.36.

¹¹⁷ John Breuilley, *Nationalism and the State*, *op. cit.*

¹¹⁸ Atsuko Ichijo et Gordana Uzelac, « Modernism », *op. cit.*, p.11.

peut pas être considéré comme un mouvement de masse au Japon : si, en 1912, la plupart des Japonais ont une idée de ce qu'est l'Empire Japonais et si l'idée nationale a largement progressé et semble acquise pour les élites, le sentiment national reste un phénomène essentiellement urbain. Même en 1945, la majorité des Japonais sont des fermiers qui vivent dans des villages. Les divisions urbain/rural et les différences régionales restent prééminentes. Dans ce contexte, nombre de fermiers dans la campagne demeurent des fermiers avant d'être des Japonais. Et même pour les citadins éduqués, l'allégeance à la famille et aux amis est plus forte que la croyance à l'empereur ou au *kokutai*¹¹⁹.

Les modernistes associent nationalisme et modernisation : or, au début des années 1910, l'industrialisation était encore assez faible, le Japon ayant commencé à se bâtir un Empire avant même de dépasser le premier stade de l'industrialisation¹²⁰. Le pays profite de la Première Guerre mondiale pour fortement s'industrialiser en assurant la fourniture des belligérants : la production industrielle va presque doubler entre 1914 et 1919, de même que le nombre d'ouvriers¹²¹. Cette expansion sera toutefois suivie d'une série de dépressions juste après la guerre, qui affecta essentiellement les petites entreprises et créa une forte insécurité et du chômage chez les ouvriers. Ainsi, pour la première fois dans le Japon moderne, les conflits de travail vont-ils devenir un problème social important. Cette nouvelle préoccupation jouera son rôle dans la libéralisation des années vingt¹²². De leur côté, les grandes compagnies profitèrent de leur nouvelle richesse pour accroître leur influence politique et soutenir les politiciens libéraux.

Les leaders des partis au Parlement vont alors favoriser de plus en plus les intérêts des grandes entreprises en promouvant la coopération internationale, en essayant de

¹¹⁹ John Lie, *Multiethnic Japan*, *op. cit.*, p.121.

¹²⁰ Edward Kaplan, « 20: Japan Joins The Rush Toward Empire », dans *History 280/East Asian Studies 201*, 1999, p.20-4.

¹²¹ Shûichi Kato, « Taisho Democracy as the Pre-Stage for Japanese Militarism » dans Stephen S. Large (dir.), *Shôwa Japan: Political, Economic and Social History, 1926-1989*, Volume I, London : Routledge, p.32.

¹²² Shûichi Kato, *op. cit.*, p.32-33.

réduire le budget militaire pour atteindre une certaine stabilité économique, en prônant le suffrage universel (le suffrage universel masculin sera institué en 1925) et l'éducation libérale pour apaiser une classe moyenne montante. L'industrialisation provoque en effet une concentration des habitants en zones urbaines et crée non seulement une forte population de travailleurs venus des campagnes, mais également une nouvelle classe moyenne composée de cols blancs et de fonctionnaires¹²³, et de larges strates d'étudiants et intellectuels. Ces nouvelles populations urbaines seront les principaux soutiens de la libéralisation et de la démocratie¹²⁴.

Si l'on suit la théorie moderniste, on pourrait s'attendre à ce que la démocratisation relative des années vingt, combinée à la perte de repères des nouvelles populations urbaines, entraîne une montée du nationalisme : comme le suggère Hobsbawm, celui-ci remplacerait les anciennes traditions¹²⁵ et mènerait à la constitution d'une nouvelle identité. Or, comme nous le verrons, cela ne fut pas le cas. Le nationalisme modernisateur de l'ère Meiji fut peu à peu discrédité et c'est un autre nationalisme qui va surgir, prenant sa source dans les campagnes et non dans des villes en phase d'industrialisation rapide.

Parallèlement à la montée de l'industrialisation et comme conséquence de celle-ci et de l'augmentation de l'éducation dans la population¹²⁶, on constate, dans la continuation de l'explosion de la fin de l'ère Meiji, une forte croissance de la diffusion des journaux et la création d'un marché du journal¹²⁷. De plus, le cercle des lecteurs de journaux s'était élargi au-delà de la petite élite de la classe moyenne initiale pour toucher une audience de masse avec une portée nationale¹²⁸.

¹²³ *Ibid.*, p.32.

¹²⁴ Eiji Oguma, « Human Sciences and National Identity in Modern Japan: Who Defined the 'Japanese Tradition'? », *op. cit.*, p.242.

¹²⁵ Atsuko Ichijo et Gordana Uzelac, « Modernism », *op. cit.*, p.11.

¹²⁶ Le nombre d'années d'éducation par personne âgée de 15 à 64 ans est passé au Japon de 1,5 ans en 1870 à 5,36 ans en 1913, dans Frank B. Tipton, *op. cit.*, p.158.

¹²⁷ Cf. James L. Huffman, *Creating a Public: People and Press in Meiji Japan*, Honolulu : University of Hawai'i Press, 1997, p.362-363.

¹²⁸ Carol Gluck, *Japan's Modern Myths: Ideology in the Late Meiji Period*, *op. cit.*, p.233.

Dans les années 1910, ces journaux étaient populistes et, dans l'ensemble, très anti-establishment, souvent autant anti-gouvernement qu'anti-parlement, avec une forte insistance sur leur propre impartialité et la corruption des politiciens¹²⁹. Ils se percevaient d'ailleurs comme les leaders des masses et participèrent à la chute de trois cabinets gouvernementaux : le cabinet Katsura en 1913, le gouvernement de Yamamoto Gonnohyôe en 1914 et le cabinet Terauchi en 1918. Ils menèrent également le mouvement au début des années vingt pour obtenir le suffrage universel masculin¹³⁰. L'incident de l'arc-en-ciel blanc en 1918 calma cependant leur virulence¹³¹. Cet incident eut des conséquences importantes sur la liberté et l'objectivité de la presse : que le plus influent journal du moment puisse être attaqué et soumis de la sorte par le gouvernement effraya les autres journaux. Après la capitulation du *Ôsaka Asahi*, la critique de la presse envers l'autoritarisme du gouvernement diminua et les journaux devinrent de plus en plus conciliants vis à vis de l'action du gouvernement¹³².

Ils se concentrèrent alors sur un autre aspect : le patriotisme, et ils jouèrent un rôle primordial dans la dissémination de l'idéologie nationale officielle¹³³. Comme nous le verrons, ils contribuèrent également au renforcement du nationalisme extrémiste durant les années trente. Le rôle des médias comme propagateur et appui du sentiment national apparaît ici comme conforme aux prédictions de Benedict Anderson.

¹²⁹ *Ibid.*, p.232-233 et 243.

¹³⁰ James L. Huffman, *op. cit.*, p.364-365.

¹³¹ Dans l'un de ces articles, un journaliste du *Ôsaka Asahi*, le principal journal japonais de l'époque, utilisa l'expression « un arc-en-ciel blanc transperçant le soleil » : le gouvernement présenta cette phrase comme la prédiction d'une tentative d'assassinat sur un membre de la famille impériale. Le journal fut alors attaqué par les censeurs en vertu de la violation de la loi de la presse et dut suspendre sa publication. Plusieurs membres clés du journal démissionnèrent et le président du journal fut même agressé par des membres d'un groupe nationaliste. Trois mois plus tard, le journal finit par s'excuser, reconnaissant ses fautes et jurant loyauté et patriotisme à la nation, dans Tomiko Kakegawa, « The *Japan Chronicle* and its editors: reflecting Japan to the press and the people, 1891–1940 », *Japan Forum*, vol.13, n°1, 2001, p.31-35.

¹³² Kakegawa, Tomiko, « The *Japan Chronicle* and its editors: reflecting Japan to the press and the people, 1891–1940 », *Japan Forum*, vol.13, n°1, 2001, p.31-35.

¹³³ Frank B. Tipton, *op. cit.*, p.156.

Au final, la démocratie et le libéralisme de la seconde moitié de l'ère Taishō étant essentiellement un phénomène associé à une conscience nationale urbaine¹³⁴, la majorité de la population, toujours rurale¹³⁵, resta à l'écart. Ainsi, pour Kato Shūichi, le libéralisme n'affecta aucunement les aspects traditionnels de la société japonaise, aspects particulièrement présents dans les campagnes, parmi lesquels : la structure hiérarchique de conscience de son rang, qui induit les valeurs de loyauté et d'obéissance des plus bas dans l'échelle sociale à l'égard des plus hauts ; l'importance de l'appartenance à des petits groupes comme les communautés de village ; la tradition d'une large famille¹³⁶. Conformément aux prédictions des primordialistes, ni l'industrialisation, ni le nationalisme modernisateur de l'ère Meiji ne réussirent à vaincre les liens plus forts de la famille ou de la communauté natale¹³⁷. Or, ces campagnes vont fournir une grande part des recrues militaires durant les ères Meiji puis Taishō : l'armée, avec son système de rangs relativement indépendants de la position sociale dans le reste de la société, apparaissait comme un moyen d'élévation sociale et les paysans, toujours imprégnés des valeurs de loyauté et d'obéissance, constituaient de bonnes recrues. De ce fait, entre 1920 et 1933, environ 40% des étudiants de première année du *Rikugun Shikan Gakkō* (l'Académie Militaire) venaient de familles de fermiers, et seulement 10% de familles d'officiers¹³⁸. Il ne faut donc pas s'étonner du rejet par l'armée du nationalisme modernisateur de l'ère Meiji, au profit d'un nationalisme fondé sur un retour à la vie agricole et mettant en avant les valeurs traditionnelles et rurales.

Car sous une apparence de quiétude et d'« interlude libéral », la période allant de 1919 au début des années trente comporte des tensions sous-jacentes et pose les bases du nationalisme virulent des années trente. On constate en effet un clivage très net

¹³⁴ John Lie, *Multiethnic Japan*, *op. cit.*, p.121.

¹³⁵ En 1920, 51,7% des travailleurs japonais étaient dans le secteur agricole, dans Shūichi Kato, *op. cit.*, p.37.

¹³⁶ *Ibid.*, p.37.

¹³⁷ Atsuko Ichijo et Gordana Uzelac, « Primordialism », *op. cit.*, p.51.

¹³⁸ Shūichi Kato, *op. cit.*, p.37-38 et 44.

entre d'une part une nouvelle classe moyenne urbaine soutenue par des médias montants et une nouvelle grande industrie, et d'autre part une classe rurale pauvre qui subit de plein fouet les dépressions économiques. Celle-ci constitue le gros de l'armée de même que les ouvriers pauvres, utilisables à bas coût par une industrie en essor, ayant besoin d'effectifs. Ces ouvriers et chômeurs arrivés en ville depuis peu gardaient des liens forts avec leur famille restée à la campagne et leur communauté de village, et conservaient dès lors leurs valeurs traditionnelles et leur mentalité rurale. Les campagnes absorbaient de plus une partie du chômage des villes grâce au retour des citadins récents lors des dépressions¹³⁹. Par ailleurs, le système démocratique ne satisfaisait pas les classes moyennes car il restait finalement très élitiste : les parties comportaient peu de membres et ne représentaient pas du tout les masses (même les petits partis socialistes n'avaient de prise que sur certains syndicats et les syndicats au Japon ne représentaient à cette époque qu'un petit nombre de travailleurs) ; les fonctions des partis étaient très limitées dans leur portée et finalement très faibles ; il n'y avait pas au Japon à cette époque d'organisation de masse puissante capable d'influencer les partis ou le gouvernement : en 1936, moins d'un demi-million des travailleurs japonais était organisé¹⁴⁰. Le nationalisme urbain de masse tel que l'entendent les théories modernistes avait dès lors peu de poids dans le Japon des années trente.

D'ailleurs, alors que les théories modernistes mettent en valeur les changements de structure et la formation d'institutions nouvelles pour remplacer les anciennes¹⁴¹, on constate qu'il n'y a en fin de compte pas de différences de structure entre les ères Meiji, Taishō et le début de l'ère Showa (jusqu'en 1940 du moins), le pouvoir reposant dans tous les cas sur une oligarchie traditionnelle. Ainsi, pour Kato Shūichi, l'histoire du Japon entre les deux guerres ne doit pas être comprise comme un passage de la démocratie au fascisme mais comme un passage d'une phase de

¹³⁹ *Ibid.*, p.38.

¹⁴⁰ *Ibid.*, p.39.

¹⁴¹ Atsuko Ichijo et Gordana Uzelac, « Modernism », *op. cit.*, p.12-13.

libéralisation à une autre phase de bureaucratisation et de militarisation dans une structure similaire¹⁴². L'empereur représentait l'autorité sacro-sainte au nom de laquelle plusieurs groupes ou institutions¹⁴³ opéraient librement, interprétant ses soi-disant consignes. La Chambre des Représentants, seul organe élu, avait des pouvoirs limités : le *genrô*¹⁴⁴ possédait une influence déterminante dans le choix du premier ministre ; le Conseil privé jouait un rôle capital dans l'interprétation de la Constitution et la promulgation des lois et ordonnances impériales ; la Chambre des Pairs, pendant de la Chambre des Représentants dans le système bicaméral de l'époque, avaient de larges pouvoirs constitutionnels et pouvaient rejeter tout acte de son vis-à-vis. En outre, le cabinet gouvernemental, au nom de l'empereur, pouvait dissoudre la Chambre des Représentants, intervenir dans les élections, contrôler l'information, limiter la liberté de parole et de rassemblement, et passer au-dessus de la Chambre des Représentants par la promulgation d'ordonnances impériales. Enfin, l'armée avait un accès direct à l'empereur sans avoir à consulter le reste de l'administration et contrôlait le ministère de la Guerre¹⁴⁵.

L'empereur, situé théoriquement tout en haut de cet édifice, avait finalement un rôle essentiellement honorifique et l'empereur Hirohito ne sortit de ce rôle qu'à trois occasions : il poussa le premier ministre Tanaka Giichi à la démission en 1929 après l'assassinat du gouverneur/seigneur de guerre de la Mandchourie Chang Tso-Lin par des militaires japonais ; il intervint, par obligation, contre l'armée rebelle en février 1936 : il était sans nouvelles du premier ministre et les leaders militaires préféraient rester dans l'expectative ; et il se prononça pour la fin de la guerre en 1945 devant un

¹⁴² Stephen S. Large, « General Introduction », dans Stephen S. Large (dir.), *op. cit.*, p.6.

¹⁴³ Le *genrô*, le ministère de la Maison Impériale, le Conseil privé et la Chambre des Pairs.

¹⁴⁴ Les Anciens. On retrouvait dans le *genrô* des hommes ayant soutenu la restauration de l'ère Meiji et ayant occupé des fonctions gouvernementales importantes. Ce comité non institutionnalisé conseillait l'empereur sur le choix du premier ministre et sur les questions de politique étrangère.

¹⁴⁵ Shûichi Kato, *op. cit.*, p.36. Ce contrôle du ministère de la Guerre permettait à l'armée d'avoir un droit de regard sur la composition du gouvernement, en nommant au ministère une personne non désirée par le gouvernement ou en refusant de nommer qui que ce soit tant que le cabinet ne lui conviendrait pas, dans Shûichi Kato, *op. cit.*, p.46.

cabinet divisé¹⁴⁶. Dans tous les autres cas, il se contenta d'approuver des choix politiques pris par d'autres, même lorsqu'il n'était pas d'accord. En 1935, Hirohito rejeta d'ailleurs l'idée, avancée par certains conservateurs, qu'il était un Dieu aux pouvoirs illimités¹⁴⁷.

De toute manière, à partir du moment où l'armée avait pris une décision, l'empereur ou le gouvernement était impuissant, comme le montre l'incident en Mandchourie où le gouvernement dut approuver rétroactivement l'action de l'armée¹⁴⁸.

On comprend alors mieux, malgré la persistance des structures et des élites traditionnelles au pouvoir, le passage de la politique libérale de la seconde moitié de l'ère Taishō à la politique très nationaliste qui débute dans les années trente et qui va s'intensifier au cours de la décennie : dépassées par une armée et même des masses plus nationalistes qu'elles et qui estimaient la politique libérale inefficace¹⁴⁹, les élites, pour garder le pouvoir voire la vie (devant la recrudescence des attentats), durent s'aligner. A l'instar de leurs prédécesseurs de l'ère Meiji et conformément à la théorie moderniste de Breuilly, le nationalisme apparaît surtout ici comme un moyen de conservation du pouvoir pour les élites traditionnelles. Mais si celles de l'ère Meiji véhiculaient un nationalisme à leur image, modernisateur et élitiste, les élites du début de l'ère Showa se contentèrent de convoier un nationalisme développé par d'autres¹⁵⁰ et qui leur resta assez étranger. On peut toutefois se demander pourquoi la situation n'a pas empiré plus tôt et pourquoi le nationalisme resta relativement faible entre 1919 et le début des années trente. Il convient de relativiser cette faiblesse. Du

¹⁴⁶ *Ibid.*, p.353-354.

¹⁴⁷ *Ibid.*, p.354.

¹⁴⁸ *Ibid.*, p.360.

¹⁴⁹ Shūichi Kato, *op. cit.*, p.31.

¹⁵⁰ Carol Gluck a montré que l'idéologie n'est pas qu'une affaire d'oligarques, pas simplement un phénomène allant du haut vers le bas. C'est au contraire un phénomène intermédiaire et instable qui implique un large panel d'acteurs sociaux, dans Carol Gluck, *Japan's Modern Myths: Ideology in the Late Meiji Period*, *op. cit.*, p.9-10. Il existe donc toujours plusieurs idéologies en concurrence et celle appliquée par les élites peut ne pas être la leur au départ : elles adoptent en effet l'idéologie qui leur permettra de conserver le pouvoir.

côté du pouvoir traditionnel, on constate une certaine maturité du nationalisme modernisateur de l'ère Meiji, et une certaine conscientisation des masses urbaines qui va les amener à réclamer un plus grand rôle sur la scène politique. Devant les revendications et les manifestations des années 1910 et sous la pression de grands industriels cherchant la paix sociale, le pouvoir entame une phase de libéralisation. Mais face à cette libéralisation réservée à une minorité et à l'incapacité du pouvoir de représenter certaines parties de la population, un nationalisme traditionaliste virulent va gagner en popularité, en particulier au sein de l'armée. De ce fait, afin de calmer les militaires, le gouvernement laissera une certaine liberté à l'armée sur le plan extérieur. Le Japon continue dès lors à se montrer assez agressif après la fin de l'ère Meiji : occupation de la péninsule de Shantung en 1914, ultimatum lancé à la Chine en 1915 (les vingt et une demandes), intervention en Sibérie entre 1919 et 1922, interventions au Shantung en 1927 et 1928, meurtre de Chang Tso-Lin en 1928 et intervention en Mandchourie en 1931¹⁵¹. Sur le plan intérieur, il faut noter l'assassinat du premier ministre Hara Takashi en 1921 par un militaire extrémiste. De plus, après le refus de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'introduire une clause d'égalité raciale dans le Traité de Versailles, comme le demandait le Japon, et surtout après la loi d'immigration anti-japonaise aux Etats-Unis¹⁵², le discours anti-occidental des nationalistes traditionalistes japonais commença à être entendu par la population. L'Occident joua ici encore le rôle de l'autre sur lequel le nationalisme se construisit. Toutefois, à l'inverse des nationalistes modernisateurs japonais qui, pour les théoriciens modernistes, se servirent de l'Occident comme modèle, les nationalistes traditionalistes utilisèrent l'Occident comme repoussoir, pour rejeter les valeurs soi-disant occidentales et supplanter un nationalisme modernisateur semblant incapable

¹⁵¹ Shûichi Kato, *op. cit.*, p.33.

¹⁵² Le 26 mai 1924, le président Calvin Coolidge signe une loi d'immigration qui interdit l'immigration japonaise sur la partie continentale des Etats-Unis, Hawaii restant le seul endroit où les Japonais peuvent migrer. Cette loi s'ajoute à un jugement de la Cour suprême des Etats-Unis rendu en 1922 et fondé sur la notion de race qui interdisait aux immigrants japonais d'acquérir la nationalité américaine. Par la suite, d'autres lois restreignant l'éducation et les publications en japonais furent également adoptées.

de répondre aux problèmes de la population. Par ailleurs, le Japon n'abandonna pas subitement sa politique expansionniste dans les années vingt : convaincues de la mission modernisatrice et du rôle de modèle du Japon, les élites convertirent une politique d'expansionnisme militaire, difficilement réalisable dans le climat d'après guerre caractérisé par les 14 points de Wilson et la liberté des peuples, en une politique d'expansionnisme économique pacifique en Asie et surtout en Chine¹⁵³. C'est d'ailleurs notamment devant la montée du Kuomintang en Chine et devant la crainte d'une menace des intérêts japonais en Mandchourie que les *zaibatsu*, malgré leur préférence pour une pénétration économique pacifique, appuyèrent finalement les partisans d'une conquête militaire de la Mandchourie¹⁵⁴.

Comment résumer brièvement le problème de l'« interlude libéral » ? Les gouvernements libéraux successifs frustrèrent l'armée et les nationalistes traditionalistes de plus en plus populaires mais sans se donner les moyens de s'opposer à eux : la politique gouvernementale des années vingt ne prépara pas la population à générer des mouvements politiques qui lui soient propres, mais seulement à accepter sans réagir la militarisation. De plus, après une guerre difficile en Sibérie qui n'attira aucune reconnaissance, le gouvernement décida d'abolir quatre divisions en 1924. Et en 1928, le gouvernement refusa d'approuver l'avancée de l'armée en Chine du Nord pour stopper le Kuomintang. Tout cela se combina à une politique partiellement libérale peu appréciée de militaires souvent conservateurs¹⁵⁵.

Vers la fin des années vingt et au début des années trente, une série d'évènements décida l'armée à forcer le gouvernement à abandonner l'expansionnisme économique

¹⁵³ Akira Iriye, « The Failure of Economic Expansion: 1918-1931 », dans Stephen S. Large (dir.), *op. cit.*, p.208 et 227, et cf. pour des détails chiffrés Kaoru Sugihara (dir.), *Japan, China, and the Growth of the Asian International Economy, 1850-1949*, New York : Oxford University Press, 2005.

¹⁵⁴ Immanuel Chung Yueh Hsu, *The Rise of Modern China*, New York : Oxford University Press, 1995, p.547. Il faut noter qu'au départ les partisans des militaires n'étaient pas les *zaibatsu* mais les nouveaux industriels, en particulier ceux impliqués dans le commerce des armes. Les *zaibatsu* ne rejoignirent la tendance que plus tard, essentiellement pour partager les profits, dans Shûichi Kato, *op. cit.*, p.46.

¹⁵⁵ *Ibid.*, p.40-41.

pacifique considéré comme un échec pour le remplacer par un expansionnisme militaire. Un élément majeur, souvent souligné par les auteurs, est la grande dépression de 1929, dont la gravité au Japon fut encore accentuée par la levée de l'embargo sur l'or à l'ancienne parité (de 0,75g d'or pour 1 yen depuis 1897) en janvier 1930. Cette levée, impliquant une montée des taux de change et une augmentation des importations (déjà excessives), nécessitait une politique déflationniste qui, cumulée à la grande dépression, plongea l'économie japonaise dans une sévère dépression¹⁵⁶. Les plus touchées furent les campagnes, déjà durement frappées par les récessions des années vingt, qui durent subir la chute des prix du riz et de la soie¹⁵⁷. Du début de la crise à l'incident en Mandchourie en 1931, le gouvernement continua cependant de garder le même cap d'austérité fiscale et monétaire, avec pour conséquences une forte augmentation du chômage et une grande misère dans les campagnes, le Japon subissant la plus sévère dépression de son histoire¹⁵⁸. D'après les théories modernistes, la force du nationalisme, produit de la modernisation et de l'industrialisation, est sa capacité de créer un lien entre la société et l'Etat. Dans le cas du Japon, ce nationalisme modernisateur, né durant l'ère Meiji, avait permis à une certaine élite de prendre le pouvoir et d'étouffer les revendications des traditionalistes. La crise de 29 et l'instabilité politique du début des années trente, en soulignant les échecs de la modernisation, déstabilisèrent le nationalisme modernisateur au profit d'un nationalisme traditionaliste, ce dernier mettant en avant les valeurs anciennes et la stabilité sociale idéalisée de l'ancien temps.

A celle-ci s'ajouta, en 1930, l'accord naval de Londres, renégociation de la conférence de Washington de 1922, qui fixa un ratio défavorable pour le Japon de 10/10/6¹⁵⁹ sur le nombre de croiseurs, de 10/10/7 sur le nombre de destroyers et

¹⁵⁶ Takafusa Nakamura, « Depression, recovery, and war, 1920-1945 », dans Peter Duus (dir.), *The Cambridge History of Japan Volume 6: The Twentieth Century*, Cambridge : Cambridge University Press, 1988, p.462-464.

¹⁵⁷ La soie était le produit le plus lucratif au Japon à cette époque et le marché principal était les Etats-Unis, dans Shûichi Kato, *op. cit.*, p.37.

¹⁵⁸ Takafusa Nakamura, « Depression, recovery, and war, 1920-1945 », *op. cit.*, p.464-465.

¹⁵⁹ Respectivement pour les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Japon.

d'égalité avec les Etats-Unis sur le nombre de sous-marins. Cet accord fut perçu par la marine japonaise comme une humiliation et comme une preuve de l'incompétence des leaders civils¹⁶⁰. Quelques mois plus tard, un attentat fut d'ailleurs perpétré par un nationaliste contre le premier ministre Hamaguchi Osachi pour son implication dans cet accord¹⁶¹. Le traité sera abrogé par le Japon en 1934, devant le refus des Anglais et des Américains d'accepter la parité.

C'est dans ces conditions que l'armée semi-autonome de Kwantung en Mandchourie décida, en septembre 1931, appuyée par les membres les plus influents de l'Etat major et tacitement par les *zaibatsu*, de provoquer un incident afin d'envahir la Mandchourie, et ce, avant l'arrivée d'un message de réserve de l'empereur¹⁶². Les nationalistes traditionalistes commencèrent alors à prendre une part de plus en plus importante dans la politique japonaise¹⁶³. Le Japon se retira de la Société des Nations en 1933, devant le refus de celle-ci de reconnaître l'Etat fantoche du Manchukuo et sa demande de retrait des troupes japonaises. Ce départ isola le Japon sur la scène internationale et renforça les idées anti-occidentales des nationalistes. En 1931, deux tentatives de coup d'Etat avortèrent. Puis, entre 1932 et 1935, plusieurs assassinats et tentatives d'assassinats d'hommes politiques et hommes d'affaire importants suivirent¹⁶⁴.

¹⁶⁰ Immanuel Chung Yueh Hsu, *op. cit.*, p.547.

¹⁶¹ Hamaguchi mourra neuf mois plus tard. Le nationaliste passera trois mois en prison, sera condamné à mort mais sera relâché trois mois plus tard. Il touchera durant le reste de sa vie une pension versée par des nationalistes.

¹⁶² Immanuel Chung Yueh Hsu, *op. cit.*, p.546-548.

¹⁶³ Mais, comme le montre Wilson, si cet événement joua un rôle majeur – notamment en grisant les militaires par la facilité de la conquête et en leur montrant l'incapacité du gouvernement et de l'empereur à s'opposer à leurs actions – il ne constitua pas le début de la militarisation de la société japonaise, celle-ci résultant plutôt du coup d'Etat du 26 février 1936 et du déclenchement de la guerre contre la Chine en 1937, dans Sandra Wilson, « Rethinking the 1930s and the '15-Year War' in Japan », *Japanese Studies*, vol.21, n°2, 2001, p.160-161.

¹⁶⁴ Stephen S. Large, « Nationalist Extremism in Early Shōwa Japan: Inoue Nisshō and the 'Blood-Pledge Corps Incident', 1932 », *Modern Asian Studies*, vol.35, n°3, 2001, p.533.

Cette série d'attentats contribua de façon décisive à l'éclipse totale des gouvernements parlementaires¹⁶⁵, avec la nomination en mai 1932 de l'amiral Saitô Makoto comme premier ministre pour succéder à Inukai. Il convient de noter que cela ne changea pas réellement le style de gouvernement, l'amiral Saitô étant un respectable amiral d'un certain âge¹⁶⁶ connu plutôt pour sa modération. Les partis étaient de toute façon devenus impopulaires, en particulier depuis la fin des années vingt et le début des années trente, perçus comme corrompus et servant uniquement les classes privilégiées et la haute finance¹⁶⁷. Le Japon entama alors une période de cabinets ministériels bureaucratiques et sans allégeance aux partis (qui se prolongera jusqu'à l'après guerre)¹⁶⁸. Par ailleurs, des mesures furent prises pour apaiser les populations rurales dont provenaient plusieurs des assassins. En conséquence, la situation s'améliora peu à peu dans les campagnes à cette époque¹⁶⁹.

Ces attentats, loin d'apaiser les nationalistes traditionalistes et de réduire leur influence, accrurent leur popularité et les firent connaître, notamment par l'entremise des procès des terroristes, ces derniers se posant en défenseurs du *kokutai* et de l'empereur face aux classes dirigeantes et aux partis libéraux.¹⁷⁰

C'est le 26 février 1936 qu'éclata le plus grand coup d'éclat des nationalistes, une tentative de putsch organisée par des jeunes officiers extrémistes à la tête de 1400 soldats. Les putschistes assassinèrent plusieurs membres importants de l'oligarchie et cette tentative de coup d'Etat paralysa le gouvernement pendant quatre jours,

¹⁶⁵ Les partis, et notamment le *Seiyûkai* et le *Minseitô*, continuèrent cependant à se disputer la domination de la Chambre des Représentants jusqu'à ce qu'ils soient dissous en 1940. Les anciens Premiers ministres des partis se regroupèrent de façon informelle et continuèrent d'exercer une certaine influence dans la législation de la période de guerre, dans Stephen S. Large, « General Introduction », *op. cit.*, p.7.

¹⁶⁶ Peter Duus et Daniel I. Okimoto, « Comment: Fascism and the History of Pre-War Japan: The Failure of a Concept », *The Journal of Asian Studies*, vol.39, n°1, 1979, p.70.

¹⁶⁷ Carol Gluck, *Japan's Modern Myths: Ideology in the Late Meiji Period*, *op. cit.*, p.239, Eiji Oguma, « Human Sciences and National Identity in Modern Japan: Who Defined the 'Japanese Tradition'? », *op. cit.*, p.243 et Peter Duus et Daniel I. Okimoto, *op. cit.*, p.73.

¹⁶⁸ Stephen S. Large, « Nationalist Extremism in Early Shôwa Japan... », *op. cit.*, p.555-556.

¹⁶⁹ Takafusa Nakamura, « Depression, recovery, and war, 1920-1945 », *op. cit.*, p.470.

¹⁷⁰ Edward Kaplan, « 21: Japan's Aborted But Deadly Fascist Process », dans *History 280/East Asian Studies 201*, 1999, p.21-14.

déstabilisant les fondations de l'Etat et obligeant l'empereur à sortir de sa réserve pour prendre position contre les putschistes. C'est ce dernier point qui constitue d'ailleurs pour Ben-Ami Shillony l'une des principales, sinon la principale cause de l'échec du putsch¹⁷¹.

Les réactions furent virulentes : loin de céder aux terroristes, le gouvernement organisa une purge dans l'armée et la bureaucratie pour se débarrasser des éléments les plus extrémistes, et l'armée fut reprise en main par ses éléments les plus modérés membres de la *Toseiha* (Faction de contrôle, ennemis de la *Kôdôha*). Cette tentative de putsch du 26 février était en effet d'autant plus inquiétante que, contrairement à celles démantelées précédemment ou aux attentats du début des années trente, elle n'était pas l'œuvre de quelques nationalistes membres de sociétés secrètes, mais d'officiers bien placés soutenus par des membres puissants de l'establishment militaire. Ce n'était pas simplement une mutinerie, comme tenteront de le faire croire par la suite les autorités¹⁷². On assiste ainsi ici à un processus de lutte de pouvoir entre élites décrit par Breuilly, sur fond de définition même de l'identité nationale¹⁷³ : d'un côté, des nationalistes modernisateurs, ayant pris le pouvoir au début de l'ère Meiji grâce au processus de modernisation de l'Etat et du pays et qui souhaitent garder le pouvoir à tout prix ; de l'autre, des nationalistes traditionalistes, porteurs de valeurs mises de côté durant la modernisation et prônant un retour à un Japon ancien débarrassé des influences occidentales.

Un respectable membre de l'oligarchie fut nommé premier ministre, le Prince Fumimaro Konoe. Mais celui-ci se révéla particulièrement passif face à l'armée et en 1937, après un incident fomenté par l'armée de Kwantung, la guerre contre la Chine éclata. Au final, un gouvernement dirigé par un aristocrate apprécié réussit à faire accepter à la population une guerre, ce qu'aurait sans doute eu du mal à faire un

¹⁷¹ Ben-Ami Shillony, « The February 26 Affair: Politics of a Military Insurrection », dans Stephen S. Large (dir.), *op. cit.*, p.95.

¹⁷² *Ibid.*, p.99.

¹⁷³ Antoine Roger, *Les grandes théories du nationalisme*, Coll. « Compact », Paris : Editions Dalloz et Armand Colin, 2001, p.132.

gouvernement nationaliste dur dirigé par les militaires¹⁷⁴. La guerre supplanta alors toutes les autres priorités : en 1938, à travers le *Kokumin seishin sôdôin keikaku* (Plan de Mobilisation Spirituelle National), la population fut exhortée à encourager l'effort de guerre, et un système de propagande et de censure des médias fut instauré ; le *Kokka sôdôin-hô* (Loi de Mobilisation Nationale), qui permettait au gouvernement, en temps de guerre, de gérer et contrôler les ressources pour assurer la défense nationale fut également adopté. En d'autres termes, le gouvernement put ordonner la conscription, solliciter la coopération de la population et des entreprises, gérer la force de travail nationale et les conditions de travail, réguler l'établissement des nouvelles compagnies, la capitalisation des firmes et la fusion des sociétés, disposer des profits et emprunts, contrôler l'activité des cartels et régler les conflits de travail. Cette loi entra en action à travers des mesures administratives comme les édits impériaux et les ordonnances des cabinets, pour être finalement pleinement appliquée à partir de 1939¹⁷⁵. En juin 1940, le gouvernement adopta les Principes fondamentaux de la politique nationale (*Kihon Kokusaku Yôkô*) qui stipulaient son intention de construire un nouvel ordre en Asie de l'Est. En octobre 1940 enfin, tous les partis furent dissous, remplacés par un parti unique, l'Association d'assistance à l'Empire (*Taisei Yokusankai*), dirigé par le premier ministre. On entra alors dans un régime totalitaire, avec des nationalistes traditionalistes clairement en position de force¹⁷⁶ et ne cherchant plus à asseoir un pouvoir qu'ils maîtrisaient à présent totalement.

Les nationalistes traditionalistes réussirent à se positionner comme les défenseurs des valeurs traditionnelles, en monopolisant le discours sur les mythologies Shinto et sur

¹⁷⁴ Edward Kaplan, « 21: Japan's Aborted But Deadly Fascist Process », *op. cit.*, 21-15.

¹⁷⁵ Takafusa Nakamura, « The Age of Turbulence: 1937-54 », dans Takafusa Nakamura et Konosuke Odaka (dir.), *The Economic History of Japan: 1600-1990. Volume 3: Economic History of Japan, 1914-1955: A Dual Structure*, Oxford : Oxford University Press, p.59 et 60.

¹⁷⁶ Les derniers terroristes encore emprisonnés pour les attentats des années trente furent ainsi amnistiés et libérés fin 1940, et même réhabilités largement par les journaux, dans Stephen S. Large, « Japanese nationalist extremism 1921-41 in historical perspective », dans Naoko Shimazu (dir.), *Nationalisms in Japan*, New York : Routledge, 2006, p.104-105.

l'interprétation des cultures traditionnelles. Ils dénoncèrent les partis politiques et le système parlementaire comme des institutions exclusivement au service des classes riches et prônèrent un anti-occidentalisme, un anti-urbanisme et une économie anti-libérale, estimant que l'économie libre de type occidental devait être remplacée par une économie dirigée orientale¹⁷⁷. Le communisme, le libéralisme et les autres valeurs « occidentales » furent attaquées, tandis que les étudiants et intellectuels qui les défendaient furent perçus comme une classe privilégiée très éloignée des vraies valeurs japonaises encore présentes dans les villages pauvres. A l'instar des communistes et des anarchistes, les extrémistes nationalistes demandaient une redistribution de la richesse et du pouvoir qui bénéficierait aux masses rurales et urbaines¹⁷⁸. Mais les groupes de gauche, avec leurs discours de modernisation de type occidental ou marxiste¹⁷⁹, se réduisaient aux intellectuels, aux étudiants et à certains groupes de travailleurs organisés, et ils ne réussirent jamais à intéresser les paysans ni le monde rural en général¹⁸⁰. La sympathie du public pour les motifs patriotiques des extrémistes fut à l'origine de leur remarquable transformation de « traîtres » en « sauveurs », dans les années trente¹⁸¹.

Plutôt que d'évoquer la notion de fascisme à propos du Japon des années trente, il est ainsi plus juste de parler d'un Etat ou d'une politique gestionnaire, dans laquelle une

¹⁷⁷ Eiji Oguma, « Human Sciences and National Identity in Modern Japan: Who Defined the 'Japanese Tradition'? », *op. cit.*, p.243.

¹⁷⁸ Stephen S. Large, « Japanese nationalist extremism 1921-41 in historical perspective », *op. cit.*, p.103.

¹⁷⁹ Qui, d'une certaine manière, se situait dans la continuation logique de la modernisation de l'ère Meiji. Mais les élites traditionnelles avaient finalement bien plus peur des communistes, socialistes et anarchistes que des nationalistes traditionalistes. Les contestataires de gauche furent d'ailleurs censurés en 1925, l'année même où fut établi le suffrage universel masculin, à travers le *Hoan Jorei* (Loi de préservation de la paix) : cette loi stipulait que quiconque formait ou était membre d'une association visant à altérer le *kokutai* ou le système de propriété privée pourrait être passible de 10 ans maximum d'emprisonnement, avec ou sans travail forcé. 1600 communistes seront arrêtés en 1928 en vertu de cette loi, dans Kenneth B. Pyle, « Review: State and Society in the Interwar Years », *Journal of Japanese Studies*, vol.3, n°2, 1977, p.429-430.

¹⁸⁰ Eiji Oguma, « Human Sciences and National Identity in Modern Japan: Who Defined the 'Japanese Tradition'? », *op. cit.*, p.243-244.

¹⁸¹ Stephen S. Large, « Japanese nationalist extremism 1921-41 in historical perspective », *op. cit.*, p.103-104.

bureaucratie dirigiste est devenue l'élément central dans la formation et l'exécution de la politique nationale, en particulier dans les domaines économiques et sociaux¹⁸², la politique extérieure échouant aux mains des militaires. Bien qu'assez mécontents de devoir se lancer dans la guerre contre la Chine, les grands industriels et les leaders politiques ne pouvaient la contester : ils s'accordaient avec l'armée pour reconnaître que l'avenir économique du Japon était lié à la Chine¹⁸³ et que le Japon devait réagir à l'instauration de politiques économiques anti-japonaises en Chine¹⁸⁴ ; ils ne pouvaient rejeter non plus l'autorité impériale au nom de laquelle l'armée agissait (bien qu'on ait remarqué précédemment le peu de poids de l'empereur dans les faits). Quant aux classes moyennes et aux ouvriers, ils ne possédaient pas d'organisations de masse et n'avaient pas les moyens d'offrir une quelconque résistance. Enfin, les paysans et les propriétaires terriens soutenaient généralement l'armée et ses actions¹⁸⁵.

En conclusion, le point le plus notable au niveau du nationalisme de cette époque est la présence non pas d'un mais de deux nationalismes¹⁸⁶, l'un soutenu par les élites, l'autre par l'armée. Le premier est un nationalisme modernisateur mis en place par des élites afin de stabiliser leur pouvoir. Le second met l'accent sur les valeurs traditionnelles familiales, sur le rôle de l'empereur comme descendant des Dieux et dirigeant suprême, sur le « retour » à un Japon ancien agricole débarrassé de la modernisation et de l'occidentalisation. Les élites finiront par adopter également le

¹⁸² Peter Duus et Daniel I. Okimoto, *op. cit.*, p.71.

¹⁸³ D'autant plus devant le boycott des produits japonais et les droits de douane et quotas d'importation discriminatoires imposés au Japon par des pays comme les Etats-Unis et la Grande-Bretagne entre 1932 et 1936, dans Takafusa Nakamura, « Depression, recovery, and war, 1920-1945 », *op. cit.*, p.468.

¹⁸⁴ Les exportations japonaises en Chine étaient passées de 327 millions de yuan en 1930 à 68 millions de yuan en 1933 et 1936, dans Toru Kubo, « The Tariff Policy of the Nationalist Government, 1929-1936: A Historical Assessment », *op. cit.*, p.171.

¹⁸⁵ Shûichi Kato, *op. cit.*, p.42.

¹⁸⁶ On notera que l'opposition entre un nationalisme modernisateur et un nationalisme traditionaliste est une typologie qui nous est propre. On prendra en outre bien soin de distinguer le nationalisme modernisateur des théories modernistes du nationalisme : comme nous le verrons, ces théories peuvent également être utilisées pour analyser un nationalisme traditionaliste anti-modernisateur, notamment en expliquant sa montée par réaction à la modernisation.

second, par peur des nationalistes de l'autre bord notamment. On remarque également que le nationalisme modernisateur des élites ne va pas totalement disparaître dans les années trente : s'il est éclipsé sur le plan intérieur par le nationalisme anti-libéral et traditionaliste des militaires, on peut retrouver ses traces dans la mission civilisatrice du Japon en guerre et dans le projet de sphère de co-prospérité asiatique.

En outre, contrairement à l'ère Meiji où la théorie moderniste, nous semble-t-il, expliquait bien la montée d'une idéologie nationale et la création de la nation moderne japonaise, elle s'avère en apparence moins apte à comprendre les changements de l'ère Taishô et du début de l'ère Showa. Comme son nom l'indique, le modernisme se concentre sur la modernisation, l'industrialisation et les changements de structures institutionnelles. Or, durant la période étudiée dans cette sous-partie, on ne constate pas de changements institutionnels et, si l'industrialisation est très forte, le nationalisme n'est pas issu des masses urbaines mais d'une armée préoccupée du sort des campagnes, en réaction contre la modernisation et l'occidentalisation. On note d'ailleurs l'absence de mouvement populaire ou de parti unique de masse. Toutefois, le nationalisme de cette période n'aurait sans doute pas été concevable en l'absence de modernisation. On pourrait alors avancer que le processus de changement des institutions et de renversement des structures traditionnelles effectué vers la fin du 19^e siècle n'a pas réussi à prendre racine dans la population. Dès lors, confronté à une crise de la modernisation à la fin des années vingt et au début des années trente, un nationalisme traditionaliste a pu s'implanter dans le pays et prendre finalement le dessus sur le nationalisme modernisateur qui dominait jusqu'alors. La théorie moderniste peine cependant à expliquer le contenu même de ce nationalisme traditionaliste.

C'est ici que la théorie primordialiste, que nous estimions peu utile pour la première sous-partie, s'avère pertinente pour comprendre l'importance donnée dans le nationalisme traditionaliste aux valeurs traditionnelles, à la famille, à la terre. Il n'explique cependant pas tout, un autre aspect de la nation japonaise d'avant 1945

entrant en contradiction avec la vision raciale ou du moins ethnique des primordialistes : la reconnaissance par les dirigeants de cette époque de la multiethnicité de l'Empire japonais.

I.3) Une nation homogène ?

Pour les grands spécialistes du nationalisme, le Japon est une nation homogène¹⁸⁷. C'est même sans doute l'une des nations les plus homogènes du monde. Ainsi pour Hobsbawm, le Japon fait-il partie « des très rares exemples d'Etats historiques composés d'une population presque ou totalement homogène sur le plan ethnique ». Il estime que le pays est « homogène à 99% » et a « conservé plus ou moins (ses) frontières historiques »¹⁸⁸. Smith soutient également à plusieurs reprises cette idée¹⁸⁹ et il n'y a d'après lui aucun doute sur le fait que les Japonais de l'époque Edo forment une ethnie¹⁹⁰. Le Japon peut même être cité comme exemple de continuité ethnique car, malgré des changements culturels majeurs tout au long des siècles, il a largement maintenu et reproduit durant des lustres certains composants identitaires clés comme le nom, la langue, les traditions, la communauté religieuse et le territoire¹⁹¹. Dans la même optique, Anderson pense que le degré relativement élevé d'homogénéité ethno-culturelle au Japon a favorisé la construction de l'Etat¹⁹². On

¹⁸⁷ Dans cette sous-partie, nous nous intéressons à l'homogénéité ethnique. Nous aborderons l'aspect culturel dans la sous-partie suivante.

¹⁸⁸ Eric Hobsbawm, *Nations et nationalisme depuis 1780*, op. cit., p.128. En fait, Oguma estime qu'il y a actuellement au Japon environ 30000 Ainus, vivant principalement à Hokkaidô, et 600000 à 1 million de Coréens *zainichi* (les Coréens et les descendants des Coréens qui sont venus au Japon après l'annexion de la Corée. C'est une estimation car il n'y a aucun chiffre officiel sur les Coréens *zainichi* ayant la nationalité japonaise), ce à quoi il faut ajouter les Coréens qui sont venus au Japon depuis la fin de la guerre, dans Eiji Oguma, *A Genealogy of 'Japanese' Self-Images* [1995], translated by David Askew, Melbourne : Trans Pacific Press, 2002, p.351. On trouve également une importante minorité sociale, les Burakumin, similaires ethniquement mais stigmatisés en raison de leur origine sociale ou de celle de leurs ancêtres : ils sont estimés à environ trois millions de personnes, dans Emiko Ohnuki-Tierney, « A Conceptual Model for the Historical Relationship Between the Self and the Internal and External Others: The agrarian Japanese, the Ainu, and the Special-status people », dans Dru C. Gladney, (dir.), *Making Majorities: Constituting the nation in Japan, Korea, China, Malaysia, Fiji, Turkey, and the United States*, Coll. « Contemporary Issues in Asia and the Pacific », Stanford : Stanford University Press, 1998, p.42. Au total, dans les années 1990, Lie estime que les Japonais stigmatisés étaient entre 4 et 6 millions sur une population de 125 millions de personnes, dans John Lie, *Multiethnic Japan*, op. cit., p.4.

¹⁸⁹ Anthony D. Smith, *National Identity*, op. cit., p.45 et Anthony D. Smith, *Nationalism and Modernism*, op. cit., p.199.

¹⁹⁰ Anthony D. Smith, *National Identity*, op. cit., p.45.

¹⁹¹ Anthony D. Smith, *Nationalism and Modernism*, op. cit., p.191.

¹⁹² Benedict Anderson, *L'imaginaire national*, op. cit., p.104.

voit ainsi se dessiner un relatif consensus entre les spécialistes, qui transcende les appartenances théoriques.

Pourtant, si l'on adopte le point de vue des spécialistes japonais du nationalisme, on s'aperçoit que ce consensus n'existe pas et que l'apparente homogénéité ethnique japonaise est loin d'être considérée comme un fait allant de soi. Ils soutiennent que celle-ci est le résultat d'une lente construction qui débuta dans les années 1890 et s'est poursuivie jusqu'à nos jours. La prédominance de la thèse du Japon homogène est donc principalement un phénomène récent, qui date de l'après Deuxième Guerre mondiale et est devenu le discours officiel¹⁹³ pour combler un vide identitaire né de l'écroulement des repères des décennies précédentes. Il se fonde sur une vision d'unicité, qui s'appuie sur des bases historiques (la fermeture du Japon durant l'époque Edo ou *sakoku*) et géographiques (la nation insulaire ou *shimaguni*) et qui a été renforcée par la montée d'un nouveau nationalisme dans les années 1960, basé sur la réussite économique et le capitalisme corporatiste du Japon¹⁹⁴.

Pour Oguma, la théorisation et la propagation par les élites japonaises de l'idée d'homogénéité datent de l'ère Meiji. C'est une conséquence de la théorie de la politique nationale (*kokutai*) développée vers la fin du 19^{ème} siècle par des intellectuels japonais ayant étudié en Occident¹⁹⁵. Le *kokutai* conçoit le Grand Empire Japonais comme un grand Etat-famille dirigé par un père, l'empereur du Japon. La famille joue un rôle particulièrement important dans le Japon d'avant 1945, notamment dans le processus de création puis de consolidation de la nation japonaise. Durant l'ère Tokugawa, la famille était même devenue une unité politique, chaque

¹⁹³ Comme on le remarquera ci-après, l'idée de Japon homogène existait précédemment mais n'était jamais devenue le discours officiel, le gouvernement japonais devant garder l'idée multiethnique pour justifier l'Empire.

¹⁹⁴ *Ibid.*, p.130-132.

¹⁹⁵ Eiji Oguma, *A Genealogy of 'Japanese' Self-Images*, *op. cit.*, p.xx. Si le *kokutai*, en tant que théorie, peut être retracé jusqu'à l'époque Edo, le système féodal de cette époque ne considérait pas que tous les « Japonais », quel que soit leur statut ou leur région, étaient membres d'une seule grande famille, dans *Ibid.*, p.33.

individu devant être membre d'un *ie* (maison) : les individus n'avaient même pas droit à leur propre propriété, c'était le *ie* qui possédait tout. Ce concept de *ie* mena à la croyance que chaque famille recelait un caractère unique¹⁹⁶.

En outre, contrairement aux systèmes familiaux coréen, chinois ou taiwanais, fondés sur la lignée paternelle (le nom de famille indique le nom du père et reste inchangé durant toute sa vie), au Japon, les couples prennent le même nom (le plus souvent celui du mari mais parfois de la femme) et les personnes adoptées le nom de leur famille d'accueil. Ce système a des avantages : la parenté peut ainsi facilement s'élargir et permettre notamment à des gens extérieurs de s'intégrer dans des entreprises familiales. Cependant, il comporte également un caractère oppressif : une fois adoptés, les individus doivent obligatoirement oublier leurs origines, changer leur nom et accepter totalement les traditions de leur nouvelle famille¹⁹⁷. On peut ainsi percevoir dans la politique d'assimilation pratiquée en Corée et à Taiwan dans les années 1930 et 1940 un reflet du système familial japonais. Outre cette politique de l'état, le système familial s'est également élargi aux entreprises. Durant la fin de l'ère Meiji et durant l'ère Taishô (1912-1926) s'est développée la notion de gestion familiale des entreprises : les *zaibatsu* cherchaient à donner le sentiment aux employés d'être dans une grande famille en les traitant avec un paternalisme bienveillant et en assurant leur bien-être social. Cette idée d'une entreprise-famille prit de l'ampleur durant les années 1930 et 1940, si bien que, après la guerre, malgré le démantèlement des *zaibatsu*, ce concept garda toute sa vigueur¹⁹⁸, à l'inverse de l'Etat-famille qui fut démantelé.

La mise en avant de la loyauté à l'égard de l'empereur était nécessaire afin de juguler les mouvements libéraux inspirés des notions occidentales des droits de l'homme : ce concept d'Etat-famille tire sa force du principe de respect des parents propre à

¹⁹⁶ Theresa M. Grew, « Construction of Ethnicity and Minorities in Japan: An examination of nation-building and the Japanese myth of homogeneity », *op. cit.*, p.50-51.

¹⁹⁷ Eiji Oguma, *A Genealogy of 'Japanese' Self-Images*, *op. cit.*, p.335.

¹⁹⁸ Kosaku Yoshino, *Cultural nationalism in contemporary Japan: A sociological enquiry*, London et New York: Routledge, 1992, p.92-94.

l'éthique confucéenne, qu'il étend à la figure de l'empereur. Il renforce le sentiment de communauté autour d'une figure centrale patriarcale¹⁹⁹, tout en justifiant la persistance de certaines différences de statut, entre l'homme et la femme par exemple²⁰⁰. L'Etat-famille était particulièrement bien perçu dans les campagnes, où les patriarches voyaient d'un bon œil ce renforcement indirect de leur rôle²⁰¹. D'après le *kokutai*, le premier empereur du Japon, Jinmu, descendant de la déesse Amaterasu, était l'ancêtre de tous les Japonais : tous les membres de la nation japonaise partageaient donc des origines pures et homogènes²⁰². Cette croyance fut renforcée par le processus de modernisation en cours durant l'ère Meiji :

Tous les vecteurs de la modernité (...) contribuent à inscrire la nation dans un espace circonscrit. Les médias, en plus de répandre le « réalisme » et d'établir un réseau national d'information, créent un espace social homogène dans lequel tous les « Japonais » – Aïnus et insulaires des Ryûkyû compris – vivent et travaillent, et auquel ils s'identifient²⁰³.

De plus, à l'instar du concept de frontière, entre les années 1860 et 1880, les concepts de race (*jinshu*) et de groupe ethnique (*minzoku*) sont importés de l'Occident, principalement par l'entremise de Fukuzawa Yukichi²⁰⁴. Les Japonais considèrent la nationalité (*kokuseki*) comme rattachée à l'ethnie, comme permanente et profondément ancrée dans l'être humain. On ne peut changer de nationalité : on naît Japonais, on ne peut pas le devenir. Ce que l'on peut acquérir c'est juste la citoyenneté (*shiminken*), qui est perçue comme une catégorie occidentale superficielle. En fait, dans la conversation ordinaire pour les Japonais, la nationalité, l'ethnie et la race sont des choses identiques²⁰⁵.

¹⁹⁹ Eiji Oguma, *A Genealogy of 'Japanese' Self-Images*, *op. cit.*, p.31.

²⁰⁰ Tessa Morris-Suzuki, *op. cit.*, p.84.

²⁰¹ Eiji Oguma, *A Genealogy of 'Japanese' Self-Images*, *op. cit.*, p.32.

²⁰² *Ibid.*, p.32.

²⁰³ Carol Gluck, « Re-présenter Meiji », *op. cit.*, p.32.

²⁰⁴ Tessa Morris-Suzuki, *op. cit.*, p.85.

²⁰⁵ Kosaku Yoshino, « Culturalism, Racialism, and Internationalism in the Discourse on Japanese Identity », *op. cit.*, p.144-145. En fait, en général *kokka* (国家 Etat ou nation mais plus souvent Etat) est clairement défini mais *minzoku* (民族 nation, groupe ethnique ou ethnicité, peuple) et *kokumin*

Tous ces concepts et l'idée d'homogénéité posèrent cependant très vite problème, dès l'acquisition de Taiwan en 1895, avec l'incorporation dans l'Empire de 2,5 millions de Chinois et de nombreux aborigènes taiwanais²⁰⁶. On assista alors à une mise à l'écart du *kokutai* à partir du début du 20^{ème} siècle, remplacé par la théorie du sang mêlé²⁰⁷, en 1910, au moment de l'annexion de la Corée : « affirmer que le peuple japonais était constitué d'une seule ethnie unie par le sang n'était pas conforme à l'esprit de l'époque. L'heure était indéniablement venue de se prononcer haut et fort pour la diversité du peuple japonais »²⁰⁸.

Avec l'incorporation de Taiwan, trois choix s'ouvraient aux idéologues²⁰⁹ : abandonner l'idée d'un Etat-famille homogène et unique et continuer d'assimiler des territoires étrangers ; abandonner la politique d'assimilation, abandonner l'idée que l'autorité de l'empereur était fondée sur une forme de sentiment naturel, et admettre ouvertement que les nouveaux territoires seraient gérés par des relations de pouvoir, avec refus des mariages « interethniques » ; fermer la porte au monde extérieur. C'est dans ce contexte qu'émerge la théorie du sang mêlé, qui affirme la multi-ethnicité du Japon, c'est-à-dire le fait que les Japonais sont un mélange de plusieurs autres « races »²¹⁰, de plusieurs races autochtones de l'archipel, auxquelles se sont ajoutés et

(国民 nation, peuple, membre d'une nation, citoyen) ont des sens proches et sont parfois échangés, dans Brian J. McVeigh, *Nationalisms of Japan: Managing and Mystifying Identity*, *op. cit.*, p.23 et 29.

²⁰⁶ Eiji Oguma, *A Genealogy of 'Japanese' Self-Images*, *op. cit.*, p.37. On notera cependant que la première entreprise de colonisation japonaise ne se situe pas à Taiwan mais à Hokkaidô, incorporé au Japon en 1869, où le gouvernement japonais déploya des mécanismes institutionnels et administratifs proches de ceux utilisés par la suite à Taiwan et en Corée, dans Michael Weiner, « The invention of identity: Race and nation in the pre-war Japan », dans Frank Dikötter (dir.), *op. cit.*, p.112. Okinawa, anciennement Îles Ryûkyû, incorporé en 1879, sera laissé en paix jusqu'à la guerre sino-japonaise de 1894 : avant cette date, les autorités japonaises craignaient qu'une entreprise de colonisation trop poussée à Okinawa ne vexes la Chine, les élites d'Okinawa ayant des liens forts avec ce pays, dans Tessa Morris-Suzuki, *op. cit.*, p.26-27.

²⁰⁷ Même si, sur le plan local, la colonisation japonaise renforça le sentiment national et l'idée d'ethnie japonaise : les Japonais d'origine étrangère occupaient des postes inférieurs dans la société japonaise, ce qui accrut le sentiment de supériorité des Japonais et le racisme, dans John Lie, *Multiethnic Japan*, *op. cit.*, p.109.

²⁰⁸ Noriko Berlinguez-Kôno, « Naissance de la thèse de l'unicité nippo-coréenne (Nissen Dôsonon) », dans Jean-Jacques Tschudin et Claude Hamon (dir.), *op. cit.*, p.219.

²⁰⁹ Eiji Oguma, *A Genealogy of 'Japanese' Self-Images*, *op. cit.*, p.51.

²¹⁰ *Ibid.*, p.47, et John Lie, *Multiethnic Japan*, *op. cit.*, p.123.

intégrés des migrants venus de Corée et de Chine²¹¹. Certains vont même trouver des origines coréennes au premier empereur et créer une théorie de l'ancêtre commun entre les Japonais et les Coréens (*nissen dôsoron*), justifiant de ce fait la colonisation de la Corée²¹². Les partisans de la théorie du sang mêlé ne rejettent pas le rôle central de l'empereur : ils le considèrent comme le lien ayant permis à toutes ces races de se mêler, l'empereur restant le père mais dans un sens uniquement métaphorique²¹³. Ils estiment que les Japonais ont conservé les éléments supérieurs de chaque race. De là à parler de la supériorité de la race japonaise, il n'y a qu'un pas que beaucoup franchirent dans les années 1930 et 1940. Notons néanmoins que cette supériorité, chez les partisans de cette théorie, ne se fonde jamais sur des critères biologiques mais sur des critères spirituels, moraux, émotionnels et de loyauté, voire économiques²¹⁴.

Le *kokutai* ressurgit cependant en se transformant. D'une part, il tente d'intégrer la théorie du sang mêlé : Hozumi Yatsuka, un partisan du *kokutai* mort en 1912 mais dont les théories continuèrent par la suite d'influencer des nationalistes traditionalistes comme son disciple Uesugi Shinkichi, affirme ainsi que la nation résulte de la prise de conscience d'avoir un ancêtre commun, prise de conscience historiquement créée. Le concept de famille se retrouve de ce fait transféré d'un lien sanguin à un lien fictif²¹⁵. D'autre part, tout en conservant le concept d'unicité de la nation japonaise, les théoriciens du *kokutai* réussissent à intégrer des races étrangères grâce à l'idée d'« enfants adoptés », qui font partie de la famille sans avoir de lien de sang avec les parents. Les nouveaux territoires seraient ainsi des enfants adoptés par le Japon²¹⁶. Cette version modifiée du *kokutai* commence à gagner du terrain au Japon dès les années vingt, portée par des nationalistes traditionalistes, et elle justifie les politiques assimilationnistes qui voient le jour dans les années trente : la

²¹¹ Tessa Morris-Suzuki, *op. cit.*, p.91.

²¹² Noriko Berlinguez-Kôno, *op. cit.*, p.209-225.

²¹³ Tessa Morris-Suzuki, *op. cit.*, p.91.

²¹⁴ *Ibid.*, p.95 et Michael Weiner, *op. cit.*, p.113.

²¹⁵ Eiji Oguma, *A Genealogy of 'Japanese' Self-Images*, *op. cit.*, p.113.

²¹⁶ *Ibid.*, p.118-119.

multiethnicité du Japon, inhérente à l'existence même de l'Empire²¹⁷, n'est pas remise en cause en tant que telle, les colonisés peuvent devenir japonais, mais il faut créer le lien entre eux et l'Empire et ils doivent adopter les habitudes et la langue de leur famille d'accueil. Cette version assimilationniste du *kokutai*, le *kôminka*, surpasse le concept de *dôka* ou assimilation, qui dominait la politique coloniale antérieurement et dont les traits majeurs étaient :

- [...] elle cherche sa légitimité dans les similitudes avec d'autres pays colonisés, en termes d'écriture, de race et de culture (...);
- elle met l'accent sur le rapport privilégié qui lie chaque sujet à l'empereur (...);
- elle fut réalisée dans le cadre de l'Etat-famille; (...)
- elle vise donc à japoniser les peuples étrangers au sens culturel du terme sans pour autant leur promettre les mêmes droits civiques qu'aux Japonais²¹⁸.

Le *kokutai* est introduit dans la Loi de Préservation de la Paix de 1925 : « altérer le *kokutai* » est dorénavant considéré comme un crime contre l'Etat. L'altération du *kokutai* devient ici une sorte de pendant japonais du *un-American* des Etats-Unis, mais sa définition restait vague. Le *kokutai* apparaît ensuite en 1937 dans un manuel d'éducation patriotique distribué à des millions d'exemplaires, avec une définition toujours aussi floue : en fait, au début des années 1940, personne n'était censé savoir ce qu'était le *kokutai* mais tout le monde était supposé le ressentir²¹⁹.

Toutefois, l'empire multiethnique, jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, resta le credo officiel indispensable à la justification de la politique coloniale. Ce n'était pas simplement un discours gouvernemental, il était partagé par une majorité

²¹⁷ En 1935-1936, sur 90 millions de « Japonais », la majorité venait de la « nation Yamato » (autre nom du Japon), mais il y avait également 20 millions de Coréens en Corée, 4,3 millions de Chinois à Taiwan et 100000 Taiwanais autochtones, un petit nombre d'Aïnus à Hokkaidô et en Sakhaline (et quelques autres autochtones également dans cette île), et 600000 membres de la nation Yamato avaient émigré dans des pays étrangers, dans Eiji Oguma, *A Genealogy of 'Japanese' Self-Images*, *op. cit.*, p.134-135.

²¹⁸ Noriko Berlinguez-Kôno, *op. cit.*, p.224. Nous mettrons une réserve sur le dernier point : comme nous l'expliquerons dans la partie suivante de ce travail, le *dôka* ne visait pas à l'assimilation culturelle mais à l'assimilation légale essentiellement. C'est le *kôminka* qui instituera l'assimilation culturelle.

²¹⁹ Carol Gluck, *Japan's Modern Myths: Ideology in the Late Meiji Period*, *op. cit.*, p.283.

de la population²²⁰. La croyance en une homogénéité ethnique japonaise ne devint donc dominante que dans les décennies d'après guerre²²¹.

A l'instar de l'aspect ethnique, la culture japonaise est généralement considérée comme homogène. Smith retrace la montée de l'unité culturelle au 12^{ème} siècle avec le *Bakufu* de Kamakura. Bien que limitées, cette unité et cette conscience collective naissante permirent de résister, avec l'aide de forces météorologiques propices, aux armées mongoles. Mais il fallut attendre le shogunat des Tokugawa pour qu'elles se répandent vraiment, notamment par le contact avec le monde extérieur aux 16^{ème} et début du 17^{ème} siècles²²². Pour moderniser le Japon, les élites de l'ère Meiji utilisèrent ensuite, selon lui, les traditions confucéennes et paysannes de loyauté à l'égard du seigneur, d'importance accordée à la famille et à la communauté villageoise, afin de renforcer la domination du système impérial. Elles transformèrent alors une communauté ethnique politiquement passive et économiquement fragmentée en une communauté politique mobilisée plus cohésive, économiquement centralisée, créant de ce fait une identité politique nationale japonaise. La nation japonaise moderne a donc pour bases une culture aristocratique (samouraï) et un Etat ethnique, dissimulés par la mise en valeur de traditions paysannes²²³ et l'utilisation du mythe de la nation agraire²²⁴ : la culture japonaise nationale prônée dans les livres d'éducation était en

²²⁰ David Askew, « Oguma Eiji and the Construction of the Modern Japanese National Identity », *Social Science Japan Journal*, vol.4, n°1, 2001, p.112.

²²¹ John Lie, *Multiethnic Japan*, *op. cit.*, p.112.

²²² Anthony D. Smith, *Chosen People*, *op. cit.*, p.164.

²²³ Anthony D. Smith, *National Identity*, *op. cit.*, p.105.

²²⁴ Pour Ohnuki-Tierney, le mythe de la nation agraire voit le jour aux alentours du 8^{ème} siècle, des suites de la rencontre entre le Japon et la civilisation chinoise des Tang. Afin de se différencier des Chinois, de se créer une identité propre, les « Japonais » se sont réappropriés la culture du riz : ils l'ont adoptée comme marque distinctive et ont imaginé un mythe faisant du riz un élément purement japonais – le riz aurait été apporté par le premier empereur du Japon, Jinmu, qui l'aurait reçu en cadeau de son aïeul la déesse Amaterasu. Ce mythe agraire réapparaît ensuite au 19^{ème} siècle, avec la réouverture du Japon et sa rencontre avec l'Occident scientifique et technologique. Adoptant la technologie occidentale et face à une perte de repères entraînée par la modernisation rapide, le Japon en quête d'identité va se rattacher à ce mythe, opposant un Occident moderne à un Japon agraire et rural. Cette mise en valeur du mythe agraire, outre l'affirmation de l'identité japonaise par rapport à « un autre » Occidental, eut une autre conséquence : marginaliser « les autres » internes, les Aïnus et

fait celle de l'élite. Les masses acceptèrent cette « culture nationale » principalement à cause de leur crainte des classes supérieures²²⁵. Pour Lie cependant, l'homogénéité culturelle japonaise est une construction d'après guerre : le Japon devint une nation culturellement intégrée dans les années 1960, la prétention à l'homogénéité culturelle étant possible dorénavant pour les Japonais ordinaires²²⁶. C'est à cette époque qu'une véritable culture nationale commença à supplanter la division urbain/rural et la diversité régionale, aidée en cela par la montée d'une culture populaire nationale²²⁷.

La notion de l'Etat-famille dont les membres sont liés par le sang fut officiellement abandonnée avec la défaite en 1945, mais resta présente dans le subconscient des Japonais²²⁸. Le mot *kokutai* lui-même changea de définition : pour les conservateurs, en 1946, il symbolisait les caractéristiques essentielles de la nation, liées à l'existence de l'institution impériale²²⁹. Quant à l'empereur, il perdit son statut divin pour devenir un symbole humain de la nation²³⁰. La décolonisation fut organisée par les Alliés et imposée au Japon comme un fait accompli. Le Japon ne participa pas au processus de décolonisation et ne se sentit donc pas concerné par cette question. Les gens précédemment considérés comme Japonais – Taiwanais, Coréens et les habitants de Sakhaline par exemple – ne le furent plus. Bien qu'ayant combattu pour l'armée

les Burakumin, qui ne travaillaient pas dans le domaine agricole, dans Emiko Ohnuki-Tierney, *op. cit.*, p.32 et 49-50. Selon l'anthropologue Ishida, « une des clés de la particularité de la culture japonaise est qu'elle appartient à la sphère culturelle de la culture du riz caractérisée par une culture irriguée du riz ». Le travail du riz, qui requiert un travail en groupe, a ainsi favorisé le développement du système familial et d'une communauté unie. Contrairement aux modes de production pastorale ou nomade qui provoquent des comportements agressifs, la culture du riz crée l'harmonie entre les membres de la communauté et un comportement pacifiste, dans Kosaku Yoshino, *Cultural nationalism in contemporary Japan: A sociological enquiry*, *op. cit.*, p.20-21.

²²⁵ Eiji Oguma, « Human Sciences and National Identity in Modern Japan: Who Defined the 'Japanese Tradition'? », *op. cit.*, p.240.

²²⁶ John Lie, *Multiethnic Japan*, *op. cit.*, p.126.

²²⁷ *Ibid.*, p.55-56.

²²⁸ Kosaku Yoshino, « Culturalism, Racialism, and Internationalism in the Discourse on Japanese Identity », dans Dru C. Gladney, (dir.), *op. cit.*, p.19-20.

²²⁹ Carol Gluck, *Japan's Modern Myths: Ideology in the Late Meiji Period*, *op. cit.*, p.284.

²³⁰ John Lie, *Multiethnic Japan*, *op. cit.*, p.126.

japonaise, ils ne reçurent pas de pensions de guerre ni de compensation²³¹. Après la guerre, le sentiment d'appartenance à la nation japonaise plutôt qu'à sa région devint le sentiment dominant, de par l'urbanisation exponentielle des Japonais et la dissolution des fondations légales de la famille patriarcale. Le Shinto perdit en outre son emprise politique avec la fin du Shinto d'Etat en 1945.

On constate ainsi que, si avant guerre la théorie du sang mêlé et l'idée d'assimilation des étrangers dominaient, après guerre, la théorie de l'homogénéité et la conception de la nationalité transmise par le sang se sont imposées²³². Il ne faut dès lors pas se laisser troubler par le discours contemporain des Japonais sur l'homogénéité historique du pays lorsque l'on étudie le Japon d'avant guerre et bien percevoir la reconnaissance de la multiethnicité qui avait cours à l'époque. Celle-ci nous permettra en effet de mieux comprendre l'attitude des Japonais vis à vis des Taiwanais dans la suite de ce travail, et nous nous demanderons dans quelle mesure les altérations de la définition du *kokutai* affectèrent la politique coloniale japonaise à Taiwan.

L'image de l'évolution du nationalisme du Japon entre le début de l'ère Meiji et l'année 1940 se dessine maintenant assez clairement, et notamment ce qui concerne le passage d'un nationalisme modernisateur conforme à la théorie moderniste à un nationalisme traditionaliste de type primordialiste, l'aspect multiethnique en plus. En gardant ces faits présents à l'esprit, nous pourrions examiner la politique coloniale japonaise à Taiwan de la conquête de l'île en 1895 à la fin des années 1930, et ainsi déterminer si les évolutions du nationalisme japonais influèrent effectivement sur la politique coloniale.

²³¹ Kimihiko Baba, « Japan and East Asia: Shifting Images on an Imagined Map », *Japanese Studies*, vol.21, n°3, 2001, p.250-251.

²³² Eiji Oguma, *A Genealogy of 'Japanese' Self-Images*, *op. cit.*, p.323-324.

II) 50 années de colonialisme japonais à Taiwan

A la suite du Traité de Shimonoseki signé le 17 avril 1895 entre le Japon et la Chine, la Chine céda au Japon la péninsule de Liaodong, Taiwan et les îles Penghu, reconnut l'indépendance de la Corée, renonça à toute prétention sur ce pays, et s'engagea à verser une indemnité de guerre. Ce traité suscita toutefois le mécontentement de la Russie, de la France et de l'Allemagne, qui demandèrent au Japon de retirer sa revendication concernant la péninsule de Liaodong en échange d'une indemnité de guerre plus élevée. Le Japon fut contraint d'accepter, n'ayant pas les moyens de s'opposer à trois puissances européennes.

Taiwan resta une colonie japonaise pendant 50 ans. Nous examinerons tout d'abord les causes de l'impérialisme japonais et la domination coloniale de Taiwan, première phase du colonialisme japonais. Puis nous analyserons la politique japonaise à Taiwan, entre 1895 et 1936 d'une part, puis entre 1936 et 1945 d'autre part.

II.1) Taiwan et l'impérialisme japonais

Pourquoi le Japon s'est-il lancé dans l'aventure coloniale ? Et pourquoi avoir choisi Taiwan pour première colonie ? Ces deux questions suscitent de vifs débats. Nous constaterons que, si le nationalisme et les théories du nationalisme peuvent expliquer plusieurs aspects de l'impérialisme japonais, il leur est beaucoup plus difficile d'analyser de manière pertinente les raisons de ce choix.

Taiwan est-elle d'ailleurs la première colonie japonaise ? Pour Weiner²³³, on peut déjà parler de l'établissement d'un ordre colonial à l'époque de l'annexion de l'île d'Hokkaido, intégrée officiellement à l'Etat japonais en 1873 de peur que les Russes ne se l'approprient²³⁴. Employant des mécanismes institutionnels et administratifs très similaires à ceux qui seront plus tard déployés à Taiwan et en Corée, le gouvernement japonais ne ménagea pas ses efforts pour exploiter le potentiel stratégique et économique de l'île. Un bureau colonial (*kaitakushi*) fut même créé pour l'occasion²³⁵. La misère que connurent rapidement les indigènes Aïnus fut attribuée non aux spécificités de la politique coloniale, mais à l'infériorité innée de ces derniers. L'image des Aïnus fut graduellement construite comme celle d'un Autre primitif et immature du point de vue racial, dans un discours qui justifiait le projet colonial et le rendait inévitable. Cette catégorisation des Aïnus en sauvages primitifs fournit également un contexte initial dans lequel l'image d'indigènes inférieurs pouvait être opposée à celle d'un Japon moderne et civilisé²³⁶. On retrouve ici un point clé de la théorie moderniste, que nous examinerons plus en détail dans les pages suivantes.

²³³ Michael Weiner, « The invention of identity: 'Self' and 'Other' in pre-war Japan », dans Michael Weiner (dir.), *Japan's Minorities: The Illusion of Homogeneity*, London : Routledge, 1997, p.10.

²³⁴ Hokkaido (北海道 littéralement Route de la mer du Nord) s'appelait, jusqu'en 1869, Ezo (蝦夷 ou royaume barbare), dans Alexis Dudden, « Japanese Colonial Control in International Terms », *op. cit.*, p.6.

²³⁵ *Ibid.*

²³⁶ Michael Weiner, « The invention of identity: 'Self' and 'Other' in pre-war Japan », *op. cit.*, p.10.

L'autre cas litigieux concerne les îles Ryûkyû. Royaume semi-indépendant payant un tribut à la fois au Japon et à la Chine, il fut annexé par le Japon en 1879. Dès 1872, le gouvernement japonais soutenait que, puisque les îles Ryûkyû étaient subordonnées au domaine de Satsuma à laquelle elles payaient un tribut depuis 1609, il pouvait légitimement affirmer son autorité territoriale sur le Royaume. Certains Japonais arguèrent du fait plutôt litigieux que, plus tôt dans l'Histoire, les îles Ryûkyû avaient été sous autorité impériale. Une annexion des îles Ryûkyû ne serait dès lors qu'un « retour dans la juridiction japonaise » et l'établissement d'un « système unique pour la patrie »²³⁷. Prenant avantage de la visite officielle du prince des îles Ryûkyû au Japon en septembre 1872, l'empereur proclama l'incorporation unilatérale des îles Ryûkyû à l'Empire du Japon car « Ryûkyû, situé au Sud, a la même race, les mêmes habitudes et le même langage, et a toujours été loyal à Satsuma »²³⁸. Dans le même temps, le Japon annonça aux gouvernements des Etats-Unis, de la France et des Pays-Bas que les traités qu'ils avaient conclus avec les îles Ryûkyû seraient dorénavant honorés par le Japon²³⁹.

Par ailleurs, en mai 1872, alors qu'il était en mission diplomatique en Chine, le ministre des Affaires étrangères Sakimitsu Yanagihara apprit, en lisant la *Gazette de Pékin*, l'existence d'un incident l'année précédente : des aborigènes taiwanais avaient tué 54 naufragés des îles Ryûkyû. Un autre incident eut lieu en 1873, impliquant cette fois un bateau japonais attaqué par des aborigènes taiwanais. Devant l'absence de réaction des autorités chinoises qui considéraient que les régions aborigènes de Taiwan n'étaient pas sous leur juridiction, le Japon décida d'envoyer 3600 hommes à Taiwan pour réprimer les aborigènes²⁴⁰. Dans le traité de paix entre le Japon et la

²³⁷ Hideaki Uemura, « The Colonial Annexation of Okinawa and the Logic of International Law: The Formation of an 'Indigenous People' in East Asia », *Japanese Studies*, vol.23, n°2, 2003, p.113.

²³⁸ Edwin Pak-Wah Leung, « The Quasi-War in East Asia: Japan's Expedition to Taiwan and the Ryukyu Controversy », *Modern Asian Studies*, vol.17, n°2, 1983, p.258.

²³⁹ *Ibid.*, p.259.

²⁴⁰ Hideaki Uemura, « The Colonial Annexation of Okinawa and the Logic of International Law: The Formation of an 'Indigenous People' in East Asia », *op. cit.*, p.100.

Chine signé après cette première aventure militaire extérieure du Japon moderne²⁴¹, la question des îles Ryûkyû ne fut pas abordée. Les autorités japonaises interprétèrent toutefois la phrase « parce que dans le passé les peuples barbares de Taiwan ont effectué des attaques gratuites sur des sujets japonais » comme une reconnaissance *a posteriori* de la nationalité japonaise des habitants des îles Ryûkyû. Le Japon rejeta l'idée de faire des îles Ryûkyû une colonie car il estimait qu'il devait exercer une souveraineté directe et avait des droits territoriaux sur ses dépendances (*zokkoku*) ou sur les territoires habités par ses sujets (*minzoku*). Il entama alors des négociations avec le Royaume de Ryûkyû, qui continuait de son côté d'agir de manière indépendante, payant toujours son tribut à la Chine²⁴². Finalement, devant la résistance du Royaume, le secrétaire en chef des Affaires internes du Japon, accompagné de plusieurs centaines de militaires, força ses dirigeants à accepter le joug japonais et devint officiellement le département d'Okinawa en 1879. On voit ainsi que cette prise de contrôle fut loin de s'être déroulée sans heurts, et on peut parler à juste titre d'annexion des îles Ryûkyû. On note également que les causes de cette annexion correspondent assez bien aux analyses de la théorie pérennaliste : elle fut en effet justifiée par la présence de liens historiques anciens entre le Japon et les îles Ryûkyû, et par une identité culturelle, raciale et linguistique commune. Parce qu'historiquement le Japon, selon certains dirigeants japonais de l'époque, avait contrôlé dans le passé ces îles, ces dernières devaient être réunies sous la direction d'une nouvelle nation japonaise en pleine réorganisation.

Bien qu'Hokkaido et Okinawa puissent être considérées comme des colonies au regard de la manière dont elles furent acquises et de par leur importance dans le

²⁴¹ Gotô Ken'ichi, « Japan's Southward Advance and Colonial Taiwan », *European Journal of East Asian Studies*, vol.3, n°1, 2004, p.16.

²⁴² Hideaki Uemura, « The Colonial Annexation of Okinawa and the Logic of International Law: The Formation of an 'Indigenous People' in East Asia », *op. cit.*, p.117-118.

développement de l'idéologie impériale²⁴³, sur le plan formel, Taiwan reste cependant la première colonie japonaise²⁴⁴. Elle posait au Japon un problème autrement plus complexe qu'Hokkaido et Okinawa, par l'ampleur de sa population et la dimension de son territoire²⁴⁵. Mais Hokkaido et Okinawa avaient permis d'imprégner la conscience japonaise de l'idée même du colonialisme²⁴⁶.

Cependant, tout ceci n'explique pas pourquoi le Japon s'est lancé dans le colonialisme alors qu'il était encore en train de forger son identité nationale, et qu'il sortait d'une période de plusieurs siècles d'isolement. Trois grandes explications ressortent dans ce qui a été publié à ce sujet. Les deux premières peuvent être rattachées à une théorie du nationalisme.

La première relève de la théorie moderniste : le Japon s'est lancé dans l'impérialisme pour imiter les puissances occidentales, pour prouver sa modernité au monde et sa capacité à gérer des colonies, influencé en cela par le « nouvel impérialisme » en vogue à la fin du 19^e siècle.

Au début des années 1890, un degré considérable de doute sur soi persistait chez les principaux intellectuels japonais, qui sentaient aussi que leurs compatriotes manquaient de confiance et d'estime de soi²⁴⁷. Or, vers la fin du 19^e siècle, l'acquisition d'un empire colonial représentait une marque d'éminence nationale, le symbole statutaire ultime sur la scène mondiale et l'entrée dans le cercle des nations civilisées : la force d'une nation se mesurait à sa capacité à contrôler des territoires

²⁴³ Andre Schmid, « Colonialism and the 'Korea Problem' in the Historiography of Modern Japan: A Review Article », *The Journal of Asian Studies*, vol.59, n°4, 2000, p.972.

²⁴⁴ Leo T. S. Ching, *Becoming Japanese. Colonial Taiwan and the Politics of Identity Formation*, Berkeley: University of California Press, 2001. p.15.

²⁴⁵ Li Narangoa et Robert Cribb, « Introduction: Japan and the Transformation of National Identities in Asia in the Imperial Era », dans Li Narangoa et Robert Cribb (dir.), *Imperial Japan and National Identities in Asia, 1895-1945*, New York : Routledge, 2003, p.9.

²⁴⁶ Mark R. Peattie, « Japanese Attitudes Toward Colonialism, 1895-1945 », dans Ramon H. Myers et Mark R. Peattie (dir.), *The Japanese Colonial Empire, 1895-1945*, Princeton, N.J.: Princeton University Press, 1984, p.80.

²⁴⁷ Sandra Wilson, « The Discourse of National Greatness in Japan, 1890-1919 », *Japanese Studies*, vol.25, n°1, 2005, p.40.

extérieurs, et une nation n'était civilisée que si elle montrait son aptitude à transformer un peuple non civilisé²⁴⁸. La notion d'égalité avec les puissances occidentales était particulièrement importante pour le Japon car elle lui permettrait d'argumenter en faveur de la renégociation des « traités inégaux » que les Occidentaux lui avaient imposés dans les années 1850²⁴⁹. Le Japon, conscient d'avoir entamé avec succès sa modernisation, estimait qu'il était sorti du lot des colonisables pour entrer dans celui des colonisateurs²⁵⁰. Il avait donc une mission envers les autres pays d'Asie, celle de les guider vers la modernisation en les protégeant des puissances étrangères : à l'instar de ce qu'il avait réussi pour lui, le Japon allait montrer la voie de la modernisation en inculquant ses habitudes de travail et ses valeurs martiales²⁵¹. C'était aussi, selon lui, une façon raisonnable de sécuriser la région, à une époque où le monde était divisé entre grandes puissances. Par ailleurs, son accès aux ressources essentielles et aux marchés restait incertain, et il fallait en assurer la sécurité de manière préventive²⁵².

L'idée du rôle modernisateur du Japon puise ses racines dans le « nouvel impérialisme » de la fin du 19^e siècle. Ce dernier comportait deux aspects principaux dans le cas japonais :

- Le darwinisme social : en 1869 déjà, Fukuzawa Yukichi, penseur influent de l'ère Meiji, estimait que les nations évoluaient dans une hiérarchie évolutive, le Japon étant un pays en transition d'un statut semi-civilisé à un statut civilisé²⁵³. L'expédition militaire à Taiwan en 1874 et l'acquisition d'Hokkaido et Okinawa renforcèrent les Japonais dans l'idée qu'ils se situaient à présent en haut de la

²⁴⁸ Alexis Dudden, « Japanese Colonial Control in International Terms », *Japanese Studies*, vol.25, n°1, 2005, p.3.

²⁴⁹ Edward I-te Chen, « Japan's Decision to Annex Taiwan: A Study of Ito-Mutsu Diplomacy, 1894-95 », *The Journal of Asian Studies*, vol.37, n°1, 1977, p.70.

²⁵⁰ Mark R. Peattie, « Introduction », dans Ramon H. Myers et Mark R. Peattie (dir.), *op. cit.*, p.10.

²⁵¹ Sandra Wilson, « The Discourse of National Greatness in Japan, 1890–1919 », *op. cit.*, p.37 et Michael Weiner, « The invention of identity: 'Self' and 'Other' in pre-war Japan », *op. cit.*, p.11.

²⁵² Marius B. Jansen, « Japanese Imperialism: Late Meiji Perspectives », dans Ramon H. Myers et Mark R. Peattie (dir.), *op. cit.*, p.75-76.

²⁵³ Sandra Wilson, « The Discourse of National Greatness in Japan, 1890–1919 », *op. cit.*, p.37.

hiérarchie en Asie²⁵⁴. Les plus forts contrôlant les plus faibles, il était dès lors logique qu'ils se lancent dans une politique coloniale.

- Un nouveau système industriel : les colonies allaient fournir des marchés pour les surplus de capitaux et pour les exportations, et constituer des sources sûres de matières premières²⁵⁵. Devant la division du monde entre quelques grandes puissances, seuls les pays possédant des colonies pourraient survivre sans devoir s'affilier à qui que ce soit.

Selon cette explication, l'impérialisme japonais est donc à la fois une conséquence de la modernisation et exprime la volonté de prouver que le Japon est entré dans le cercle des nations civilisées. Il répond à une volonté d'affirmation extérieure de la nation japonaise, après que celle-ci se soit transformée à l'intérieur avec les réformes de l'ère Meiji. Le nationalisme modernisateur, après avoir favorisé la formation de la nation, se tourne vers l'extérieur. L'impérialisme apparaît alors comme un « argument nationaliste » tel que définit par Breuille²⁵⁶ : la nation japonaise peut être clairement définie et distinguée des autres nations, ce caractère explicite et particulier expliquant sa modernisation inégalée en Asie ; les intérêts et les valeurs de la nation japonaise ont la priorité sur tous les autres intérêts et valeurs ; la nation japonaise doit être aussi indépendante que possible, or la capacité à contrôler l'espace colonial définit une nation comme souveraine et indépendante²⁵⁷.

La deuxième explication se rattache également en partie au darwinisme social, non dans son aspect « mission modernisatrice » comme dans l'explication précédente, mais dans son aspect racial et culturel. A partir des années 1880 se développe en effet l'idée d'une unicité de l'esprit japonais, remarquable par son patriotisme, sa loyauté à l'empereur et ses valeurs martiales symbolisées par le bushidô (la « Voie du

²⁵⁴ Mark R. Peattie, « Introduction », *op. cit.*, p.11.

²⁵⁵ *Ibid.*, p.11.

²⁵⁶ John Breuille, *Nationalism and the State*, *op. cit.*, p.1-2.

²⁵⁷ Alexis Dudden, « Japanese Colonial Control in International Terms », *op. cit.*, p.3.

guerrier »)²⁵⁸. Le concept de darwinisme social, avec la domination ultime du monde par les nations les plus fortes, correspondait bien à la pensée de nombre de Japonais qu'ils étaient le peuple choisi d'Asie, une race favorisée par les dieux, couplée à une croyance mystique en une destinée impériale²⁵⁹. Il était dès lors du devoir des Japonais de propager le pouvoir impérial divin sur le reste de l'Asie. Certains au Japon voyaient même le colonialisme comme une nouvelle ère de vie destinée à accroître la puissance de la race japonaise dans une lutte pour la survie, avec des arguments empruntés au darwinisme social, les plus forts devant écraser ou diriger les plus faibles²⁶⁰.

Cette dimension raciale de l'impérialisme nous amène à relier en partie cette explication au nationalisme primordialiste. L'impérialisme issu de ce concept tendrait, nous semble-t-il, vers une conquête de territoires occupés par des populations de la même race ou ethnie. Or, à l'instar de l'Allemagne nazie, les Japonais avancèrent plusieurs fois ce type d'explication pour justifier leurs conquêtes coloniales : pour Hokkaido et les îles Ryûkyû comme on l'a vu précédemment, mais aussi pour Karafuto (Sakhaline du Sud) en 1905²⁶¹ et pour l'annexion de la Corée en 1910, au nom de l'idée que le Japon et la Corée partageaient un ancêtre commun et que les deux pays ne formaient à une époque qu'une seule entité²⁶². Cette explication ne convient cependant pas pour Taiwan, bien que l'idée d'une culture commune et d'une race asiatique ait parfois été évoquée²⁶³.

La troisième explication attribue l'impérialisme japonais aux circonstances historiques et au climat international de l'époque qui plaçait le Japon sur la défensive.

²⁵⁸ Sandra Wilson, « The Discourse of National Greatness in Japan, 1890–1919 », *op. cit.*, p.38.

²⁵⁹ Bill Gordon, « Explanations of Japan's Imperialistic Expansion, 1894-1910 », *Japan-Related Papers and Essays*, 2003 et Mark R. Peattie, « Introduction », *op. cit.*, p.12 et 13.

²⁶⁰ Mark R. Peattie, « Introduction », *op. cit.*, p.11.

²⁶¹ A cause de la présence des Aïnus sur l'île.

²⁶² Pour plus de détails voir Eiji Oguma, *A Genealogy of 'Japanese' Self-Images*, *op. cit.*, chapitres 5 et 6.

²⁶³ Andrea Vasishth, « A model minority: the Chinese community in Japan », dans Michael Weiner (dir.), *Japan's Minorities: The Illusion of Homogeneity*, *op. cit.*, p.115.

A partir des années 1870, la question coréenne préoccupa grandement les dirigeants japonais. Ils s'inquiétaient de l'intérêt porté à la Corée par la France, l'Allemagne et la Russie, et de l'intensification de l'implication de la Chine dans les affaires coréennes. Le Japon craignait que la Corée, cette « dague visant le cœur du Japon » d'après une formule historique célèbre attribuée parfois à Toyotomi Hideyoshi, ne tombe aux mains d'une puissance occidentale ou de la Chine²⁶⁴. En effet, pour Yamagata Aritomo, célèbre militaire japonais plusieurs fois ministre de la Guerre et deux fois premier ministre durant l'ère Meiji, il existait deux sphères marquant l'indépendance d'un Etat : la sphère de souveraineté (les territoires essentiels) et la sphère d'intérêt (une zone tampon visant à protéger la première sphère). La Corée se situait dans la sphère d'intérêt et une intervention militaire dans ce pays paraissait donc tout à fait légitime pour la sécurité du Japon²⁶⁵. En 1894, après la rébellion de Tonghak en Corée et à la demande d'intervention auprès de la Chine de la famille royale coréenne, le Japon décida d'envoyer également des troupes sous prétexte de défendre les citoyens japonais de Corée²⁶⁶, mais dans les faits il craignait que la Chine n'en profite pour prendre le contrôle du pays. Cette double intervention déboucha sur la guerre sino-japonaise de 1894-95, qui se déroula principalement en Corée²⁶⁷ et aboutit à la défaite chinoise, à la reconnaissance par cette dernière de l'indépendance de la Corée et à l'annexion par le Japon de Liaotung (à cause de sa proximité avec la Corée²⁶⁸) et de Taiwan (pour des raisons que nous verrons par la suite). Contraint d'abandonner la péninsule de Liaotung après l'intervention des Occidentaux, le Japon dut renoncer pour un temps à annexer la Corée, mais il y parvint finalement en 1910. Ce besoin de sécurité sans limites définies précipita le

²⁶⁴ Edward Kaplan, « 20: Japan Joins The Rush Toward Empire », *op. cit.*, p.20-6 et 20-7.

²⁶⁵ Eisei Kurimoto, « Nation-State, Empire, and Army: The Case of Meiji Japan », *op. cit.*, p.107.

²⁶⁶ Peter Duus, *The Abacus and the Sword: The Japanese Penetration of Korea, 1895-1910*, Berkeley : University of California Press, 1995, p.33.

²⁶⁷ Leo T. S. Ching, *Becoming Japanese. Colonial Taiwan and the Politics of Identity Formation*, *op. cit.*, p.15.

²⁶⁸ Edward I-te Chen, « Japan's Decision to Annex Taiwan: A Study of Ito-Mutsu Diplomacy, 1894-95 », *op. cit.*, p.61.

Japon dans un cercle vicieux : chaque nouvelle acquisition impériale nécessitait le contrôle d'un territoire tampon près de celle-ci. Cela provoqua à chaque fois de nouveaux problèmes stratégiques : Corée dans les années 1870, Mandchourie dans les années vingt, Chine dans les années trente, Asie du Sud Est dans les années quarante²⁶⁹. Au final, excepté quelques dirigeants conscients de l'évolution en cours, l'expansionnisme japonais ne semble pas avoir correspondu à un plan d'ensemble ; il ne fut pas délibéré mais répondit surtout à des opportunités – sans tentative particulière pour les créer – et à l'environnement international. L'impérialisme ne s'inséra jamais dans la culture japonaise, il n'y eut pas de Kipling japonais et le bureau colonial n'occupa jamais une place importante dans la bureaucratie nationale. A l'inverse de la Grande Bretagne, la fin de l'Empire au Japon ne provoqua d'ailleurs pas de traumatisme ni beaucoup de regrets²⁷⁰.

Cette explication, qui ne se rattache pas au nationalisme japonais, offre une analyse intéressante pour l'annexion de la Corée, et même pour la conquête de Taiwan (couplée à un élément supplémentaire que nous verrons par la suite), elle s'avère peu utile pour expliquer les cas d'Hokkaido et Okinawa, dont la colonisation ne doit rien à un climat de peur mais bien à une réelle volonté japonaise de les ajouter à son territoire.

²⁶⁹ Mark R. Peattie, « Introduction », *op. cit.*, p.9.

²⁷⁰ *Ibid.*, p.13 et Marius B. Jansen, « Japanese Imperialism: Late Meiji Perspectives », *op. cit.*, p. 76. Notons toutefois que cette affirmation de Peattie et Jansen suscite des polémiques, comme le montre l'article de Schmid, pour qui l'impact des colonies sur la métropole japonaise a été quasi-systématiquement minimisé, dans Andre Schmid, « Colonialism and the 'Korea Problem' in the Historiography of Modern Japan: A Review Article », *op. cit.*. A l'apogée de l'Empire Japonais, 10% de la population japonaise vivait dans les colonies (dont un peu moins de la moitié de soldats), en incluant les enfants de Japonais nés en Chine, dans Kimihiko Baba, « Japan and East Asia: Shifting Images on an Imagined Map », *op. cit.*, p. 242-243. Cette expérience coloniale n'a pu que laisser des marques profondes dans l'identité japonaise. Schmid se concentre cependant uniquement sur le cas de la Corée, colonie la plus importante pour le Japon tant par sa taille que par sa place stratégique. Les Coréens furent en outre bien plus nombreux à venir au Japon durant la période coloniale que les Taiwanais. S'il y a eu une influence de la colonisation de Taiwan sur l'identité japonaise, nous ne sommes pas en mesure de l'évaluer. Dans tous les cas, cela ne remet pas pour autant en cause le point central de la troisième explication lorsqu'elle estime que l'impérialisme japonais ne répondit pas à un plan d'ensemble.

Les trois explications de l'impérialisme japonais, loin de s'exclure, peuvent se compléter pour offrir une vision assez cohérente du phénomène ; elles ne déterminent pas pour autant les causes de la domination coloniale de Taiwan en particulier, qui ne semblait pas être un danger aussi flagrant que la Corée et qui ne présentait pas d'affinités ethniques, réelles ou imaginées, avec le Japon. Trois hypothèses permettent cependant d'aborder ce problème.

La première se rattache à la théorie pérennialiste. Elle retrace l'intérêt ancien du Japon pour Taiwan : les Japonais avaient tenté en vain d'envahir l'île aux 16^e et 17^e siècles et la première aventure militaire du Japon s'était déroulée à Taiwan en 1874. Mais cette hypothèse peut être assez facilement rejetée, car les Japonais ne cherchèrent pas à conserver leur avantage à Taiwan en 1874 et ils ne manifestèrent pas un grand intérêt pour l'île avant son annexion en 1895.

Une deuxième hypothèse, plus convaincante, rejoint sur certains points la théorie moderniste. Elle estime que le Japon a colonisé Taiwan pour des questions de bénéfices économiques et de positionnement géographique. Ainsi pour Roy²⁷¹, la domination coloniale de Taiwan offrait des bénéfices potentiels économiques et militaires pour Tokyo. La localisation de l'île offrait de plus une base appropriée pour une expansion en Asie du Sud-Est ou pour défendre les îles japonaises contre les menaces venant du Sud (où les Européens avaient des colonies). Inoue Tsuyoshi, conseiller du premier ministre Itô Hirobumi, écrivit à Itô : « Taiwan ... peut contrôler les droits maritimes dans la mer jaune, la Chine du Nord et la mer du Japon. C'est la porte de la défense japonaise. Si nous perdons cette bonne opportunité, l'île de Taiwan sera prise par d'autres puissances dans les 2 ou 3 ans qui suivent »²⁷². Le contrôle d'une source productive de nourriture et de matières premières était hautement désirable pour un Japon surpeuplé et pauvre en ressources mais avec de grandes ambitions. En développant l'île, Taiwan pourrait aussi servir de marché profitable aux exportations japonaises. Pour Roy, c'est la raison principale pour

²⁷¹ Denny Roy, *Taiwan: A political history*, Ithaca et London: Oxford University Press, 2003, p.32.

²⁷² *Ibid.*

laquelle les Japonais insistèrent durant les négociations avec la Chine après la guerre pour que Taiwan change de mains²⁷³. Dans le même esprit, Tokutomi Sohô, penseur influent de l'ère Meiji, écrivait en 1894 dans sa proposition pour l'occupation de Taiwan :

Taiwan est un point stratégique, la porte du Sud du Japon. Si le Japon a l'intention d'étendre le territoire du Grand Empire Japonais vers le Sud, le Japon doit absolument traverser cette porte... (...) Si nous ne l'acquérons pas aujourd'hui, une autre puissance la prendra dans le futur. Taiwan est une proie facile en Asie²⁷⁴.

Les potentialités économiques de Taiwan s'intègrent dans la conception du nouveau système industriel propre au « nouvel impérialisme », avec l'importance des colonies dans un monde qui se divise en sphères d'influence. On peut relier cela à l'aspect sécuritaire, à cause de l'insistance mise sur la défense du pays par rapport aux influences étrangères ainsi que sur l'indépendance du Japon, tant sur le plan économique que militaire. On rejoint alors le troisième point de l'argument nationaliste de Breuille qui affirme que « la nation doit être aussi indépendante que possible »²⁷⁵.

La troisième hypothèse, qui nous semble la plus convaincante dans le cas de Taiwan, et la troisième explication de l'impérialisme convergent : l'annexion de Taiwan n'était pas programmée mais les circonstances et une part d'imprévu l'ont rendue envisageable puis effective. Cette hypothèse est très bien analysée dans un article de Chen, dont certains éléments furent par la suite repris dans un ouvrage collectif dirigé par Myers et Peattie²⁷⁶. Pour Chen, l'interprétation classique de l'invasion de Taiwan, qui correspond à notre deuxième hypothèse, suppose un plan d'annexion à long terme de Taiwan. Or, d'après lui, le Japon n'avait absolument pas un tel plan et Taiwan n'est devenue un objectif officiel que trois mois après le début de la guerre sino-

²⁷³ *Ibid.*

²⁷⁴ Gotô Ken'ichi, « Japan's Southward Advance and Colonial Taiwan », *op. cit.*, p.16-17.

²⁷⁵ John Breuille, *Nationalism and the State*, *op. cit.*, p.2.

²⁷⁶ Edward I-te Chen, « Japan's Decision to Annex Taiwan: A Study of Ito-Mutsu Diplomacy, 1894-95 », *op. cit.*, et Ramon H. Myers et Mark R. Peattie (dir.), *op. cit.*.

japonaise de 1894-95 : c'est le déroulement de la guerre elle-même qui conduisit à l'invasion²⁷⁷. Après la première série de victoires japonaises, l'acquisition d'à la fois Liaotung et Taiwan n'était pas envisagée, et, entre les deux, Liaotung était prioritaire. Il met en avant quatre facteurs qui poussèrent les dirigeants japonais à penser que Taiwan était plus importante que la péninsule du Liaotung²⁷⁸ : une série de victoires spectaculaires au début de la guerre créa, dans l'esprit du public et des dirigeants japonais, l'opportunité d'étendre l'Empire japonais ; la marine japonaise voyait dans l'annexion de Taiwan un élément de défense important, qui devait être pris à ce moment-là sous peine de le voir conquis sous peu par les Occidentaux, ce qui incita le premier ministre à inclure l'île dans la liste des territoires à demander à la Chine ; les dirigeants japonais estimaient que toute tentative japonaise de prendre un territoire de la Chine continentale entraînerait une intervention occidentale : la prise de Taiwan était moins susceptible de provoquer une telle intervention et le gouvernement russe avait d'ailleurs déclaré fin 1894 qu'il n'avait « aucune objection à ce que le Japon occupe Taiwan » mais qu'il n'était pas du meilleur intérêt pour le Japon d'essayer d'annexer un territoire de la Chine continentale²⁷⁹ ; l'acquisition de colonies augmenterait le prestige international du Japon. Excepté le dernier point, plus général, on comprend mieux dès lors avec cette hypothèse l'impréparation du Japon lors des premières années de la domination coloniale de Taiwan, comme nous le constaterons dans la sous-partie suivante. Comme le résume Peattie, Taiwan fut acquise en 1895 pour des raisons qui, en fait, relevaient plus de l'opportunisme, des pressions diplomatiques et des questions de prestige international que des justifications *post-facto* de son occupation qui réutilisaient le langage du nouvel impérialisme (soit le darwinisme social et la nouvelle politique industrielle)²⁸⁰. De même que pour la troisième explication de l'impérialisme, les théories du nationalisme s'avèrent donc

²⁷⁷ Edward I-te Chen, « Japan's Decision to Annex Taiwan: A Study of Ito-Mutsu Diplomacy, 1894-95 », *op. cit.*, p.61 et 71.

²⁷⁸ *Ibid.*, p.62-63, 65.

²⁷⁹ *Ibid.*, p.69 et 70.

²⁸⁰ Mark R. Peattie, « Japanese Attitudes Toward Colonialism, 1895-1945 », *op. cit.*, p.82.

peu pertinentes dans le cas de cette hypothèse, qui fait intervenir l'imprévu et les circonstances, et ne résulte pas du nationalisme japonais en tant que tel.

Quel bilan peut-on dresser de ces diverses explications et hypothèses sur l'impérialisme et l'annexion de Taiwan ? Les théories primordialiste et pérennialiste ne conviennent pas au cas de Taiwan : pour la première l'argument de la récupération de territoires occupés par sa race ou son ethnie ne s'applique que très difficilement à Taiwan ; pour la seconde, on ne peut quasiment pas établir un intérêt historique ancien du Japon pour Taiwan, ou une époque lointaine où les deux entités auraient été rattachées. A l'inverse, la théorie moderniste propose une vision d'ensemble assez cohérente : l'impérialisme japonais serait le résultat de la modernisation, l'étape suivante nécessaire d'une puissance montante en recherche de prestige et de sécurité. Dans cette optique, Taiwan, tant d'un point de vue économique que militaire, constituerait un point de passage obligé et sa domination coloniale était dès lors nécessaire. Bien que séduisante, cette vision possède des lacunes. En effet, attribuer l'impérialisme japonais à la modernisation, c'est faire grand cas de la modernisation japonaise avant 1910 : en 1910, 33% de la production et 67% des emplois se trouvaient encore dans le secteur agricole, forestier ou de la pêche ; 23% de la production seulement était industrielle, majoritairement des petites industries de textile ou d'alimentation²⁸¹. En outre, si Taiwan était un objectif si intéressant, pourquoi les Japonais débarquèrent-ils sur l'île sans plan de colonisation ? Pourquoi, si Taiwan était si attrayante sur le plan économique, les transactions entre le Japon et Taiwan furent-elles si peu développées durant les deux premières décennies de la domination coloniale²⁸² ? Pourquoi, après trois ans de gestion catastrophique²⁸³, les

²⁸¹ Bill Gordon, *op. cit.*.

²⁸² *Ibid.*

²⁸³ Sur les 30,5 millions de yen que le Japon a donné au gouvernement colonial entre 1896 et 1904, 42% furent dépensés les deux premières années, dans Samuel P.S. Ho, « The Economic Development of Colonial Taiwan: Evidence and Interpretation », *Journal of Asian Studies*, vol.34, n°2, 1975, p.435.

Japonais pensèrent-ils même à vendre l'île à la France pour 100 millions de yen²⁸⁴ ? Cette impréparation et les détails historiques des négociations sino-japonaises donnés par Chen nous incitent à penser que, si les facteurs avancés par la théorie moderniste jouèrent effectivement un rôle une fois les négociations de paix entamées, ils sont insuffisants pour expliquer les causes de la domination coloniale de Taiwan. On constate ici une certaine limite des théories de la nation : attachées à un nationalisme interne, elles peinent à expliquer les facteurs circonstanciels, et ont dès lors tendance à rattacher au nationalisme des éléments qui n'en dépendent pas vraiment.

²⁸⁴ Edward I-te Chen, « Japan's Decision to Annex Taiwan: A Study of Ito-Mutsu Diplomacy, 1894-95 », *op. cit.*, p.62, et Shin'ichi Yamamuro, « The Evolving Meiji State: Its Dual Character as a Nation-State and Colonial Empire », dans Tadao Umesao, Takashi Fujitani et Eisei Kurimoto (dir.), *op. cit.*, p.15.

II.2) Taiwan 1895-1936

Si notre hypothèse initiale d'un lien entre les développements du nationalisme au Japon et la politique coloniale japonaise se vérifie, on devrait retrouver deux grandes phases dans la politique coloniale japonaise à Taiwan : une première phase de 1895 à 1936, correspondant à un nationalisme modernisateur ponctué d'un certain libéralisme et d'une apparence d'ouverture démocratique à partir de 1919 ; une deuxième phase de 1936 à 1945 où l'on assiste au passage à un nationalisme traditionaliste qui engendra, peut-on supposer, un arrêt du libéralisme et un recentrage sur la culture et l'identité traditionnelle japonaise.

Les spécialistes de la politique coloniale japonaise à Taiwan divisent généralement cette période en trois époques : celle des gouverneurs militaires de 1895 à 1919 ; celle des gouverneurs civils de 1919 à 1936 ; et une nouvelle phase de gouverneurs militaires de 1936 à 1945²⁸⁵. Liao Ping-Hui propose une autre classification, mais dont les dates coïncident en grande partie : une politique d'assimilation de 1895 à 1919, d'intégration de 1919 à 1930, d'incorporation différentielle et de coercition de 1930 à 1937, et de subjugation de 1937 à 1945²⁸⁶. Nous nous contenterons pour notre part de diviser la période en deux, afin de nous conformer à notre hypothèse, et de vérifier dans quelle mesure la période 1895-1936 peut être regroupée dans un même ensemble.

En l'absence de plan de colonisation, les Japonais ont, dès l'acquisition de Taiwan, cherché des solutions à l'extérieur, plus précisément auprès des deux grandes puissances coloniales de l'époque : la Grande-Bretagne et la France. Le conseiller français, Michel Revon, « suggéra de transformer peu à peu cette île en un

²⁸⁵ Gotô Ken'ichi, « Japan's Southward Advance and Colonial Taiwan », *op. cit.*, p.24.

²⁸⁶ Ping-Hui Liao, « Taiwan Under Japanese Colonial Rule, 1895-1945: History, Culture, Memory », dans Ping-Hui Liao et David Der-Wie Wang (dir.), *Taiwan under Japanese Colonial Rule 1895-1945: History, Culture, Memory*, New York : Columbia University Press, 2006, p.2.

département de l'empire japonais, en accordant aux Taiwanais des droits civiques tels que le droit de vote et l'éligibilité »²⁸⁷.

A l'inverse, le conseiller anglais, W.M.H. Kirkwood, « prôna comme modèle celui de la Crown Colony, mis en application en Inde ou à Hong-Kong. Il proposait un système relativement indépendant de la Diète et du gouvernement du pays, mais directement relié au pouvoir du suzerain, donc de l'empereur »²⁸⁸.

Dans un premier temps, le gouvernement japonais songea à adopter le système français, qui se rapprochait de ce qui avait été fait à Hokkaido et à Okinawa. Cette idée était défendue par Hara Takashi²⁸⁹ au nom de la relative proximité ethnique et culturelle entre les Japonais et les Taiwanais. La vision anglaise de la colonisation véhiculait de plus une connotation négative, à cause de l'exploitation des Noirs ou des Asiatiques par les Blancs²⁹⁰. Mais la résistance armée imprévue des Taiwanais²⁹¹ changea la donne : les autorités japonaises se rendirent compte que la proximité ethnique et culturelle n'était pas un facteur suffisant pour garantir l'intégration, et qu'il faudrait un long travail d'assimilation avant de pouvoir intégrer Taiwan à l'Empire²⁹². En outre, le gouvernement civil désigné à l'origine pour gouverner l'île

²⁸⁷ Yûsuke Tsurumi, *Gotô Shinpei, t. 1*, Keisô shobô, Tôkyô, 1965, p.912-919 dans Noriko Berlinguez-Kôno, « Naissance de la thèse de l'unicité nippon-coréenne (Nissen Dôson) », dans Jean-Jacques Tschudin et Claude Hamon (dir.), *op. cit.*, p.220.

²⁸⁸ *Ibid.*

²⁸⁹ Futur premier ministre, alors représentant du ministère des Affaires Etrangères au bureau des Affaires taiwanaises rapidement créé pour l'occasion.

²⁹⁰ Edward I-te Chen, « The Attempt to Integrate the Empire: Legal Perspectives », dans Ramon H. Myers et Mark R. Peattie (dir.), *op. cit.*, p.251.

²⁹¹ Après la signature du traité de Shimonoseki, la Chine envoya un télégramme lacunaire à Taiwan pour signaler que l'île n'était plus un territoire chinois et demander aux officiels chinois de retourner au pays. Les élites locales saisirent le gouverneur chinois avant son départ pour exprimer leur indignation. Taiwan se déclara alors indépendante le 25 mai 1895, avec à sa tête le gouverneur chinois nommé président de la République de Taiwan. Cette indépendance, qui n'était soutenue ni par la Chine, ni par la Grande-Bretagne que le nouveau gouvernement avait essayé de rallier, ni même par une partie de la population taiwanaise qui s'était résignée, fut de courte durée : le 29 mai débarqua dans le Nord de Taiwan un contingent de 12000 soldats japonais qui reprit la capitale en quatre jours. Les indépendantistes, réunis au Sud de l'île, continuèrent cependant de résister jusqu'à leur défaite en octobre 1895. Une guérilla, dont les soldats furent qualifiés de bandits, persista toutefois jusqu'en 1902 : 12000 « bandits » furent tués durant cette guérilla, dans Denny Roy, *Taiwan: A political history, op. cit.*, p.33-35.

²⁹² Edward I-te Chen, « The Attempt to Integrate the Empire: Legal Perspectives », *op. cit.*, p.272.

ne put exercer ses fonctions, et, après le 6 août 1895, Taiwan fut directement dirigée par les autorités militaires japonaises²⁹³. En mars 1896, la Diète japonaise officialisa ce passage de fait à un système à l'anglaise avec la Loi relative aux lois et ordonnances à appliquer à Taiwan sous le titre 63 (que l'on appellera Titre 63 par la suite), renouvelable tous les trois ans²⁹⁴. L'élément clé de cette loi permettait à la Diète de déléguer ses prérogatives législatives dans l'île au chef de l'exécutif à la tête de l'administration japonaise à Taiwan. Le gouverneur général de l'île devenait ainsi chargé de gouverner Taiwan, avec la capacité d'émettre des ordonnances (*ritsurei*) ayant le même pouvoir que des lois de la Diète. Cette loi créait au sein de l'Empire japonais une juridiction différenciée non prévue par la Constitution de 1889²⁹⁵. Un grand débat s'ouvrit alors au Japon sur la validité de ce Titre 63 par rapport à la Constitution de 1889 : cette dernière s'appliquait-elle à Taiwan ? Le gouvernement trancha et décida que la Constitution s'appliquait à Taiwan puisque le Titre 63 avait été adopté à travers le processus législatif de celle-ci.

C'est dans ce contexte d'une île de Taiwan militarisée et sujet de débats que le nouveau gouverneur général Kodama Gentarô nomma, en 1898, Gotô Shimpei chef de l'administration civile (le *Minseibu*, où il restera en poste jusqu'en 1906). Ses idées déterminèrent la politique coloniale japonaise à Taiwan jusqu'à l'arrivée de Hara Takashi à la tête du gouvernement japonais en septembre 1918. Gotô Shimpei était un partisan du colonialisme à l'anglaise. Il estimait que « le gouvernement japonais ne devait pas, dans la mesure du possible, intervenir dans les affaires taiwanaises mais laisser fonctionner le système local, car les Taiwanais vivaient encore selon leurs vieilles coutumes »²⁹⁶. Selon lui, pour pouvoir pérenniser l'emprise japonaise sur Taiwan, il fallait appliquer des « principes biologiques » (*sêbutsukaku*

²⁹³ Tay-Sheng Wang, *Legal Reform in Taiwan under Japanese Colonial Rule, 1895-1945: The Reception of Western Law*, Coll. "Asian Law Series, Number 15", Seattle : University of Washington Press, 2000, p.37-38.

²⁹⁴ Cf. Annexe 2.

²⁹⁵ *Ibid.*, p.38-39.

²⁹⁶ Yûsuke Tsurumi, *Gotô Shinpei, t.1*, Keisô shobô, Tôkyô, 1965, p.912-919 dans Noriko Berlinguez-Kôno, *op. cit.*, p.220.

no gensoku), c'est à dire mettre en œuvre une politique qui corresponde aux habitudes, traditions et niveau de développement de la population colonisée. Influencé par Darwin, Spencer et Bentham, il considérait le Japon comme une force civilisatrice en Asie de l'Est qui se devait d'apporter le progrès²⁹⁷. Pour cela, il fallait connaître parfaitement la colonie et Gotô Shimpei lança plusieurs études à grande échelle sur la population, les terres et la géographie de l'île. Celles-ci permirent de déterminer précisément les droits de propriété, condition nécessaire pour collecter les taxes et donner une assise financière à la colonie. Les droits de propriété ne furent cependant pas fixés par le nouveau code civil japonais de 1898 mais par les coutumes taiwanaises établies²⁹⁸, une « investigation scientifique des anciennes coutumes » ayant été menée en 1901²⁹⁹.

La période du gouverneur général Kodama Gentarô (1898-1906) fut également marquée par une forte volonté de modernisation des infrastructures de l'île avec la construction de routes, de chemins de fer, d'hôpitaux, d'écoles, de ports, d'un système d'irrigation, d'égouts et l'alimentation en électricité des villes. Les systèmes bancaire et monétaire taiwanais furent modernisés et un système de médias établi. Le développement économique de l'île se focalisa sur l'agriculture jusqu'aux années vingt, l'île de Taiwan devenant productrice de riz et surtout de canne à sucre : avec Taiwan, le Japon, grand importateur de sucre, disposait pour la première fois d'une aire étendue et adéquate au niveau climatique pour la production de canne à sucre³⁰⁰. L'objectif de Kodama était de « développer les ressources de Taiwan. (...) Le

²⁹⁷ Chang Han-Yu et Ramon H. Myers, « Japanese Colonial Development Policy in Taiwan, 1895-1906: A Case of Bureaucratic Entrepreneurship », *The Journal of Asian Studies*, vol.22, n°4, 1963, p.437.

²⁹⁸ De façon relative car, en l'absence de propriétaire clairement identifié, la terre revenait au gouvernement japonais. De même, le droit de propriété des aborigènes taiwanais ne fut pas reconnu et leurs terres revinrent au gouvernement, dans Shin'ichi Yamamuro, « The Evolving Meiji State: Its Dual Character as a Nation-State and Colonial Empire », *op. cit.*, p.17-18.

²⁹⁹ *Ibid.*, p.16-17.

³⁰⁰ Denny Roy, *Taiwan: A political history*, *op. cit.*, p.39, Chang Han-Yu et Ramon H. Myers, « Japanese Colonial Development Policy in Taiwan, 1895-1906... », *op. cit.*, p.445 et Samuel Pao-San Ho, « Colonialism and Development: Korea, Taiwan and Kwantung », dans Ramon H. Myers et Mark R. Peattie (dir.), *op. cit.*, p.348.

doublement prochain de la production de l'île nous permettra de suivre le rythme de progression des autres pays dans le monde : le Japon et ses territoires seront alors sur un pied d'égalité avec les puissances européennes dans le cas d'une guerre économique. »³⁰¹

Au niveau institutionnel, Gotô et Kodama s'accordèrent pour réduire l'autorité militaire aux affaires militaires uniquement, mais les forces armées sur l'île restèrent considérables par rapport à la population et constituèrent une redoutable force de dissuasion³⁰². Pour maintenir l'ordre, ils réintroduisirent l'ancien système chinois des *pao-chia*³⁰³ (*hokô* en japonais) en le couplant à une police moderne, copie de ce qui se faisait au Japon depuis l'ère Meiji. Les policiers, implantés dans chaque village, étaient également chargés de nombreuses tâches administratives locales telles que la collecte des impôts, l'application des règles sanitaires, l'information du public, la supervision des programmes de travaux publics locaux et d'autres tâches de contrôle³⁰⁴. Une organisation bureaucratique centralisée fut également mise en place, toute question politique, économique ou sociale devant être décidée par le *Minseibu* puis soumise à l'approbation du gouverneur général³⁰⁵. La compétence des bureaucrates coloniaux japonais était d'ailleurs notable : provenant de divers ministères et bureaux du gouvernement de la métropole, ils sortaient généralement des meilleures universités et étaient peu corrompus³⁰⁶.

³⁰¹ Chang Han-Yu et Ramon H. Myers, « Japanese Colonial Development Policy in Taiwan, 1895-1906... », *op. cit.*, p.436.

³⁰² Mark R. Peattie, « Introduction », *op. cit.*, p.27.

³⁰³ Groupe d'aide mutuelle et de protection du village. Dix familles constituaient un *chia* et dix *chia* faisaient un *pao*. Le chef de chaque *chia* et de chaque *pao* était choisi parmi les anciens du village, était responsable de son *pao-chia* devant le policier en charge, et devait s'assurer que la communauté remplisse ses obligations comme le paiement des taxes et la fourniture de travailleurs pour les projets d'Etat. La police pénétrait ainsi au cœur de chaque famille, dans Chang Han-Yu et Ramon H. Myers, « Japanese Colonial Development Policy in Taiwan, 1895-1906... », *op. cit.*, p.439 et Denny Roy, *Taiwan: A political history*, *op. cit.*, p.38.

³⁰⁴ Mark R. Peattie, « Introduction », *op. cit.*, p.28 et Ching-chih Chen, « Police and Community Control Systems in the Empire », dans Ramon H. Myers et Mark R. Peattie (dir.), *op. cit.*, 213.

³⁰⁵ Chang Han-Yu et Ramon H. Myers, « Japanese Colonial Development Policy in Taiwan, 1895-1906... », *op. cit.*, p.437 et 439.

³⁰⁶ Mark R. Peattie, « Introduction », *op. cit.*, p.26-27.

Dans un premier temps, Taiwan représenta surtout une charge financière importante pour le Japon : l'impérialisme japonais ne disposait pas de capitaux et la guerre contre la Chine avait coûté cher (200 millions de yen). Le montant élevé des indemnités de guerre chinoises (360 millions de yens) permit d'effacer ces pertes et de lancer des investissements à Taiwan, mais, en 1904, le Japon arrêta de verser des subventions à l'île et cessa de lui prêter de l'argent l'année suivante³⁰⁷. Les dépenses du gouverneur général Kodama s'avéraient pourtant nécessaires : Taiwan était la première expérience coloniale et servait donc à la fois de laboratoire de recherche³⁰⁸ et de modèle, prouvant au reste du monde que l'impérialisme japonais pouvait se hisser au niveau des impérialismes occidentaux. Taiwan acquit son indépendance fiscale en 1905 grâce aux investissements réalisés entre 1898 et 1904 et grâce à la réforme fiscale issue des études à grande échelle de Gotô, qui permirent une clarification des droits de propriété de la terre³⁰⁹. Mais si civiliser et moderniser Taiwan constituait un devoir à part entière de la mission japonaise, il convenait de ne pas aller trop vite afin de ne pas désintégrer l'ordre social et culturel des colonisés et de ne pas contredire les principes de l'évolution et de la civilisation hérités d'un darwinisme social en vogue à l'époque chez les puissances colonisatrices. Gotô envisageait ainsi un plan de cent ans d'évolution graduelle de la société taiwanaise. La domination coloniale japonaise de la période 1895-1919 était donc raciste parce qu'elle supposait une infériorité biologique des colonisés et une séparation entre la colonie et la métropole ; d'autre part, la colonie devait garder une identité distincte et

³⁰⁷ Chang Han-Yu et Ramon H. Myers, « Japanese Colonial Development Policy in Taiwan, 1895-1906... », *op. cit.*, p.447.

³⁰⁸ Gotô avait d'ailleurs déclaré : « Nous voyons le bureau du gouverneur général comme une sorte d'université où l'on peut étudier les théories et principes de la colonisation, une branche dans laquelle nous, les Japonais, ne sommes pas excessivement bien placés. », dans Mark R. Peattie, « Japanese Attitudes Toward Colonialism, 1895-1945 », *op. cit.*, p.84. Plusieurs systèmes ayant prouvé leur efficacité à Taiwan furent par la suite utilisés dans les autres colonies, comme par exemple le système de police, le recensement de la population, la grande étude sur la terre et les droits de propriété, dans Mark R. Peattie, « Introduction », *op. cit.*, p.28 et Ching-chih Chen, « Police and Community Control Systems in the Empire », *op. cit.*, 230.

³⁰⁹ Leo T. S. Ching, *Becoming Japanese. Colonial Taiwan and the Politics of Identity Formation*, *op. cit.*, p.17 et Chang Han-Yu et Ramon H. Myers, « Japanese Colonial Development Policy in Taiwan, 1895-1906... », *op. cit.*, p.446.

être gouvernée de façon pragmatique dans le respect des institutions et traditions locales³¹⁰.

En 1906, le Titre 63 fut révisé en Titre 31. Parmi les changements, le plus important stipulait que les *ritsurei* du gouverneur général ne devaient pas entrer en conflit avec les lois et ordonnances japonaises appliquées dans l'île³¹¹. Peu de nouvelles lois et ordonnances ayant été promulguées après l'adoption du Titre 31, ce changement eut peu d'impact et le gouverneur général garda toute son importance. Le renouvellement de la loi passa en outre de trois à cinq ans³¹².

Jusqu'en 1919, la politique coloniale à Taiwan se fonda sur le travail effectué durant le mandat de Kodama et les gouverneurs généraux suivants continuèrent la modernisation des infrastructures. Le taux de mortalité déclina fortement, passant de 33,2 pour 1000 en 1906 à 19,5 pour 1000 en 1935³¹³, et l'espérance de vie durant cette période s'accrut de 13,4 ans pour les hommes (pour s'établir à 41,1 ans) et de 16,7 ans pour les femmes (soit 45,7 ans au total)³¹⁴. Une industrie du sucre fut également développée. Mais le maintien de l'ordre public et la modernisation visaient surtout au développement de l'économie taiwanaise pour le bien de la métropole. L'éducation des colonisés était en grande partie négligée, de telle sorte que les Taiwanais d'origine chinoise ne pouvaient guère travailler que dans des métiers agricoles³¹⁵. En outre, le long mandat de Sakuma Samata (1906-1915) fut centré sur

³¹⁰ Mark R. Peattie, « Japanese Attitudes Toward Colonialism, 1895-1945 », *op. cit.*, p.94-96.

³¹¹ Cf. Annexe 2.

³¹² Tay-Sheng Wang, *Legal Reform in Taiwan under Japanese Colonial Rule, 1895-1945: The Reception of Western Law*, *op. cit.*, p.41.

³¹³ Liu Shi-yung, « Differential Mortality in Colonial Taiwan (1895-1945) », *International Commission on Historical Demography*, the 19th International Congress of Historical Science, Oslo, 2000.

³¹⁴ Samuel P.S. Ho, « The Economic Development of Colonial Taiwan: Evidence and Interpretation », *op. cit.*, p.425.

³¹⁵ Leo T. S. Ching, *Becoming Japanese. Colonial Taiwan and the Politics of Identity Formation*, *op. cit.*, p.102. Le gouvernement de Kodama décentralisa le coût des écoles sur les « consommateurs » locaux, ces écoles publiques restant réservées à une élite taiwanaise. On y enseignait le chinois classique ainsi que les fondamentaux du japonais, de l'arithmétique, de la science basique, et un peu de chant et de sport. Gotô ne voulait surtout pas que les Taiwanais soient formés pour des métiers qu'ils ne pourraient pas occuper par la suite. Les Taiwanais les plus brillants furent en fait dirigés vers une

la pacification par la force des aborigènes, avec son lot d'expropriations, de relocalisations forcées et la création de réserves permanentes. L'objectif était d'incorporer les aborigènes dans des unités administratives, de réduire leurs activités de chasse, de les encourager à la culture du riz et d'exploiter les ressources abondantes de leurs terres³¹⁶.

Par ailleurs, Fong Shiaw-Chian estime que, jusque dans les années 1910, le fondement de l'identité collective des Taiwanais des classes populaires restait une culture résiduelle pré-coloniale non contaminée par la domination coloniale japonaise³¹⁷. Le gouvernement japonais voyait dans Taiwan une base de ressources et un atout économique potentiel, ainsi qu'une vitrine internationale servant à montrer la modernité du Japon à travers sa capacité à civiliser un peuple supposé moins avancé. Ainsi, avant les années 1920, la politique d'assimilation, de japonisation des Taiwanais n'était pas d'actualité³¹⁸ : le Club de l'assimilation (*Dōkakai*) prônant l'assimilation et l'égalité entre les Taiwanais et les Japonais fut démantelé un mois après sa création, dès que son fondateur, Itagaki Taisuke, un prestigieux politicien japonais à la retraite, quitta Taiwan pour retourner au Japon³¹⁹.

On constate que la première période des gouverneurs généraux militaires (1895-1919) correspond assez bien aux résultats d'un nationalisme impérial tel qu'il pourrait être vu par la théorie moderniste : la nation japonaise garde son caractère unique, la supériorité des Japonais sur les Taiwanais étant clairement affirmée et l'assimilation des Taiwanais n'étant pas tentée ; les intérêts et les valeurs de la nation japonaise ont la priorité : la colonie sert essentiellement de fournisseur de matières premières et de

carrière de médecin, dans E. Patricia Tsurumi, « Colonial Education in Korea and Taiwan », dans Ramon H. Myers et Mark R. Peattie (dir.), *op. cit.*, p.280-281.

³¹⁶ Leo T. S. Ching, *Becoming Japanese. Colonial Taiwan and the Politics of Identity Formation*, *op. cit.*, p.135-136 et Denny Roy, *Taiwan: A political history*, *op. cit.*, p.50-51.

³¹⁷ Shiaw-Chian Fong, « Hegemony and Identity in the Colonial Experience of Taiwan, 1895-1945 », dans Ping-Hui Liao et David Der-Wie Wang (dir.), *op. cit.*, p.179.

³¹⁸ Leo T. S. Ching, *Becoming Japanese. Colonial Taiwan and the Politics of Identity Formation*, *op. cit.*, p.101.

³¹⁹ Edward I-te Chen, « Formosan Political Movements Under Japanese Colonial Rule, 1914-1937 », *The Journal of Asian Studies*, vol.31, n°3, 1972, p.480-481.

nourriture, et la modernisation de l'île est prônée dans la mesure où elle apporte des bénéfices à long terme à la métropole ; la nation japonaise affirme à travers cette colonie-modèle sa puissance, sa modernité et sa place dans le cercle des grandes nations, cette colonie garantissant un peu plus son indépendance³²⁰.

L'arrivée de Hara Takashi comme premier ministre du Japon en septembre 1918 eut des conséquences sur la politique coloniale japonaise à Taiwan. En effet, comme on l'a signalé auparavant, ce dernier était partisan d'une politique d'assimilation des Taiwanais. Durant ses trois années de pouvoir (avant qu'il soit assassiné par un nationaliste japonais en novembre 1921), Hara s'efforça de transformer la politique coloniale japonaise pour la rendre plus conforme à ses souhaits. En 1921, il fit ainsi adopter une réforme du Titre 31, le Titre 3, qui créait l'ordonnance d'exception : celle-ci rendait beaucoup plus aisée l'application des lois de la métropole à Taiwan en permettant facilement leur adaptation à la colonie. Le titre 3 restreignait également le pouvoir législatif du gouverneur général en limitant la promulgation des *ritsurei* aux cas où : il n'existait pas de loi japonaise appropriée ou l'application d'une telle loi à Taiwan aurait demandé trop de changements ; un *ritsurei* était nécessaire pour répondre aux conditions spéciales de Taiwan³²¹. En outre, contrairement aux Titres 63 et 31 qu'il fallait périodiquement renouveler, le Titre 3 restait indéfiniment valide.

Hara profita aussi de la mort du gouverneur général de Taiwan, le général Akashi Motojiro, en octobre 1919, pour lever la restriction qui octroyait le poste de gouverneur général uniquement aux militaires³²² et pour le remplacer par Den

³²⁰ La « prospérité » et la « modernité » de la colonie taiwanaise impressionnèrent d'ailleurs un universitaire américain au début des années vingt, et il prit la colonisation japonaise comme exemple sur le plan de la réussite économique par rapport à la colonisation américaine des Philippines, dans Ralston Hayden, « Japan's New Policy in Korea and Formosa », *Foreign Affairs: An American Quarterly Review*, vol.2, 1923/1924, p.474-475 et 486-487.

³²¹ Tay-Sheng Wang, *Legal Reform in Taiwan under Japanese Colonial Rule, 1895-1945: The Reception of Western Law*, *op. cit.*, p.41-42. Et cf. Annexe 2.

³²² Tous les articles traitant du commandement de la garnison coloniale par le gouverneur général furent également abolis et un poste de commandant en chef indépendant du gouverneur général fut

Kenjiro, membre de la Diète et premier civil à être nommé. Ce dernier resta en poste jusqu'en septembre 1923. C'est sous son mandat que furent adoptées plusieurs ordonnances, et notamment l'Ordre d'application des lois civiles qu'il fit entrer en vigueur à Taiwan le 1^{er} janvier 1923 : le Code civil, l'Ordre d'application du Code civil, le Code de procédure civile, la Loi procédurale pour les cas d'affaires privées... La loi civile, la loi commerciale et la loi de déclaration furent toutefois adoptées avec des dispositions spéciales : par exemple, une ordonnance impériale exclut spécifiquement de la version taiwanaise du Code civil les sections sur le mariage, les relations familiales et les successions, laissées sous le contrôle du gouverneur général. Celui-ci proclama par un *ritsurei* la Loi familiale applicable aux natifs de l'île, qui autorisa notamment les mariages entre Taiwanais et Japonais³²³. Par ailleurs, en 1920, Den décréta la séparation de l'administration civile et de la police : les officiers de police ne pouvaient plus diriger les bureaux administratifs locaux, les chefs des gouvernements locaux n'avaient plus le contrôle sur la police, et la police était détachée des affaires du gouvernement municipal (mais pas des affaires du comté)³²⁴. Enfin, sous la pression du Club du Nouveau Peuple³²⁵, Den amenda en 1920 la composition du Conseil consultatif de Taiwan (*Hyôgikai*)³²⁶ pour permettre l'entrée de Taiwanais en son sein. Il créa, également en 1920, trois niveaux de Conseils

créé, dans Edward I-te Chen, « Japanese Colonialism in Korea and Formosa: A Comparison of The Systems of Political Control », *Harvard Journal of Asiatic Studies*, vol.30, 1970, p.135-136.

³²³ Tay-Sheng Wang, *Legal Reform in Taiwan under Japanese Colonial Rule, 1895-1945: The Reception of Western Law*, *op. cit.*, p.53 et Edward I-te Chen, « Japanese Colonialism in Korea and Formosa... », *op. cit.*, p.138-140.

³²⁴ Ching-chih Chen, « Police and Community Control Systems in the Empire », *op. cit.*, p.217.

³²⁵ Club créé en mars 1920 par un groupe d'étudiants taiwanais à Tokyo, influencés par la libéralisation du régime japonais sous Hara et par le climat international d'auto-détermination des peuples. Soutenu par quelques Taiwanais influents, le club deviendra en 1923 la Ligue pour l'établissement d'un parlement de Taiwan. Il soumettra quinze pétitions à la Diète japonaise entre 1921 et 1935 pour tenter d'obtenir un parlement taiwanais, dans Edward I-te Chen, « Formosan Political Movements Under Japanese Colonial Rule, 1914-1937 », *op. cit.*, p.481-486.

³²⁶ Créé à l'époque de l'annexion de Taiwan, ce conseil comporte des hauts fonctionnaires japonais mais ne joue qu'un rôle consultatif non permanent, convié à se réunir à la demande du gouverneur général, dans Edward I-te Chen, « Formosan Political Movements Under Japanese Colonial Rule, 1914-1937 », *op. cit.*, p.487 et Edward I-te Chen, « Japanese Colonialism in Korea and Formosa... », *op. cit.*, p.149.

locaux, les membres des Conseils restant cependant nommés par le gouverneur général ou par les gouverneurs provinciaux et leurs décisions n'étant pas contraignantes. Ces mesures n'apaisèrent toutefois pas les Taiwanais et le Club du Nouveau Peuple lança en 1921 une pétition, soumise au Parlement japonais, pour l'établissement d'un parlement à Taiwan³²⁷. Devant cet échec de la conciliation, Den recourut à la coercition : ordre fut donné aux employeurs de l'île de licencier les membres ou soutiens du mouvement pour l'établissement d'un parlement, et les réunions publiques sur ce thème durent se dérouler en présence de la police³²⁸. Le mouvement se perpétua cependant, malgré les arrestations policières qui s'ensuivirent, mais il ne choisit pas la lutte armée et s'éteignit finalement au milieu des années trente, après avoir accepté la réforme d'octobre 1934 appliquée en 1935, suivie par l'arrivée d'un gouverneur général militaire en 1936. Avec cette réforme, les conseils municipaux et provinciaux acquirent une fonction de décision et non plus seulement de conseil. En outre, la moitié des conseils serait élue. De nombreuses limites à ces droits apparaissaient cependant : une moitié des membres de chaque conseil restait nommée par le gouverneur général ou par les gouverneurs provinciaux ; le droit de vote était limité à ceux qui payaient une taxe de propriété et une taxe d'habitation d'au moins cinq yens par an ; les conseils provinciaux ne pouvaient se réunir que dix jours par an³²⁹.

On constate enfin au cours des années 1920 puis 1930 une diminution sensible des révoltes en faveur de mouvements de protestation plus pacifiques³³⁰ : entre 1895 et 1920, 8200 personnes étaient arrêtées annuellement au motif de tentative de

³²⁷ Edward I-te Chen, « Formosan Political Movements Under Japanese Colonial Rule, 1914-1937 », *op. cit.*, p.487. De 1921 à 1934, cette pétition fut déposée chaque année au Parlement japonais.

³²⁸ *Ibid.*, p.487-488.

³²⁹ *Ibid.*, p.494 et Edward I-te Chen, « Japanese Colonialism in Korea and Formosa... », *op. cit.*, p.149-150.

³³⁰ A l'exception du sanglant incident de Musha : le 27 octobre 1930, 134 Japonais et 2 Taiwanais furent tués par un groupe d'aborigènes lors de la journée annuelle des sports à Musha. Cet incident choqua profondément les Japonais, d'autant plus qu'il s'était déroulé dans un territoire aborigène modèle et que l'attaque avait été préméditée. La répression du gouvernement japonais fut particulièrement violente et plusieurs centaines d'aborigènes furent tués, dans Leo T. S. Ching, *Becoming Japanese. Colonial Taiwan and the Politics of Identity Formation*, *op. cit.*, p.138 et 228.

renversement du gouvernement ; ce chiffre se réduisit dans les années vingt à 6500 arrestations par an, pour tomber finalement à 3450 arrestations par an dans les années trente³³¹. Le gouvernement colonial tolérait même une relative liberté de la presse, avec la publication de journaux comme le *Taiwan Shin Mimpo* qui demandait que Taiwan soit traitée comme les autres départements japonais ou que la culture et l'identité des Taiwanais soient préservées³³².

Au final, la politique coloniale entre 1919 et 1936 se caractérise par une tentative d'assimilation : le *dōka*. Nous en avons déjà expliqué dans la première partie les grandes lignes : une japonisation des peuples colonisés au nom de similitudes culturelles et raciales, mais sans offrir les mêmes droits qu'aux Japonais de naissance. Le *dōka* surgit à Taiwan dans un double contexte : la montée des revendications des Taiwanais d'une part, que l'on a déjà analysée ; et le climat international après la Première Guerre mondiale, peu propice au colonialisme et où le Japon voulait se différencier des puissances coloniales occidentales en affirmant la particularité du colonialisme japonais assimilateur³³³. L'arrivée de Hara au pouvoir déclencha alors le *dōka*, qui continuera sur sa lancée jusqu'en 1936. Au niveau politique, outre les réformes importantes étudiées précédemment qui tendirent à aligner plus profondément la colonie sur la métropole au niveau légal, le *dōka* repose surtout sur le système éducatif. Le premier collège avait été autorisé en 1915 sous la pression des Taiwanais. En 1918 et 1919, le système avait été élargi et diversifié avec l'apparition d'écoles spécialisées pour répondre aux besoins des entreprises coloniales, et, pour la première fois, le système scolaire taiwanais avait été unifié et coordonné. Cette réforme suscita de vaines protestations dans l'équipe du gouverneur général, qui mettait en avant les difficultés et les dangers de changer trop rapidement les Taiwanais. En 1920 toutefois, seulement 25% des Taiwanais en âge d'aller à l'école

³³¹ Denny Roy, *Taiwan: A political history*, *op. cit.*, p.47.

³³² *Ibid.*, p.45 et Ping-Hui Liao, « Print Culture and the Emergent Public Sphere in Colonial Taiwan, 1895-1945 », dans Ping-Hui Liao et David Der-Wie Wang (dir.), *op. cit.*, p.91.

³³³ Leo T. S. Ching, *Becoming Japanese. Colonial Taiwan and the Politics of Identity Formation*, *op. cit.*, p.103.

fréquentaient effectivement les écoles publiques³³⁴. La vraie réforme vit le jour en 1922, sous le mandat de Den. Elle fut présentée comme un décret d'intégration et de traitement égalitaire. Les prestigieuses écoles primaires japonaises, réservées aux citoyens japonais de Taiwan, étaient à présent ouvertes aux Taiwanais parlant le japonais avec aisance. Les programmes des écoles taiwanaises se rapprochèrent en outre de ceux des écoles japonaises de l'île. Les collèges et les lycées de Taiwan furent ouverts à tous, Japonais comme Taiwanais. Enfin, une université fut inaugurée dans la colonie en 1928, complétant le système éducatif local. Si les écoles post-élémentaires continuèrent d'être dominées par les Japonais de l'île, le nombre de Taiwanais dans celles-ci augmenta³³⁵.

Sur le plan économique enfin, la période 1919-1936 connut une intensification de la modernisation agricole et des infrastructures, même si, au début des années trente, Taiwan restait encore une colonie classique, productrice et exportatrice de denrées alimentaires³³⁶. Après les « révoltes du riz » au Japon en 1918, la production de riz s'était accélérée dans la colonie afin de répondre aux besoins de la métropole³³⁷. Le développement d'industries non agricoles était très restreint par les autorités coloniales qui ne voulaient pas concurrencer les industries de la métropole. Mais, après la crise de 1929, ce schéma commença à changer, avec le lancement de plans d'industrialisation ; cela ne devint cependant une priorité qu'à la fin des années trente, à cause de la guerre, comme nous le verrons par la suite³³⁸.

³³⁴ 39% des garçons et 9% des filles, dans E. Patricia Tsurumi, « Colonial Education in Korea and Taiwan », *op. cit.*, p.287-288.

³³⁵ *Ibid.*, p.289-291.

³³⁶ Les denrées alimentaires composaient 87% des exportations de l'île entre 1930 et 1935. Elles constituaient également 71% des biens manufacturés produits à Taiwan entre 1926 et 1928, dans Samuel Pao-San Ho, « Colonialism and Development: Korea, Taiwan and Kwantung », *op. cit.*, tables 3 et 4.

³³⁷ Le riz taiwanais et coréen bon marché provoqua le mécontentement des paysans japonais au début des années trente. Ils demandèrent au gouvernement de taxer le riz des colonies. Le gouvernement refusa mais accepta d'abandonner les investissements servant à accroître la production coloniale. Cela eut cependant peu de répercussions à Taiwan, les infrastructures étant déjà en place, dans *Ibid.*, p.363-364.

³³⁸ Mark R. Peattie, « Introduction », *op. cit.*, p.32-33 et Samuel P.S. Ho, « The Economic Development of Colonial Taiwan: Evidence and Interpretation », *op. cit.*, p.421.

On constate ainsi que la séparation effectuée par les spécialistes entre la période des gouverneurs généraux militaires (1895-1919) et la période des gouverneurs généraux civils (1919-1936) correspond effectivement à deux époques distinctes dans la politique coloniale japonaise à Taiwan. Si la première s'explique bien par une perspective inspirée de la théorie moderniste, la deuxième n'entre plus dans ce schéma qu'au niveau économique : sur le plan légal, on assiste à une tentative d'assimilation qui vise à étouffer les revendications des colonisés et à affirmer les différences entre la politique coloniale menée par le Japon et celle des Occidentaux ; dans le domaine politique, la fin de la deuxième époque est marquée par une légère ouverture démocratique du régime colonial, même si elle demeure très limitée et qu'une forte discrimination persiste dans l'île entre les colonisés et les colonisateurs. Les évolutions du nationalisme japonais ne jouent pas *a priori* ici un rôle majeur. On remarquera enfin que le *dōka* fournira des bases pour la constitution de la politique coloniale suivante, le *kōminka*.

II.3) Taiwan 1936-1945

En septembre 1936, l'amiral à la retraite Kobayashi Seizô était nommé gouverneur général de Taiwan. C'était le premier militaire à ce poste depuis 1919. Il resta en place jusqu'en novembre 1940, et d'autres militaires lui succédèrent jusqu'en 1945. Cette période (1936-1945) est appelée la deuxième période des gouverneurs militaires³³⁹. Cette arrivée fut accompagnée d'un certain durcissement du régime colonial, avec une pression nouvelle mise sur les médias, entraînant de fait une limitation de la liberté de la presse³⁴⁰ et la disparition quasi-complète de tout mouvement de protestation à Taiwan en 1937³⁴¹.

Kobayashi développa une politique coloniale centrée sur trois grands axes : la japonisation de l'île fondée sur la place centrale du système impérial ; l'industrialisation ; et la fortification de Taiwan comme base d'expansion vers le Sud³⁴². Cette politique, débutée en 1936, s'accéléra avec le début de la guerre contre la Chine en 1937 : Kobayashi craignait que les Taiwanais ne ressentent de la compassion envers les Chinois, et rejettent encore plus les Japonais³⁴³. Nous étudierons en détail dans cette sous-partie chacun de ces trois axes.

Pour Kobayashi,

³³⁹ Isao Kawahara, « The State of Taiwanese Culture and Taiwanese New Literature in 1937: Issues on Banning Chinese Newspaper Sections and Abolishing Chinese Writings », dans Ping-Hui Liao et David Der-Wie Wang (dir.), *op. cit.*, p.129.

³⁴⁰ *Ibid.*, p.131.

³⁴¹ Pour Wang, les Taiwanais se sont, au cours des décennies de gouvernement japonais, dirigés vers des mouvements de protestation non violents. Lorsque le régime s'est durci en 1936, ils avaient perdu l'habitude de se révolter comme lors de la période chinoise avant 1895 ou lors des débuts du colonialisme japonais, dans Tay-Sheng Wang, *Legal Reform in Taiwan under Japanese Colonial Rule, 1895-1945: The Reception of Western Law*, *op. cit.*, p.138.

³⁴² Soeya, Yoshihide, « Taiwan in Japan's Security Considerations », *The China Quarterly*, vol.165, 2001, p.132.

³⁴³ Gotô Ken'ichi, « Japan's Southward Advance and Colonial Taiwan », *op. cit.*, p.29. Il faut noter qu'après le début de la guerre contre la Chine, le gouvernement japonais laissa la possibilité aux Chinois ethniques qui le voulaient de repartir, ce que 46000 d'entre eux ont fait, dans Denny Roy, *Taiwan: A political history*, *op. cit.*, p.52. Le gouvernement colonial voulait sans doute se débarrasser ainsi de Taiwanais pro-chinois qui auraient pu par la suite causer des problèmes dans la colonie.

[...] les Japonais et les Taiwanais sont tous les enfants de l'empereur. Il n'y a pas de grande différence entre leurs habilités. Et comme il y a toute une série d'îles reliant les deux endroits, je pense certainement que toutes les politiques discriminatoires qui font des distinctions entre les Japonais et les insulaires devraient être enlevées. Ma stratégie principale va être que Taiwan et le Japon ne fassent qu'un. Pour cela, nous devons promouvoir l'éducation, renforcer le système d'éducation obligatoire, créer de nouveaux organes pour formuler des règles locales autonomes, et faire un effort pour qu'ils deviennent nos égaux au niveau spirituel et intellectuel³⁴⁴.

C'est sur ces bases que se forma le premier axe, sans doute le plus important, de la nouvelle politique coloniale japonaise à Taiwan : le *kôminka*, qui signifie littéralement « transformer (les colonisés) en sujets impériaux ». L'objectif du *kôminka* était de faire des colonisés de « vrais Japonais », pas seulement en paroles mais aussi en esprit. Le *kôminka* s'articule en quatre points³⁴⁵ : la réforme religieuse, le mouvement de la langue nationale, la campagne de changement de nom, et le recrutement de volontaires militaires.

La réforme religieuse constituait un point important du *kôminka*. Son objectif était de promouvoir la religion japonaise d'Etat, le Shinto³⁴⁶, aux dépens des religions locales. A Taiwan, le nombre de temples japonais (*jinja*) augmenta fortement : 38 des 68 *jinja* furent construits dans la colonie entre 1937 et 1943. Les Taiwanais étaient également encouragés à visiter ces temples. Il leur était conseillé d'avoir chez eux un autel (*kamidana*) et les autorités s'attendaient à ce qu'ils vénèrent tous les matins les amulettes en papier (*taima*) du temple d'Ise qui avaient été distribuées³⁴⁷. Dans le même temps, les autorités tentèrent d'étouffer les religions traditionnelles des colonisés, mélange de bouddhisme, de taoïsme et de croyances populaires : les

³⁴⁴ Isao Kawahara, « The State of Taiwanese Culture and Taiwanese New Literature in 1937... », *op. cit.*, p.130.

³⁴⁵ Wan-yao Chou, « The *Kôminka* Movement in Taiwan and Korea: Comparisons and Interpretations », dans Peter Duus, Ramon H. Myers et Mark R. Peattie (dir.), *The Japanese Wartime Empire, 1931-1945*, Princeton : Princeton University Press, 1996, p.41.

³⁴⁶ Officiellement, le Shinto ne redevint religion officielle d'Etat qu'en 1940. Mais, comme on l'a constaté dans la première partie, même avant 1940 son influence s'étendait au delà de son rôle administratif officiel.

³⁴⁷ Officiellement, en 1941, 7 foyers taiwanais sur 10 avaient de telles amulettes, même s'il est peu probable qu'ils leur vouassent effectivement un culte, dans Wan-yao Chou, « The *Kôminka* Movement in Taiwan and Korea: Comparisons and Interpretations », *op. cit.*, p.46.

pratiques funéraires chinoises, par exemple, furent qualifiées d'impures et la population fut encouragée à adopter la crémation ou les rites funéraires Shinto³⁴⁸. On alla jusqu'à la destruction de temples, mais ce type d'action provoqua de vives réactions de la population et même de la Diète japonaise et fut abandonné avec le départ de Kobayashi en 1940³⁴⁹.

Le deuxième point du *kôminka* est la promotion de la langue japonaise. Depuis le *dôka* déjà, l'étude du japonais avait été valorisée et les programmes scolaires uniformisés accordaient une moins grande place au chinois. Mais en 1937, le chinois disparut complètement au profit du japonais : le 1^{er} avril 1937, les sections en chinois des journaux taiwanais furent supprimées, à une époque où seulement un tiers des Taiwanais maîtrisait le japonais ; de même, l'édition de livres en chinois cessa presque totalement ; enfin, les cours en chinois furent retirés du cursus scolaire. L'emploi des langues locales fut déconseillé, voire interdit occasionnellement dans certains lieux publics, mais l'utilisation quotidienne par les colonisés d'une langue autre que le japonais ne fut jamais sanctionnée. Dans le même temps, l'Alliance pour l'intégration de Taiwan (*Taiwan kyôka rengôkai*) mobilisa tous les groupes culturels et civiques à travers la colonie pour promouvoir des directives sur l'utilisation du japonais à la maison, dans les villes et les villages, l'organisation de groupes de langue japonaise... Un programme, les Familles de langue nationale (*kokugo katei*), fut créé en 1937 pour avantager les familles pouvant prouver qu'elles parlaient le japonais à la maison : la famille recevait alors une tablette et elle obtenait des facilités pour les admissions dans les écoles, au travail et sur le plan social³⁵⁰. Le taux d'alphabétisation en japonais passa ainsi de 29,7% en 1935 à 51% en 1940³⁵¹. La langue était perçue par le gouvernement colonial comme la base du patriotisme³⁵².

³⁴⁸ *Ibid.*, p.45-46 et Denny Roy, *Taiwan: A political history*, *op. cit.*, p.43.

³⁴⁹ En 1940, le nombre de temples des religions locales avait diminué d'un tiers, dans Wan-yao Chou, « The *Kôminka* Movement in Taiwan and Korea: Comparisons and Interpretations », *op. cit.*, p.46.

³⁵⁰ *Ibid.*, p.51-52 et 54, et Isao Kawahara, « The State of Taiwanese Culture and Taiwanese New Literature in 1937... », *op. cit.*, p.132-136.

³⁵¹ Et même jusqu'à 71% en 1944 d'après certaines estimations, dans Shiaw-Chian Fong, « Hegemony and Identity in the Colonial Experience of Taiwan, 1895-1945 », *op. cit.*, p.174. Cependant, d'après

Le troisième point du *kôminka*, la campagne de changement de nom (*kaiseimei*), eut plus de succès en Corée qu'à Taiwan. En février 1940, les gouvernements-généraux de Taiwan et de la Corée proclamèrent simultanément de nouvelles règles concernant l'enregistrement des foyers. Celles-ci offraient la possibilité légale aux colonisés de remplacer leur nom original par un nom japonais, afin qu'ils puissent devenir de vrais Japonais. Dans le discours colonial propagandiste, la justification de cette campagne à Taiwan était double : d'une part, cela entraînait dans le cadre de la politique d'assimilation prônée depuis toujours par le gouvernement colonial taiwanais ; d'autre part, cela répondait à un souhait des Taiwanais : d'après le gouvernement japonais, les Taiwanais avaient montré, durant la guerre contre la Chine, un « esprit » de sujets impériaux et nombre d'entre eux souhaitaient à présent porter des noms japonais. La demande de changement de nom devait être effectuée par le chef du foyer et s'appliquerait à tous les membres du foyer, à condition que tous parlent japonais et s'efforcent d'être de bons sujets impériaux remplis d'« esprit public ». À l'inverse de la Corée et bien qu'il y eût des pressions sur certaines figures publiques taiwanaises pour qu'elles changent leur nom, cela ne fut jamais obligatoire à Taiwan³⁵³. Le choix du nouveau nom connaissait certaines restrictions : il ne fallait pas que ce soit le nom d'un empereur ; ni le nom d'une personnalité historique célèbre ; ni un surnom indiquant les origines géographiques du nom chinois précédemment porté par le demandeur³⁵⁴ ; ni un nom inapproprié comme celui d'une figure contemporaine importante ou un nom excentrique. La campagne ne rencontra finalement qu'un maigre succès : fin 1941, seul 1% des colonisés avait changé de

Chou, ces chiffres étaient optimistes et avaient tendance à classer comme parlant le japonais des personnes qui, dans les faits, le comprenaient à peine, dans Wan-yao Chou, « The *Kôminka* Movement in Taiwan and Korea: Comparisons and Interpretations », *op. cit.*, p.50-51.

³⁵² *Ibid.*, p.50.

³⁵³ *Ibid.*, p.58.

³⁵⁴ Le changement de nom étant quelque chose de particulièrement humiliant dans la culture chinoise, une personne changeant de nom tentera, dans la mesure du possible, que son nouveau nom ait un rapport avec l'ancien, en essayant notamment de le garder intact dans sa forme écrite – chose rendue possible par l'utilisation courante de noms géographiques comme nom de famille en chinois comme en japonais et par la similitude de nombreux caractères dans les deux langues, dans *Ibid.*, p.56-57.

nom, et 2% en 1942. En 1944, le gouvernement colonial supprima les conditions restrictives au changement mais en 1945, on estime que seulement 7% des colonisés avaient changé de nom³⁵⁵.

Le dernier point du *kôminka* est le programme des volontaires militaires (*shiganhei seidô*). Dès 1937 avec le début de la guerre contre la Chine, le gouvernement colonial recruta des Taiwanais comme porteurs de fournitures pour les militaires ou comme traducteurs. En outre, devant le manque d'hommes au Japon à cause de la guerre, de nombreux Taiwanais furent envoyés dans la métropole pour travailler dans les usines ou dans le bâtiment : en 1943, il y avait ainsi près de 150000 Taiwanais sur le territoire japonais³⁵⁶. Le programme des volontaires militaires ne fut mis en œuvre qu'en 1942, soit 4 ans après celui de la Corée. Il connut un certain succès, avec 14% de demandes dans la population masculine totale en 1942, et encore plus en 1943³⁵⁷. La réussite de ce programme, dernière étape du *kôminka*, s'explique certes par une part de contrainte (présente dans les faits même si non légale), mais aussi par le succès des étapes précédentes du *kôminka* et par la forte propagande qui accompagna ce programme, les volontaires étant présentés comme des modèles et des héros³⁵⁸. Il fut abandonné en janvier 1945 avec l'entrée en vigueur à Taiwan de la conscription³⁵⁹.

On notera enfin que le gouvernement colonial de Kobayashi favorisa les campagnes pour décourager certaines pratiques apparaissant comme trop chinoises, par exemple certaines coupes de cheveux des hommes ou les habitudes vestimentaires. Il supprima en outre à Taiwan le théâtre traditionnel local chinois, qui critiquait parfois les

³⁵⁵ *Ibid.*, p.56-57.

³⁵⁶ Ching-chih Chen, « Police and Community Control Systems in the Empire », *op. cit.*, p.232 et John Lie, *Multiethnic Japan*, *op. cit.*, p.104.

³⁵⁷ Même si certains se présentaient en sachant qu'ils allaient être recalés à cause de leur âge ou de leur mauvaise santé, dans Wan-yao Chou, « The *Kôminka* Movement in Taiwan and Korea: Comparisons and Interpretations », *op. cit.*, p.64.

³⁵⁸ *Ibid.*, p.64-65.

³⁵⁹ Ching-chih Chen, « Police and Community Control Systems in the Empire », *op. cit.*, p.233.

colonisateurs dans leurs représentations, pour le remplacer par le *kamishibai*, un théâtre de papier japonais³⁶⁰.

Le *kôminka* apparaît ainsi comme bien plus qu'une continuation du *dôka* : plus qu'une simple transformation politique ou économique, le *kôminka* touche à la culture et à l'identité mêmes. Durant le *dôka*, la culture constitua une importante forme d'expression politique, que ce soit par le théâtre, les romans ou les médias, qui ne s'alignaient pas sur la tentative de politique d'assimilation du gouvernement. Le *dôka* agissait dans les domaines légaux et éducatifs, comme on l'a constaté dans la sous-partie précédente : le gouvernement colonial tentait, par ces mesures, d'inculquer l'identité japonaise aux Taiwanais. Le *kôminka*, au contraire, place la japonisation du côté des colonisés : ce sont par leurs actes quotidiens que les colonisés acquerront l'identité japonaise. Il suscite un conflit d'identité et remplace la culture locale par la culture japonaise³⁶¹.

Le *kôminka* peut apparaître comme une tentative de rattachement à la nation japonaise selon une perspective ethno-symboliste. Il transforme en effet plusieurs éléments intrinsèques de la nation³⁶² pour qu'ils deviennent conformes à ceux de la nation japonaise :

- L'auto-définition : en changeant les noms et la langue des Taiwanais en ses équivalents japonais, il touche à l'identité même des Taiwanais, à la façon dont ils se définissent et se positionnent par rapport aux autres. L'identité chinoise ancienne est mise en conflit avec l'identité coloniale nouvelle.
- Les mythes et traditions : le *kôminka* impose le Shinto, avec toute son histoire et ses mythes, forçant à l'adoption de son culte et à son introduction dans chaque foyer.

³⁶⁰ Denny Roy, *Taiwan: A political history*, *op. cit.*, p.43 et Isao Kawahara, « The State of Taiwanese Culture and Taiwanese New Literature in 1937... », *op. cit.*, p.130.

³⁶¹ Leo T. S. Ching, *Becoming Japanese. Colonial Taiwan and the Politics of Identity Formation*, *op. cit.*, p.90-97 et 125.

³⁶² Cf. Anthony D. Smith, « The genealogy of nations: An ethno-symbolic approach », dans Atsuko Ichijo et Gordana Uzelac (dir.), *op. cit.*, p.97-98. Il manque dans cette liste la territorialisation que l'on ne peut guère appliquer au *kôminka*.

- La culture publique : en abolissant les théâtres chinois traditionnels pour les remplacer par des théâtres japonais, en durcissant la censure dans les journaux et en supprimant les livres et journaux en chinois, le gouvernement colonial modifie la culture publique classique, élément de refuge de la période du *dōka*, pour la conformer à un modèle plus japonais.
- La standardisation légale : cette dernière fut effectuée pendant la période du *dōka*. Elle se renforce cependant en favorisant l'engagement volontaire dans l'armée et l'adoption de noms japonais.

Le *kōminka* permet ainsi une japonisation plus profonde que le *dōka*, ce qui explique le succès partiel du projet : les Taiwanais nés dans les années vingt ayant reçu une éducation à la japonaise se sentaient plus Japonais que Chinois³⁶³ et, n'eût été la brièveté du *kōminka* et les privations de la guerre lors des dernières années de la période coloniale, l'entreprise de japonisation aurait sans doute pu prendre racine plus durablement³⁶⁴.

Le deuxième axe de la politique coloniale de Kobayashi fut l'industrialisation de Taiwan. Dès 1934, le chef de bureau du ministère colonial Koriyama Satoru relevait, après la crise de 1929, l'incapacité des nations à développer un ordre économique interdépendant après la Première Guerre mondiale, et la tendance vers l'autarcie. Le Japon devait donc créer son propre bloc économique, centré sur ses colonies, pour assurer sa survie économique³⁶⁵. Taiwan et la Corée seraient alors des outils pour atteindre l'autosuffisance industrielle du Japon. En examinant attentivement les chiffres de l'industrialisation à Taiwan durant les années trente, on constate en effet quelques changements. Le gouvernement japonais investit fortement dans l'industrie minière et l'emploi dans ce secteur augmenta de 81% entre la période de 1930-1934

³⁶³ Gotō Ken'ichi, « Japan's Southward Advance and Colonial Taiwan », *op. cit.*, p.40.

³⁶⁴ A l'instar d'Okinawa, indépendant durant quatre siècles mais à présent département discriminé du Japon d'après Fong Shiaw-Chian, dans Shiaw-Chian Fong, « Hegemony and Identity in the Colonial Experience of Taiwan, 1895-1945 », *op. cit.*, p.179.

³⁶⁵ Mark R. Peattie, « Japanese Attitudes Toward Colonialism, 1895-1945 », *op. cit.*, p.120.

et celle de 1935-1939. Cependant, la colonie possédant peu de ressources naturelles, la production minière n'augmenta que de 31%. D'autre part, un grand plan de production de métal fut lancé à Taiwan, de telle sorte qu'elle s'accrut de 10% par an entre 1927 et 1939³⁶⁶. Ce plan finit par porter ses fruits au début des années quarante, l'aluminium devenant en termes de production le deuxième produit industriel de l'île derrière le sucre³⁶⁷. Au début des années quarante, le gouvernement japonais envisagea aussi de transférer sur l'île certaines industries légères pourvoyeuses de main d'œuvre, comme le textile, afin que la métropole puisse se consacrer aux industries lourdes. Mais le début de la Deuxième Guerre mondiale arrêta ce programme avant qu'il ne porte ses fruits³⁶⁸. Dans le domaine agricole, après la période faste de 1920-1935 due aux investissements réalisés au début du 19^e siècle et alors qu'un Japon demandeur de nourriture réalisait des investissements dans la colonie, la période de 1935-1940 correspondit à une stagnation agricole, avec une augmentation annuelle inférieure à 1%³⁶⁹.

Toutefois, ce qui reste le plus marquant est l'absence de grand changement au niveau de la structure économique de Taiwan. Sur le plan industriel, la production ne varie que très peu entre 1926-1928 et 1938-1940 : la part des denrées alimentaires passe de 71 à 73% ; les produits chimiques de 13 à 11% ; les métaux de 4 à 5% ; le reste, négligeable, n'évolue pas³⁷⁰. En ce qui concerne les travailleurs, les nouveaux emplois qualifiés bénéficient surtout aux immigrants venus de la métropole, de sorte qu'en 1940, 61,5% des Taiwanais travaillent toujours dans l'agriculture, contre 15%

³⁶⁶ Cette augmentation annuelle semble importante mais il convient de la relativiser au vu de la faiblesse de l'industrialisation taiwanaise avant 1936, dans Samuel P.S. Ho, « The Economic Development of Colonial Taiwan: Evidence and Interpretation », *op. cit.*, p.422.

³⁶⁷ Samuel Pao-San Ho, « Colonialism and Development: Korea, Taiwan and Kwantung », *op. cit.*, p.366-367.

³⁶⁸ *Ibid.*, p.351.

³⁶⁹ Ramon H. Myers et Yamada Saburô, « Agricultural Development in the Empire », dans Ramon H. Myers et Mark R. Peattie (dir.), *op. cit.*, table 4.

³⁷⁰ Samuel Pao-San Ho, « Colonialism and Development: Korea, Taiwan and Kwantung », *op. cit.*, table 4.

dans le secteur industriel (14% en 1930)³⁷¹. Les industries locales continuent en outre comme auparavant de bénéficier exclusivement à la métropole et demeurent en dehors de l'économie locale. On relève ainsi durant les années trente à Taiwan un double système : d'une part un petit nombre de grandes sociétés japonaises qui se partagent la quasi-totalité de la production et des capitaux ; d'autre part beaucoup de petites sociétés sous-capitalisées intégrées dans le marché local³⁷². Malgré le discours très volontariste de Kobayashi, on constate donc peu de changement dans la politique d'industrialisation de l'île ; à la fin des années trente, Taiwan restait une économie essentiellement agricole³⁷³ : lancé dans une semi-économie de guerre en 1937, le Japon préféra concentrer ses investissements dans l'industrie lourde ou sur des territoires plus riches en ressources comme la Mandchourie. Cette préférence s'explique assez aisément pour les modernistes : la modernisation d'une colonie n'a d'intérêt que dans la mesure où elle profite à la métropole, cette dernière restant l'élément essentiel pour les nationalistes. A partir du moment où cette modernisation présente plus d'inconvénients que d'avantages, où la colonie ne sert plus de modèle sur le plan international et où les investissements sont requis ailleurs, il n'y a pas d'intérêt à la poursuivre, même si l'on peut continuer à diffuser un discours inverse pour des raisons idéologiques et à des fins de propagande.

La consolidation de Taiwan comme base d'expansion vers le sud constitue le troisième axe de la politique coloniale de Kobayashi. Sous les gouverneurs civils, cette politique ne connut pas de développement spectaculaire. L'arrivée d'un amiral à la retraite changea la donne : la marine japonaise voyait depuis longtemps Taiwan comme la clé du sud du Japon³⁷⁴, et c'était déjà elle qui, en 1895, avait insisté pour récupérer l'île. Mais si, dès 1935, les rapports de la section de recherche du

³⁷¹ Samuel P.S. Ho, « The Economic Development of Colonial Taiwan: Evidence and Interpretation », *op. cit.*, p.423-424.

³⁷² *Ibid.*, p.368.

³⁷³ Samuel P.S. Ho, « The Economic Development of Colonial Taiwan: Evidence and Interpretation », *op. cit.*, p.439.

³⁷⁴ Gotô Ken'ichi, « Japan's Southward Advance and Colonial Taiwan », *op. cit.*, p.23.

gouvernement colonial à Taiwan soutinrent l'idée de Taiwan comme base d'expansion vers le sud³⁷⁵, le renforcement des équipements et des unités de réserve dans l'île ne fut planifié qu'en août 1940, dans la foulée de l'annonce sur la Sphère de co-prospérité de la grande Asie³⁷⁶. Taiwan, grâce à son expérience acquise à travers le *kôminka*, serait particulièrement utile dans la construction d'une société pan-asiatique, menée par un Japon divin qui aurait libéré les autres peuples frères d'Asie du joug colonial occidental³⁷⁷. Le gouvernement assigna en outre en décembre 1940 à la section de recherche de l'armée taiwanaise la tâche d'effectuer des investigations et des expérimentations sur les éléments directement nécessaires à la campagne militaire dans le Sud³⁷⁸. En juin 1941, Taiwan reçut pour mission d'accroître son industrialisation dans les produits reliés à l'armement (notamment les produits chimiques) et de construire de nouvelles bases aériennes³⁷⁹. En septembre 1942, Taiwan et la Corée furent transférées du ministère des Affaires coloniales (qui disparaît) au ministère des Affaires intérieures, alors que dans le même temps fut créé un ministère des Affaires de la grande Asie de l'Est pour gérer les autres colonies et les territoires nouvellement conquis³⁸⁰. Finalement en 1945, alors que la défaite se profilait, que le Japon n'avait plus le contrôle des airs et ne pouvait plus accéder librement à Taiwan, celle-ci fut intégrée au territoire japonais, élevée au rang de département et huit sièges furent accordés aux Taiwanais à la Diète³⁸¹.

³⁷⁵ *Ibid.*, p.27.

³⁷⁶ La sphère de co-prospérité (*Dai Tōa Kyōeiken*) était présentée comme une association à venir entre Etats asiatiques indépendants qui permettrait de développer les économies asiatiques d'une façon plus harmonieuse que l'ancien pacte colonial à travers des échanges exclusifs nord-sud avec le Japon, dans Jacques Gravereau, *Le Japon : L'ère de Hirohito*, Coll. « Notre siècle », Paris : Imprimerie Nationale, 1988 et 1990, p.82.

³⁷⁷ Eiji Oguma, « Human Sciences and National Identity in Modern Japan: Who Defined the 'Japanese Tradition'? », *op. cit.*, p.246 et Mark R. Peattie, « Japanese Attitudes Toward Colonialism, 1895-1945 », *op. cit.*, p.123.

³⁷⁸ Gotō Ken'ichi, « Japan's Southward Advance and Colonial Taiwan », *op. cit.*, p.32.

³⁷⁹ Caroline Ts'ai Hui-Yu, « Shaping Administration in Colonial Taiwan, 1895-1945 », dans Ping-Hui Liao et David Der-Wie Wang (dir.), *op. cit.*, p.113.

³⁸⁰ Gotō Ken'ichi, « Japan's Southward Advance and Colonial Taiwan », *op. cit.*, p.33.

³⁸¹ Denny Roy, *Taiwan: A political history*, *op. cit.*, p.52.

Cette volonté d'expansion vers le sud, au-delà de la justification idéologique de création d'une sphère de pays proches historiquement, économiquement et au niveau de la race, répondait essentiellement à un besoin de matières premières. Les Japonais remplacèrent les Occidentaux en Asie du Sud-Est mais gardèrent en fait la même politique coloniale d'exploitation³⁸². Taiwan, de par sa position géographique, devenait un point de passage obligé, ce qui nécessitait un renforcement de certaines infrastructures aériennes et militaires. Tout cela semble très logique du point de vue de la théorie moderniste, selon laquelle la métropole cherche de nouvelles colonies pour poursuivre et accélérer sa propre modernisation.

La rhétorique du nationalisme traditionaliste parvint à Taiwan vers la fin des années trente : en 1938, une publication officielle du gouvernement-général de Taiwan attribua les résultats de la performance coloniale japonaise à l'esprit de la Voie impériale (*Kôdô seishin*) qui, d'après le rédacteur, signifiait l'amour maternel du Japon pour ses enfants³⁸³. On retrouve ici l'idée, analysée dans la première partie, de Taiwan considérée comme un enfant adopté. Les trois axes de Kobayashi peuvent donc difficilement s'expliquer par une seule théorie du nationalisme : la théorie ethno-symboliste semble la plus adéquate pour analyser le *kôminka* ; la théorie moderniste reste la plus pertinente pour étudier le discours sur le renouveau de la politique d'industrialisation, mais sans réelle application concrète, de même que l'idée d'expansion vers le sud et de sphère de co-prospérité. Enfin, la théorie primordialiste éclaire la justification de tout cela, c'est-à-dire intégrer pleinement l'enfant taiwanais et réaliser l'union des peuples frères asiatiques en vertu de la supériorité de la race divine japonaise.

³⁸² Peter Duus, « Japan's Wartime Empire: Problems and Issues », dans Peter Duus, Ramon H. Myers et Mark R. Peattie (dir.), p.xxxiii-xxxiv.

³⁸³ Mark R. Peattie, « Japanese Attitudes Toward Colonialism, 1895-1945 », *op. cit.*, p.122.

On constate ainsi que les cinquante années de domination coloniale japonaise à Taiwan peuvent effectivement se diviser en trois périodes distinctes. La première (1895-1919) est axée sur la modernisation et la théorie moderniste l'analyse adéquatement. La seconde (1919-1936), si elle reste dans le même schéma au niveau économique, se différencie sur les plans légaux et éducatifs par une tentative d'assimilation imparfaite. Mélange curieux au premier abord et qui ne correspond pas à ce que prévoyait notre hypothèse : nous tenterons de comprendre pourquoi dans la partie suivante. La troisième période enfin (1936-1945), surtout centrée sur le *kôminka*, s'explique essentiellement par la théorie ethno-symboliste, teintée de quelques aspects modernistes.

Le nationalisme au Japon et la politique coloniale japonaise à Taiwan ayant été clairement décrits, nous examinerons dans la partie suivante dans quelle mesure ces éléments peuvent se recouper et si le premier eut réellement une influence déterminante sur le second.

III) Comment expliquer le changement de la politique coloniale à Taiwan ?

Nous confronterons dans cette dernière partie les éléments des deux premières afin de répondre à notre problématique initiale : évaluer la pertinence de plusieurs approches théoriques du nationalisme pour mieux comprendre certains aspects de la politique coloniale japonaise à Taiwan, et notamment le changement de cette politique en 1936. Mais avant d'examiner cette question, nous présenterons des explications de ce changement qui n'utilisent pas l'angle nationaliste, afin d'apprécier leurs atouts et leurs faiblesses, et de comprendre la nécessité d'apporter un éclairage supplémentaire.

III.1) Les explications classiques du changement de la politique coloniale japonaise

On peut regrouper les explications sur le changement de la politique coloniale japonaise à Taiwan en 1936 en deux grandes catégories : les facteurs externes et les facteurs internes à Taiwan.

On relève trois facteurs externes : le contexte économique et militaire ; le contexte social et culturel ; l'influence des autres colonies.

Comme on l'a constaté auparavant, dès le début des années trente, les dirigeants japonais commencent à réfléchir à la mise en œuvre d'une politique autarcique. Depuis la crise de 1929, la situation économique internationale est mauvaise, le protectionnisme augmente et les grandes puissances se replient sur leur bloc colonial. Après deux années sombres au niveau commercial (1930 et 1931), les exportations japonaises recommencent à croître en 1932. Mais la structure et la destination de ces exportations ont changé : tandis qu'en 1925, elles se composaient à 70% de textiles ; en 1935, les textiles n'atteignent plus que 51%³⁸⁴, au profit des produits chimiques pour 10% (+4%), des métaux et produits du métal pour 8% (+5%) et des machines pour 7% (+5%) ; et alors qu'en 1929, les parts de marché progressaient de la même manière en Asie et dans les Amériques (+4% environ), à partir de 1932, l'Asie devint le marché principal, loin devant tous les autres (l'Asie représentant en moyenne deux tiers de l'augmentation des exportations entre 1932 et 1937). Au sein même de ce marché, on assiste à un changement de structure : l'Inde, marché important pour le Japon en 1932, ferma ses frontières l'année suivante à cause de mesures protectionnistes anglaises ; l'augmentation des exportations vers les colonies et la

³⁸⁴ Et au sein même des textiles, un changement s'opère : en 1925, la soie occupait 41% des exportations contre 27% pour les tissus en coton, 8% pour les fils de coton et 16% pour les autres (tissus synthétiques essentiellement) ; en 1935, la soie ne comptait plus que 24 % pour des exportations contre 33% pour les tissus en coton, 3% pour les fils de coton et 40% pour les autres, dans Mariko Hatase, « Devaluation and Exports in Interwar Japan: The Effects of Sharp Depreciation of the Yen in the Early 1930s », *Monetary and Economic Studies*, vol.20, n°3, 2002, p.150.

semi-colonie (Manchukuo), initiée en 1932, se fit encore plus forte³⁸⁵. Le passage à une semi-économie de guerre en 1937 accéléra ce processus, et la priorité de l'Empire colonial devint alors la consolidation économique de l'Empire et l'intégration totale des économies de ses colonies³⁸⁶. En effet, le Japon ne pouvait soutenir à lui seul le poids de la guerre et il nécessitait l'appui total de ses colonies : le *dōka* et sa volonté d'assimilation progressive prenaient trop de temps ; le *kōminka*, au contraire, permettait d'étendre aux colonisés les obligations des citoyens japonais et de s'assurer de leur loyauté³⁸⁷. Plus que l'idée de droits communs ou d'égalité, le *kōminka* induisait celle d'obligations communes envers l'Etat japonais³⁸⁸. Cette explication s'avère pertinente pour expliquer la date du changement de politique coloniale et l'empressement des dirigeants japonais à mettre en œuvre une politique d'intégration économique de la colonie. Il est en revanche plus difficile de comprendre comment un problème économique-militaire déboucha sur une politique d'assimilation totale comme le *kōminka*. En outre, comme on l'a vu dans la partie précédente, si l'industrialisation fut une priorité dès 1936 pour le gouverneur général Kobayashi, il fallut attendre le début des années quarante pour en voir les premiers résultats et elle ne se traduisit pas au final par de grands changements. L'assimilation culturelle fut l'élément majeur de la nouvelle politique coloniale japonaise à Taiwan à partir de 1936, ce que cette explication ne prend pas bien en compte.

Le deuxième facteur externe met au contraire en valeur l'aspect social et culturel. D'après cette analyse, la nouvelle politique coloniale résulte de la peur des autorités japonaises d'un retournement de l'opinion taiwanaise en faveur de la Chine. En effet, lorsque débute la guerre contre la Chine en 1937, les autorités japonaises estiment que l'assimilation des Taiwanais n'a pas encore été réalisée et qu'ils conservent une

³⁸⁵ *Ibid.*, p.149-152.

³⁸⁶ Mark R. Peattie, « Japanese Attitudes Toward Colonialism, 1895-1945 », *op. cit.*, p.120.

³⁸⁷ Wan-yao Chou, « The *Kōminka* Movement in Taiwan and Korea: Comparisons and Interpretations », *op. cit.*, p.42.

³⁸⁸ Mark R. Peattie, « Japanese Attitudes Toward Colonialism, 1895-1945 », *op. cit.*, p.121.

identité chinoise forte. En 1935, un rapport interne de la police coloniale estimait que :

Bien que la loi japonaise ait été établie depuis 40 ans, [les insulaires] utilisent toujours les vieilles attitudes, coutumes, langue et croyances. Il est peu probable qu'ils puissent facilement se débarrasser de leur conscience de race Han. Leurs lieux d'origine, Fukken (Fukien) et Kôtô (Canton), sont de l'autre côté du rivage et il y a de fréquentes interactions et des trafics entre les deux provinces du Sud de la Chine et Taiwan. Les insulaires considèrent le Sud de la Chine avec un grand attachement, comme la terre de leurs ancêtres. Et il est difficile de nier la difficulté à effacer leur empathie envers la Chine (*shina*) comme leur patrie (*sogoku*)³⁸⁹.

Selon cette explication, le *kôminka* vit donc le jour en 1936 pour assimiler complètement les Taiwanais et leur enlever une identité chinoise qui aurait pu causer bien des troubles au gouvernement colonial en cas de guerre contre la Chine. Le gouverneur général Kobayashi, qui craignait que la compassion des Taiwanais pour les Chinois n'entraîne un accroissement des sentiments anti-Japonais (comme nous l'avons mentionné antérieurement), laissa d'ailleurs la possibilité aux colonisés d'origine chinoise qui le voulaient de « repartir », ce que 46000 d'entre eux firent³⁹⁰. Ceci explique aussi pourquoi, excepté tout à la fin de la guerre, le gouvernement japonais n'a jamais complètement intégré Taiwan, notamment au niveau du droit de vote et de la liberté de parole. En effet, tant que les Taiwanais gardaient leur identité chinoise, une intégration aurait eu des résultats catastrophiques : la liberté de parole leur aurait ouvert une porte pour la critique du régime colonial japonais ; le droit de vote leur aurait permis d'élire des députés dont la loyauté réelle envers le Japon aurait été sujette à caution³⁹¹. Cette analyse, si elle présente l'avantage d'expliquer la raison d'être du *kôminka*, pose cependant un problème de temporalité : si c'est la peur de voir les Taiwanais sympathiser avec les Chinois qui guida la transformation de la politique coloniale, pourquoi avoir attendu si tard ? En 1931 déjà, après l'invasion de

³⁸⁹ Leo T. S. Ching, *Becoming Japanese. Colonial Taiwan and the Politics of Identity Formation*, *op. cit.*, p.59.

³⁹⁰ Gotô Ken'ichi, « Japan's Southward Advance and Colonial Taiwan », *op. cit.*, p.29 et Denny Roy, *Taiwan: A political history*, *op. cit.*, p.52.

³⁹¹ Edward I-te Chen, « The Attempt to Integrate the Empire: Legal Perspectives », *op. cit.*, p.271-272.

la Mandchourie, la situation avec la Chine était très critique et une guerre pouvait se déclencher à tout moment. Le changement de la politique coloniale à Taiwan date par ailleurs de 1936, soit avant le début de la guerre contre la Chine. Bien que la crainte de la compassion des Taiwanais ait pu jouer, elle nous semble insuffisante pour appréhender une évolution aussi profonde. La guerre contre la Chine marque clairement une étape³⁹² et eut un rôle important comme amplificateur et accélérateur du changement de la politique coloniale à Taiwan, mais cet élément nous semble insuffisant en lui-même comme détonateur, et il reste contestable chronologiquement. Le troisième facteur externe enfin concerne l'influence des autres colonies japonaises, en particulier la Corée, sur la politique coloniale à Taiwan. Comme on l'a remarqué dans la partie précédente, la Corée constituait dès le départ le principal objectif colonial des Japonais. Le Japon annexa la Corée en 1910, mais cela lui posa des problèmes autrement plus complexes que pour Taiwan : par sa dimension (la Corée était environ six fois plus étendue que Taiwan) et sa population d'abord (cinq à six fois plus d'habitants que Taiwan au moment de son annexion en 1895) ; d'intégration ensuite : à l'inverse de Taiwan, territoire chinois situé en périphérie de la Chine et transformé en province seulement en 1885, la Corée possédait, à l'époque de l'annexion, une Histoire et des traditions anciennes et même une certaine identité nationale³⁹³. En outre, après son annexion de Taiwan, le Japon avait laissé deux ans aux habitants de l'île pour choisir leur nationalité, et repartir en Chine s'ils le désiraient : 4500 (0,16% de la population) optèrent pour la nationalité chinoise³⁹⁴. Même si ce choix n'était pas viable pour la majorité des gens qui souvent n'avaient pas les moyens de recommencer une vie en Chine, les plus virulents purent repartir et les autres acceptèrent la situation avec une certaine résignation. Les Coréens, à

³⁹² Le *kôminka* à Taiwan ayant été instauré un peu avant et celui en Corée un peu après, dans Wan-yao Chou, « The *Kôminka* Movement in Taiwan and Korea: Comparisons and Interpretations », *op. cit.*, p.44-45.

³⁹³ *Ibid.*, p.44-45 et Marius B. Jansen, « Japanese Imperialism: Late Meiji Perspectives », *op. cit.*, p. 77-78.

³⁹⁴ Tay-Sheng Wang, *Legal Reform in Taiwan under Japanese Colonial Rule, 1895-1945: The Reception of Western Law*, *op. cit.*, p.211.

l'inverse, n'eurent pas cette possibilité. Dans un premier temps, forts de leur expérience coloniale acquise à Taiwan, les Japonais appliquèrent en Corée la même politique de répression/modernisation, avec cependant une répression plus dure à cause de la résistance coréenne. Cette politique et le climat international de l'époque en faveur de l'auto-détermination des peuples entraîna en mars 1919 un immense mouvement indépendantiste dans la population coréenne, le Mouvement du 1^{er} mars, auquel participèrent près de deux millions de Coréens. La réponse violente et sanglante du gouvernement colonial entraîna des protestations dans le monde et même au Japon et des critiques sur la nature oppressive du régime colonial. Hara Takashi en profita alors pour effectuer des changements dans les politiques coloniales à Taiwan et en Corée. Mais si Hara n'eut pas de difficultés à faire adopter ses réformes dans l'île, il en fut tout autrement dans la péninsule, où les militaires craignaient une insurrection et refusaient de laisser le pouvoir aux civils. La mort de Hara en 1921 arrêta le processus et, à l'inverse de ce qui se passa à Taiwan, les militaires restèrent au pouvoir pendant toute la période coloniale japonaise en Corée³⁹⁵. Ainsi, peut-on vraiment retenir ce facteur externe – l'influence des autres colonies – pour analyser la politique coloniale japonaise à Taiwan ? Si celui-ci s'avère intéressant pour le changement de la politique coloniale à Taiwan en 1919, il n'explique pas celui de 1936 : le *kôminka* fut en effet introduit à Taiwan vers la fin de l'année 1936, avec l'arrivée du gouverneur général Kobayashi ; en Corée, le *kôminka* ne vit le jour que le 2 octobre 1937, soit presque un an plus tard, avec la proclamation du « Serment comme sujet de la nation impériale » (*kôkoku shinmin no seishi*) par le gouvernement-général de Corée³⁹⁶. Enfin, certains auteurs comme Louise Young soulignent le rôle central du Manchukuo dans la vie du Japon à partir de 1931-1932³⁹⁷

³⁹⁵ Mark R. Peattie, « Introduction », *op. cit.*, p.21, Mark R. Peattie, « Japanese Attitudes Toward Colonialism, 1895-1945 », *op. cit.*, p.106 et Edward I-te Chen, « Japanese Colonialism in Korea and Formosa... », *op. cit.*, p.128.

³⁹⁶ Wan-yao Chou, « The *Kôminka* Movement in Taiwan and Korea: Comparisons and Interpretations », *op. cit.*, p.42-43.

³⁹⁷ Sandra Wilson, « Bridging the Gaps: New Views of Japanese Colonialism, 1931-1945 », *Japanese Studies*, vol.25, n°3, 2005, p.290.

mais, si cet événement eut peut-être un impact sur Taiwan par le détournement de l'intérêt et des investissements des Japonais vers la nouvelle semi-colonie, nous estimons que son influence sur le changement de la politique coloniale dans l'île en 1936 n'est pas déterminante.

Les facteurs extérieurs ne sont pas négligeables et ils contribuèrent à ce changement, mais ils ne suffisent pas en tant que tels à l'expliquer. Nous excluons également la question de l'image projetée par la politique coloniale japonaise au niveau international : en 1936, le Japon, qui avait quitté la Société des Nations et subissait le protectionnisme des puissances occidentales, était isolé. Son isolement s'accroissait encore avec son entrée en guerre contre la Chine et le boycott des produits japonais, notamment par les Etats-Unis³⁹⁸. Par ailleurs, après 40 ans de colonialisme, il était considéré comme une puissance coloniale moderne. Toutefois, si son image auprès des Occidentaux n'avait plus pour le Japon autant d'importance qu'avant, il souhaitait continuer à donner aux pays d'Asie l'illusion d'une politique coloniale différente et assimilatrice. Mais si ce facteur avait réellement compté, la politique coloniale à Taiwan dans son aspect *kôminka* aurait changé dès 1932 ou 1933, lorsque l'Asie devint clairement le marché d'avenir du Japon et que ce dernier se retrouva isolé après son départ de la SDN.

Considérons à présent les facteurs internes. Les militaires japonais donnant une moindre priorité stratégique à Taiwan par rapport à la Corée, leur rôle dans la politique coloniale de l'île était moins grand et les directives de la métropole étaient dès lors mieux suivies que dans la péninsule³⁹⁹. Cependant, sous le Titre 3 de 1919, le gouvernement colonial gardait encore nombre de prérogatives, même si elles avaient diminué, et la politique domestique conservait de fait un grand impact. Le gouverneur général jouait un rôle central : lorsqu'il arrivait en poste, de nouvelles lois et

³⁹⁸ Ayant pour impact une chute importante des exportations japonaises dans les Amériques dès 1938, dans Mariko Hatase, « Devaluation and Exports in Interwar Japan... », *op. cit.*, p.151.

³⁹⁹ Edward I-te Chen, « Japanese Colonialism in Korea and Formosa... », *op. cit.*, p.156.

réglementations étaient généralement mises en place. Il occupait en outre le plus haut rang de la bureaucratie japonaise⁴⁰⁰, à égalité avec le premier ministre, les ministres du Cabinet et le chef de la justice de la cour suprême de Tokyo. Le retour d'un militaire au pouvoir en 1936 ne pouvait donc qu'avoir une forte incidence sur la politique coloniale. On peut distinguer deux conséquences immédiates à ce retour : la politique d'expansion vers le Sud et la mise en avant de l'idéologie des militaires japonais. Nous avons déjà traité le premier point dans la partie précédente et il fut présenté par Kobayashi dès son arrivée en 1936 comme l'un des trois grands axes de sa politique. Le deuxième se rattache à l'idéologie nationaliste traditionaliste des militaires japonais durant les années trente et sera examiné plus en détail par la suite. Dans tous les cas, il s'agit plus ici de questions de politique nationale japonaise que d'un réel facteur interne à la colonie.

L'autre facteur interne pouvant être avancé est la montée des mouvements de protestation à Taiwan durant les années vingt et au début des années trente. Ceux-ci revendiquaient la création d'institutions démocratiques à Taiwan, à l'instar de ce que l'on trouvait dans la métropole, et l'égalité de traitement entre les Taiwanais et les Japonais. Ces revendications et ce mécontentement, d'après le rapport interne de la police coloniale de 1935, provenaient de la « conscience ethno-nationale dormante et l'étroitesse d'esprit » des Taiwanais⁴⁰¹. Pour apaiser les revendications, il suffisait dès lors de changer l'identité ethno-nationale des colonisés, de leur inculquer une identité purement japonaise aux dépens de leur identité chinoise : cela les amènerait à adopter la mentalité loyale et disciplinée des Japonais. Cette explication comporte deux failles : d'une part, après sa participation aux élections des nouveaux conseils fantoches résultant de la réforme de 1934, le principal mouvement protestataire, la Ligue pour l'établissement d'un parlement de Taiwan, perdit sa crédibilité et aucun

⁴⁰⁰ Le *shinnin*, rang accordé personnellement par l'empereur, dans *Ibid.*, p.127.

⁴⁰¹ Leo T. S. Ching, *Becoming Japanese. Colonial Taiwan and the Politics of Identity Formation*, *op. cit.*, p.59.

mouvement de son ampleur ne prit la relève⁴⁰² ; d'autre part, c'est donner une bien grande importance aux mouvements de revendication taiwanais : non violents, ils ne furent jamais d'une très grande gêne pour le gouvernement colonial. Enfin, le *kôminka* fut introduit plus tard en Corée, alors que les mouvements anti-coloniaux étaient bien plus vindicatifs dans la péninsule.

Le rôle des facteurs internes dans le changement de la politique coloniale à Taiwan en 1936 ne nous semble donc pas déterminant.

Si le facteur explicatif principal ne provient ni de la résultante d'évènements internationaux, ni de troubles internes à l'île, il doit obligatoirement découler d'évènements intérieurs à la métropole. Pourtant, au Japon, le public ne se passionnait guère pour ce changement. L'abolition du chinois dans les médias taiwanais par exemple, élément important du deuxième point du *kôminka* – la promotion de la langue japonaise – est passé complètement inaperçu dans la métropole, car ignoré des principaux journaux japonais⁴⁰³. En fait, la politique coloniale japonaise n'a jamais été dictée par les masses : elle est toujours restée aux mains du gouvernement ou des militaires. Même la Diète japonaise, élue en partie, n'eut finalement que peu d'influence sur la politique coloniale : grâce au système des *ritsurei* à Taiwan et des *seirei* en Corée, le gouverneur général de chaque colonie conserva, tout au long de la période coloniale et malgré les réformes successives, un grand pouvoir de décision. Devant les limites des explications traditionnelles du changement de la politique coloniale à Taiwan en 1936, nous examinerons les atouts et défauts de l'application des théories du nationalisme à cette question.

⁴⁰² Edward I-te Chen, « Formosan Political Movements Under Japanese Colonial Rule, 1914-1937 », *op. cit.*, p.494.

⁴⁰³ Isao Kawahara, « The State of Taiwanese Culture and Taiwanese New Literature in 1937... », *op. cit.*, p.133.

III.2) Atouts et limites de l'application des théories du nationalisme à la politique coloniale japonaise à Taiwan

Dans les deux premières parties de ce travail, nous avons présenté d'une part le nationalisme japonais de l'ère Meiji jusqu'aux années quarante, et d'autre part la politique coloniale japonaise à Taiwan de la conquête de l'île à la défaite de 1945. Plutôt que d'étudier les faits et leurs explications à la lumière des théories, nous avons préféré la démarche inverse : analyser dans un premier temps les faits et la manière dont ils étaient expliqués, puis nous interroger sur la pertinence des théories du nationalisme à leur sujet. Pourquoi ?

Nous percevons les théories du nationalisme comme des théories explicatives, puisqu'elles utilisent les faits pour démontrer un rapport de cause à effet et déboucher sur une explication pouvant être appliquée à des cas identiques ou du moins semblables. Or, dans ce mémoire, notre objectif est d'examiner l'utilité des théories du nationalisme sur un cas qu'elles n'ont jamais étudié : la politique coloniale japonaise à Taiwan. Avant de les comparer relativement à notre sujet d'étude, il fallait les appliquer aussi méthodiquement que possible, ce en quoi ont consisté nos deux premières parties. Toutefois, tout en essayant d'être le plus exhaustif possible, afin de ne pas tomber dans l'anecdote ou de ne pas être noyé par l'abondance du matériel, nous avons dû concentrer nos recherches autour de problématiques proches de notre hypothèse de départ. En cela, malgré toute notre bonne volonté, nos recherches ont été en partie biaisées. En outre, ne lisant pas le japonais, nous n'avons pas pu accéder aux sources primaires et avons dû nous appuyer sur les analyses d'autres chercheurs. Celles-ci utilisant divers prismes théoriques, les faits recueillis dans ce mémoire demeurent dès lors hautement subjectifs et ont pu être sujets à distorsions.

Nous appliquerons cependant les grilles d'analyse des théories du nationalisme aux faits que nous avons retenus. Nous pourrions ainsi constater quels éléments demeurent inexpliqués, quel éclairage nouveau est apporté à la période coloniale japonaise et

quelle est la pertinence des théories du nationalisme appliquées à une politique coloniale. Car ce ne sont finalement pas les faits qui nous intéressent mais leur interprétation.

Dans cette sous-partie, nous examinerons la pertinence des quatre grandes théories du nationalisme au regard de la politique coloniale japonaise à Taiwan. Cette partie, en compilant les informations précédentes et en partant des théories pour analyser les faits, sera ainsi l'aboutissement des deux premières parties. Compte tenu du travail précédemment effectué, nous ne risquons pas, nous semble-t-il, d'être accusé d'étroitesse d'esprit et cette sous-partie visera à dégager les forces et faiblesses de chaque théorie du nationalisme. Notons toutefois que, les grands textes théoriques du nationalisme n'abordant pas la question du colonialisme japonais (ni même souvent du nationalisme japonais), nous fûmes obligés d'extrapoler, en espérant ne pas avoir trop déformé les bases théoriques dans leur application pratique.

Commençons par la théorie moderniste, ou plutôt par ses différentes tendances. Celle de l'intégration systémique repose principalement sur deux auteurs, Ernest Gellner et John Breuilly. Pour Gellner, la plupart des cultures n'engendrent pas de nationalisme et se fondent sans heurt dans la culture plus large d'un nouvel Etat-nation : « La civilisation industrielle conduit la majorité des cultures au rebut de l'histoire sans qu'elles opposent la moindre résistance »⁴⁰⁴. Hokkaido et Okinawa entrent dans cette logique et se sont intégrés à l'ensemble japonais. Taiwan pourtant, malgré 50 ans de domination coloniale, a gardé son identité spécifique, même si le nationalisme dans l'île n'a jamais été virulent. Pourquoi ? Gellner estime que le nationalisme est né des exigences de l'économie moderne et qu'il se fonde sur l'éducation et les moyens de communication modernes, introduits progressivement à Taiwan par le colonisateur japonais : l'objectif au départ était non pas d'inculquer un quelconque sens de la nation japonaise aux colonisés (cette volonté surgit en 1920 seulement avec le *dōka*

⁴⁰⁴ Ernest Gellner, *Nations et nationalisme* [1983], *op. cit.*, p.74.

pour l'éducation et en 1936 avec le *kôminka* pour les médias), mais de moderniser partiellement l'île pour qu'elle ne soit plus un poids financier pour le Japon et pour qu'elle serve de modèle (l'industrialisation n'était pas recherchée pour autant). Si l'on suit le modèle de Gellner, l'acquisition de Taiwan répondrait alors aux exigences de la transition japonaise d'une société agraire à une société industrielle en besoin perpétuel de croissance. Pour Breuilly au contraire, l'acquisition de Taiwan répond davantage à un besoin de puissance, de prestige et d'affirmation sur la scène internationale. Le point principal du nationalisme est, d'après lui, la politique et le pouvoir : le nationalisme est un outil permettant d'obtenir puis de conserver ces derniers. Dans les années 1910 et 1920, le gouvernement japonais laissa se développer une opposition à sa politique, qui finit par prendre de l'importance. Les dirigeants japonais préférèrent alors changer leur politique pour s'adapter au nouveau nationalisme montant dans les années trente plutôt que de persister dans leur ancienne politique au risque de perdre le pouvoir⁴⁰⁵. Mais qu'en est-il du changement de politique coloniale dans les années trente ? Pour Gellner, le passage à une société industrielle nécessite une haute culture⁴⁰⁶ homogène, qui, elle-même, demande un haut degré de standardisation culturelle. A partir du moment où l'industrialisation de Taiwan devenait nécessaire au Japon, il fallait que Taiwan entre dans le moule culturel japonais, d'où le *kôminka*. Ceci explique aussi pourquoi l'industrialisation ne commencera vraiment à porter ses fruits qu'au début des années quarante, après que le *kôminka* ait produit ses premiers effets. Quels problèmes peut-on relever dans cette explication moderniste ? Nous avons déjà critiqué dans la deuxième partie les limites de l'argument concernant l'acquisition de Taiwan. En outre, si cette théorie moderniste fonctionne assez bien jusqu'en 1919, la période 1919-1936 reste assez énigmatique : pourquoi chercher à assimiler les Taiwanais au niveau éducatif sans

⁴⁰⁵ John Breuilly, *Nationalism and the State*, *op. cit.*, p.1-2 et 252.

⁴⁰⁶ Les hautes cultures sont « des systèmes de communications normalisées fondés sur l'éducation et l'écriture ». Elles établissent « une norme qui devrait être satisfaite dans la réalité, mais qui, hélas, ne l'est pas souvent, et dont les règles sont généralement codifiées, à l'intérieur de la société, par un ensemble de spécialistes respectés qui fixent la norme », dans Ernest Gellner, *Nations et nationalisme* [1983], *op. cit.*, p.85 et 135.

faire de grands efforts au niveau culturel, sans toucher à la question des médias (alors que pour Gellner, éducation et médias sont liés) ? Pourquoi assimiler et moderniser si ce n'est pas pour industrialiser ? Quant à l'explication du changement de politique coloniale en 1936, elle nous semble assez artificielle : comme on l'a remarqué auparavant, l'industrialisation à Taiwan n'a jamais été, y compris dans les années quarante, particulièrement impressionnante et il paraît difficile d'attribuer à celle-ci le *kôminka*. De plus, en se situant au niveau des structures, cette analyse tend à ignorer les acteurs et ne peut dès lors comprendre le changement de nationalisme des années trente.

La deuxième tendance de la théorie moderniste s'intéresse au nationalisme comme véhicule d'un processus d'intégration socioculturel. Elle regroupe deux grands auteurs : Eric Hobsbawm et Benedict Anderson. Hobsbawm estime que la langue, l'ethnie, les traditions sont des constructions culturelles ou historiques, et qu'il ne faut pas uniquement s'intéresser au nationalisme comme phénomène « venu d'en haut », inculqué par les élites. Il faut au contraire étudier le nationalisme « venu d'en bas », du peuple, à partir de trois constatations : l'idéologie officielle ne peut servir de guide pour connaître les pensées des citoyens ; on ne peut présumer que la plupart des citoyens place l'identification nationale au-dessus des autres identifications qui constituent l'être social ; l'identification nationale peut changer au cours du temps, y compris sur de courtes périodes⁴⁰⁷. Ces trois points sont très pertinents dans le cas du Japon pour la période étudiée, le pays se caractérisant jusque dans les années trente par un fossé entre le nationalisme des élites et celui d'un grand nombre de citoyens, par la persistance d'identités régionales fortes et par un changement relativement rapide d'idéologie nationale dans les années trente. Le nationalisme « venu d'en bas » pose cependant un problème dans le cas du Japon. Hobsbawm relève trois phases dans le développement du nationalisme, la troisième correspondant à un nationalisme de masse et résultant de certaines évolutions dans les phases précédentes comme des

⁴⁰⁷ Eric Hobsbawm, *Nations et nationalisme depuis 1780*, op. cit..

changements politiques (démocratisation) et la création d'un Etat administratif moderne. Pourtant, le Japon n'a jamais connu de nationalisme de masse. En outre, si le modèle d'Hobsbawm peut appréhender le développement du nationalisme, il a plus de difficultés à en expliquer le contenu et ne nous sert dès lors pas pour l'étude d'un changement de politique coloniale. L'importance qu'il accorde à la langue comme outil important de cohésion proto-nationale et comme symbole, et le concept d'ethnie comme organisation socioculturelle pourraient toutefois expliquer le contenu du *kôminka*, mais sans en comprendre la raison d'être. Dans le même ordre d'idées, Anderson, qui met en valeur l'importance de l'écrit et du vecteur culturel comme propagateurs du nationalisme, pourrait percevoir la reprise en main et la japonisation des médias sous le *kôminka*. La deuxième tendance du nationalisme nous semble donc utile pour comprendre la possibilité d'un changement de nationalisme et le contenu d'une politique d'assimilation poussée, mais reste limitée en tant que telle pour analyser des orientations politiques générales issues d'un nationalisme étatique donné.

Quand on regroupe toutes ces tendances et qu'on les confronte, la théorie moderniste couvre un certain nombre d'aspects de notre problématique : elle explique la période 1895-1919, souligne la possibilité d'un changement de nationalisme à cause du fossé entre les masses et le gouvernement durant la période suivante de démocratisation relative, appréhende également le contenu du *kôminka*. Mais des blancs demeurent : rien ne nous permet dans cette théorie d'expliquer les variations de la politique coloniale à partir du moment où les structures et les institutions en place ne se modifient pas. Si elle fait apparaître la possibilité d'un changement, elle n'en explique pas les causes. En outre, la période 1919-1936 reste énigmatique. Enfin, elle présuppose dès le départ l'utilité économique de Taiwan pour la métropole alors que des doutes subsistent sur ce sujet : excepté pour le sucre et, dans une moindre mesure, le riz, Taiwan n'occupa jamais une position réellement importante dans l'économie

japonaise et ne fut qu'un modeste marché d'exportation pour les produits manufacturés japonais⁴⁰⁸.

Les primordialistes estiment, eux, que les nations constituent des groupements sociaux naturels, marqués par des traits culturels communs comme la langue, la religion, les traditions et une histoire partagée. Les nations, ethnies politisées, s'organisent autour de la « parenté » (*kinship*). Celle-ci ne représente pas seulement la famille, les liens du sang, mais également les personnes nées sur un même territoire⁴⁰⁹. Quelles sont les limites de sa « parenté » ? Plusieurs facteurs entrent ici en jeu : la langue, la collectivité religieuse, les divisions démographiques ou l'extension et la légitimité perçue de la loi nationale⁴¹⁰ dans la population. Le territoire joue également un rôle déterminant. Tout territoire implique des frontières. L'existence même de frontières suppose que la zone située à l'intérieur de celles-ci possède une certaine homogénéité sociologique, du moins comparée à celles qui se trouvent à l'extérieur. L'hétérogénéité dans une zone est d'ailleurs une des caractéristiques essentielles qui distingue un empire (par exemple l'Empire Ottoman) d'un Etat-nation⁴¹¹. Cette théorie permet d'expliquer pourquoi, jusqu'en 1919, les Japonais ont appliqué une politique coloniale non assimilatrice à Taiwan : les Taiwanais ne faisant pas partie de la « parenté », ils étaient exclus de la nation japonaise et ne méritaient dès lors pas le même traitement. En revanche, le primordialisme est incapable de comprendre le changement de la politique coloniale et surtout le *kôminka* : pour eux, les Taiwanais appartiennent à la nation chinoise et ne peuvent donc pas être incorporés à la nation japonaise. Les Taiwanais et les

⁴⁰⁸ Mark R. Peattie, « Introduction », *op. cit.*, p.35.

⁴⁰⁹ Steven Grosby, « The primordial, kinship and nationality », *op. cit.*, p.63.

⁴¹⁰ La loi nationale (« law of the land ») est une loi codifiée et promulguée sur et pour un territoire clairement délimité et qui s'y applique uniformément. Elle s'avère être un élément important de l'établissement et de la stabilité des frontières territoriales d'une société, dans Steven Grosby, « Territoriality: the transcendental, primordial feature of modern society », *Nations and nationalism*, vol.1, n°2, 1995, p.146.

⁴¹¹ *Ibid.*, p.145.

Japonais n'ont ni langue, ni religion, ni histoire commune. Or, ces éléments font partie intrinsèque de l'identité nationale et toute tentative pour les changer serait vouée à l'échec. Le *kôminka* n'a alors pas de raison d'être et un primordialiste ne pourrait qu'être sceptique devant le trouble que cette politique a créé dans l'identité taiwanaise par la suite.

La théorie pérennialiste n'est guère plus convaincante. Pour les pérennialistes, une ethnie est un groupe de personnes avec une identité culturelle et un langage parlé partagés. Elle constitue l'élément majeur de distinction dans les sociétés pré-nationales, mais peut survivre comme une forte subdivision, avec une loyauté propre, dans les nations établies. Une nation est une communauté beaucoup plus consciente d'elle-même qu'une ethnie. Formée par une ethnie ou plus, elle possède ou réclame le droit à une identité politique, à une autonomie et au contrôle d'un territoire spécifique⁴¹². La nation est une communauté historique et culturelle avec un territoire qu'elle regarde comme sien et sur lequel elle clame sa souveraineté, de telle sorte que cette communauté se perçoit également, avec une certaine conscience de soi, comme une communauté territoriale et politique, maintenue horizontalement par son caractère partagé plutôt que verticalement par la force de l'autorité de l'Etat⁴¹³. Mais en pratique, le nationalisme est puissant uniquement s'il repose sur la croyance que sa propre tradition nationale ou ethnie est particulièrement remarquable et doit être défendue à tout prix à travers la création ou l'extension de son propre Etat-nation. Ainsi, contrairement aux primordialistes, les pérennialistes prennent en compte l'extension territoriale de la nation, cette dernière n'étant pas une famille étendue mais un construit historique ancien. C'est au nom de cette histoire que le Japon put affirmer ses droits sur Hokkaido, Okinawa, Karafuto ou la Corée (quoique dans ce dernier cas la parenté commune fut aussi invoquée, renvoyant alors à la théorie primordialiste). Le cas de Taiwan pose toutefois problème : soit, se servant d'un

⁴¹² Adrian Hastings, *op. cit.*, p.3-4.

⁴¹³ *Ibid.*, p.25-26.

vague prétexte historique, le Japon estimait que l'île faisait partie de la nation japonaise et allait essayer de l'intégrer pleinement ; soit l'île n'était qu'une conquête coloniale visant à prouver le caractère remarquable de la nation japonaise, et l'intégration à court terme était rejetée, comme ce fut le cas jusqu'en 1919. On se retrouve donc dans l'impossibilité d'expliquer le changement de la politique coloniale dans les années trente.

Pour les ethno-symbolistes enfin, la nation est nécessairement un groupe social historique. La nation est « une communauté nommée et auto-définie dont les membres cultivent des mythes, des mémoires, des symboles et des valeurs communes, qui possèdent et disséminent une culture publique distincte, résident dans une patrie historique et s'y identifient, et créent et disséminent des lois communes et des coutumes partagées »⁴¹⁴. L'élément principal pour les ethno-symbolistes est l'ethnicité. Une ethnie est « une population humaine nommée, avec des mythes d'ascendance commune, des mémoires historiques partagées, des éléments de culture commune et une certaine solidarité »⁴¹⁵. Si nation et ethnie ont des similitudes, il manque à l'ethnie la patrie historique, la culture publique et les lois communes. Les nations se forment généralement autour d'une ethnie dominante, qui procure une base culturelle et sociale. Même après l'ajout d'autres ethnies et principes culturels, l'ethnie dominante continue de fournir des éléments unificateurs comme le pays, la langue, les lois et les coutumes. Ce sont les éléments de cette ethnie dominante qui sont invoqués en cas de crise (guerre, immigration massive) pour retrouver et purifier la nation⁴¹⁶. Contrairement à ce qu'affirment les primordialistes, les membres de la nation n'ont donc pas à être semblables mais doivent simplement ressentir un lien intense de solidarité envers la nation et ses autres membres. L'idée que plusieurs ethnies puissent cohabiter au sein d'une nation est intéressante pour notre étude :

⁴¹⁴ Anthony D. Smith, « The genealogy of nations... », *op. cit.*, p.98.

⁴¹⁵ *Ibid.*, p.99.

⁴¹⁶ Anthony D. Smith, « History and national destiny... », *op. cit.*, p.197.

l'ethnie dominante « japonaise » pouvait, en situation « normale », cohabiter avec l'ethnie « taiwanaise ». En situation de crise en revanche, les éléments unificateurs comme la langue, les lois et les coutumes reviennent au premier plan afin de purifier la nation. Pour la première fois avec cette théorie, les causes du changement sont conceptualisées. Bien qu'elle ne soit pas parfaite, on parvient dès lors à une explication du changement de la politique coloniale à Taiwan et dans un sens plus global dans les colonies japonaises : la situation de crise dans la deuxième moitié des années trente (guerre contre la Chine et terrorisme dans la métropole) provoqua un retour au premier plan des éléments unificateurs de l'ethnie dominante. La purification nécessaire aboutit au *kôminka* et à une tentative pour annihiler les éléments des autres ethnies. Elle fut introduite par les militaires, soutiens d'un nationalisme traditionaliste apte à répondre aux problèmes créés par la crise. La théorie ethno-symboliste a cependant des difficultés à analyser le détail de la politique japonaise à Taiwan avant 1936, sur l'accent mis jusqu'en 1919 sur la modernisation sans industrialisation ni intégration puis sur le *dôka* de 1919 à 1936. Quel bilan peut-on dresser de cette application des théories du nationalisme à un cas de changement de politique coloniale ? Deux grandes constatations s'imposent :

- Excepté l'ethno-symbolisme, les théories peinent à expliquer le changement. Elles peuvent s'avérer pertinentes pour une situation donnée, pour analyser un pays P à un moment T choisi dans l'Histoire ou pour étudier un processus plus ou moins récurrent de formation d'une nation. Mais une fois l'industrialisation achevée, leur vision de la nation moderne se stabilise et se fige. Dès lors, seuls des changements en profondeur comme des variations dans la structure, des guerres ou un long processus de maturation historique peuvent amener des modifications dans cette nation moderne. Et encore, bien souvent les théories, si elles prévoient un changement, peinent à justifier le nouvel état. L'ethno-symbolisme semble plus malléable, même si son concept de crise nécessaire au changement ne permet pas d'appréhender les variations en temps « normal ».

- Prise séparément, aucune théorie ne parvient à une explication globale convaincante. Chacune se montre simplement apte à comprendre des aspects partiels d'un ensemble, de la période étudiée ou du processus de changement.

Une bonne analyse globale se doit de réunir les théories, en utilisant les points forts et les explications les plus pertinentes de chacune. Mêler les théories moderniste et ethno-symboliste nous semble être ici un bon compromis : la première fournit une explication intéressante pour la période allant de la conquête de l'île à 1919 ; la seconde appréhende correctement le changement de politique coloniale en 1936 et la nouvelle politique coloniale qui en résulta. Reste la période 1919-1936, qui résiste à l'analyse. En effet, focalisées sur le nationalisme de la métropole, ces théories ont tendance à négliger des éléments extérieurs parfois importants et même certaines variations internes comme le rôle de certains leaders ou les jeux de pouvoir entre des groupes dirigeants. La dernière sous-partie de ce mémoire visera donc à effectuer un travail de synthèse pour en extraire une explication globale et convaincante, d'après nous, de la politique coloniale japonaise à Taiwan et de ses changements, en gardant toujours en toile de fond l'évolution du nationalisme dans la métropole.

III.3) Le lien entre le nationalisme japonais et la politique coloniale à Taiwan

Avant toute chose, une constatation s'impose lorsque l'on essaye de superposer le nationalisme japonais et la politique coloniale à Taiwan : le nationalisme japonais comprend deux phases et la politique coloniale trois. Pour cette sous-partie, nous reprendrons donc une analyse en trois phases en nous concentrant particulièrement sur les points de rupture. Nous ne reviendrons pas sur la question de l'acquisition de Taiwan, qui a déjà été traitée en profondeur précédemment et qui ne mérite pas de plus amples explications.

Du début de l'ère Meiji à 1936, le gouvernement japonais est dirigé par des élites qui défendent l'idée d'un nationalisme modernisateur. Ce dernier est analysé clairement par la théorie moderniste : une volonté de modernisation économique et sociétale, un besoin d'affirmation du Japon sur la scène internationale, et un désir de centralisation et d'homogénéisation de la nation japonaise en formation. L'objectif de ces élites est de créer une nation japonaise moderne à leur image, tout en conservant et en élargissant leur pouvoir et leur contrôle. Pour ce faire, ils utilisent comme moyens l'éducation, les médias et les lois. C'est dans ces conditions que le Japon acquerra Taiwan, comme gain collatéral d'une intervention sur la Corée. Les élites profitèrent de cette acquisition pour remplir leurs objectifs : créer un modèle de colonie pour gagner le respect au niveau international, pour entretenir la fierté nationale sur le plan interne, et montrer la compétence de leur gestion et leur capacité à civiliser de « sauvages » aborigènes⁴¹⁷ ; utiliser la colonie comme base agricole et de matières premières pour favoriser le développement de l'industrialisation et d'une économie japonaise en transition, nécessitant de nouveaux moyens et de nouveaux marchés. D'inspiration anglaise, cette politique coloniale perdura jusqu'à la fin des années

⁴¹⁷ Leo T. S. Ching, *Becoming Japanese. Colonial Taiwan and the Politics of Identity Formation*, op. cit., p.133.

1910 et fut d'ailleurs également appliquée dans la nouvelle colonie coréenne acquise en 1910.

Mais, en 1919, l'arrivée d'un gouverneur général civil et l'application d'une politique d'assimilation partielle, le *dōka*, provoquèrent le premier changement de la politique coloniale japonaise à Taiwan. Comme on l'a constaté dans la sous-partie précédente, ce phénomène pose problème à toutes les théories du nationalisme : si elles peuvent expliquer la non assimilation ou l'assimilation totale, elles ne parviennent pas à appréhender le phénomène de l'assimilation partielle, d'autant plus qu'on ne relève pendant cette période aucun changement notable ou crise au Japon : pas de variation dans les structures ou les institutions, pas de guerre, pas de heurt interne grave. Notre hypothèse de départ – les variations du nationalisme au Japon influèrent sur la politique coloniale à Taiwan – se trouve ici mise en défaut et il nous faut chercher une réponse ailleurs. Elle se trouve dans l'arrivée de Hara Takashi au pouvoir. On l'a remarqué auparavant, ce dernier possédait une vision très claire de ce que devait être la politique coloniale japonaise, vision très différente des dirigeants qui s'étaient succédés au pouvoir au Japon depuis 1895. Il profita de plus de circonstances favorables à la mise en œuvre de sa nouvelle politique : la répression brutale des manifestations en Corée en 1919 mit en lumière les failles du modèle colonial en place ; la mort du gouverneur général à Taiwan lui permit de remplacer ce dernier par un civil aux idées proches des siennes ; Hara était le chef du principal parti à la Chambre des représentants et fut dès lors en mesure de faire passer sa réforme du Titre 31.

La nouvelle politique coloniale de 1919 à 1936, le *dōka*, fut fortement inspirée de la vision coloniale de Hara, avec la continuation de la modernisation sur le plan économique couplée à une assimilation partielle éducative et légale. Cette vision se rapproche du modèle colonial français : en effet, Arthur Girault, auteur d'un influent

ouvrage sur la colonisation française⁴¹⁸, considérait que le but ultime de la colonisation était l'assujettissement progressif des différents territoires aux mêmes règles et la création progressive de véritables départements français. Il visait donc à une assimilation légale, politique et administrative des colonies mais non à l'assimilation culturelle des colonisés⁴¹⁹. N'eût été la mort de Hara en 1921, il est fort probable qu'il eût continué dans cette direction et renforcé progressivement la politique d'assimilation légale et éducative. Cette nouvelle politique coloniale n'entraîna toutefois pas en contradiction avec le nationalisme modernisateur des élites de la métropole : les deux éléments principaux, la colonie modèle et son utilisation pour les besoins du Japon, n'étaient pas remis en cause, et, dans ce cadre, une certaine liberté de manœuvre était permise. La politique coloniale continua dès lors sur le chemin tracé par Hara jusqu'en 1936.

En 1936, le *kôminka* remplaça le *dôka*. Le colonialisme japonais devint alors un colonialisme assimilateur, non seulement sur le plan éducatif et légal, mais également au niveau social et culturel. Dans le même temps, dans la métropole, après le choc du coup d'état du 26 février et plus encore à partir de la guerre contre la Chine, le nationalisme traditionaliste des militaires remplaça le nationalisme modernisateur des élites traditionnelles. Ces dernières gardèrent le pouvoir mais, sous la pression de l'armée, laissèrent de plus en plus cette dernière gérer l'Etat. Afin de conserver le pouvoir, les élites s'adaptèrent et adoptèrent le nationalisme des militaires et d'une partie importante des citoyens.

Cette simultanéité des événements dans la métropole et dans la politique coloniale n'est pas anodine d'après nous. Le nationalisme traditionaliste tel que nous l'avons défini précédemment considère le Japon comme une grande famille guidée par

⁴¹⁸ *Principes de Colonisation et de Législation Coloniale*, publié en 1895 pour les étudiants en droit et réédité plusieurs fois par la suite, dans Martin Deming Lewis, « One Hundred Million Frenchmen: The "Assimilation" Theory in French Colonial Policy », *Comparative Studies in Society and History*, vol.4, n°2, 1962, p.133.

⁴¹⁹ *Ibid.*, p.132-133.

l'empereur. Il défend les valeurs traditionnelles japonaises comme la famille, la loyauté, l'obéissance. Le Japon possède pour les nationalistes traditionalistes une destinée divine et il est de son devoir de libérer les peuples d'Asie et de propager l'influence du Japon. La notion de colonie perd alors son sens : Taiwan et la Corée sont considérées dorénavant comme des enfants adoptés qui doivent entrer dans la famille et assimiler pour cela toutes les caractéristiques des Japonais soit la langue, le nom, la religion, la culture, les lois, les obligations et les devoirs. En outre, le nationalisme traditionaliste était soutenu par les militaires, et c'est justement un militaire qui arriva à la tête du gouvernement colonial en 1936 et qui institua le *kôminka*. Nous estimons donc que le changement de nationalisme au pouvoir dans la métropole japonaise amena la transformation de la politique coloniale à Taiwan. La guerre contre la Chine a certes accéléré cette transformation mais ce ne fut pas l'élément déclencheur initial.

Pour finir, il est intéressant de constater que la nouvelle politique coloniale à Taiwan à partir de 1936 n'est peut-être pas très loin de ce qu'aurait voulu Hara. Nous partageons le point de vue de Ching qui estime que le *kôminka* n'est pas simplement l'aboutissement du *dôka*, et que le premier a effectué un saut dans la politique d'assimilation par rapport au dernier, le devoir des colonisés se substituant à celui des colonisateurs⁴²⁰. Et il aura d'ailleurs fallu un changement d'idéologie dominante à la tête du pouvoir pour que ce grand pas puisse être franchi. Toutefois, le processus global nous paraît assez logique : l'assimilation fut prônée très tôt par les autorités japonaises. Gotô Shimpei lui-même, pourtant partisan d'un colonialisme à l'anglaise, ne rejetait pas cette idée, même s'il l'envisageait à très long terme (un siècle). Les partisans d'un nationalisme modernisateur auraient sans doute préféré un processus plus lent, plus respectueux des habitudes et traditions locales, pour montrer que les colonisés adoptaient de leur plein gré les bienfaits de la civilisation japonaise

⁴²⁰ Leo T. S. Ching, *Becoming Japanese. Colonial Taiwan and the Politics of Identity Formation*, op. cit., p.91.

moderne. Mais l'idée même d'assimilation totale était partagée. Hokkaido et Okinawa ont bien été intégrés de la sorte.

Ainsi, dans cette explication globale, les théories du nationalisme sont davantage présentes en arrière plan, des éléments de chacune pouvant se retrouver mais aucune ne pouvant prétendre à une explication satisfaisante. C'est néanmoins grâce aux grilles d'analyse induites par ces théories que nous sommes parvenu à l'idée, d'une part du changement de nationalisme dominant dans les années vingt et 30, deux nationalismes différents se succédant au pouvoir, et d'autre part de l'influence de ce changement sur la politique coloniale à Taiwan. Les théories du nationalisme ayant de la difficulté à analyser le changement, cette constatation eût été impossible en fondant notre étude sur une seule théorie : seule la comparaison des divers points de vue théoriques nous permet de nous rendre compte du phénomène. L'idée de la coexistence possible de plusieurs variantes du nationalisme au sein d'une même nation apparaît dans certaines théories du nationalisme, en particulier la théorie moderniste de Breuilly qui met en avant l'affrontement entre des élites modernisatrices et des élites traditionnelles. Mais sa focalisation sur les questions uniquement politiques et sur les structures ne lui permet pas de bien appréhender le changement du nationalisme japonais.

Au final, il nous semble que le concept de changement du nationalisme dans le Japon du début de l'ère Shôwa est pertinent et qu'il est utile pour expliquer le changement de la politique coloniale à Taiwan. Il conviendrait toutefois de le tester sur d'autres cas : les autres colonies japonaises d'une part, mais également d'autres aspects plus internes de la politique japonaise comme le détail des lois, textes et discours de dirigeants durant les années trente. Cela nous permettrait de constater si on assiste bien à un retour à certaines valeurs traditionnelles à cette époque, à une focalisation sur la race japonaise, sur la famille et d'autres données propres à un nationalisme traditionaliste aux dépens d'un nationalisme modernisateur.

Conclusion

La première partie de notre travail a montré que le nationalisme japonais comportait deux formes et qu'il s'était développé en plusieurs étapes. Dans un premier temps, des élites modernisatrices, arrivées au pouvoir, estimèrent que la création d'une nation moderne incluait celle d'une identité nationale. Elles mirent donc en place ce qui permettrait de réaliser leur programme. Pour légitimer leurs actions, elles se dressèrent en défenseurs de la tradition japonaise, et donnèrent à l'idéologie nationale une assise traditionnelle. Le résultat dépassa leurs espérances, mais ce nouveau nationalisme, devenu celui du peuple, surtout dans les campagnes, différait du nationalisme modernisateur qu'elles avaient soutenu. Par ailleurs, l'armée, composée en grande partie de soldats originaires de la campagne, fut particulièrement sensible à la montée de ce nouveau nationalisme traditionaliste.

Aussi, lorsque le nationalisme modernisateur montra ses limites à la fin des années vingt et au début des années trente, à un moment où la misère frappait durement les campagnes, et face à la menace terroriste d'un nationalisme extrême, les élites commencèrent-elles à s'adapter à cette transformation et des militaires modérés adeptes du nationalisme traditionaliste arrivèrent progressivement au pouvoir. Ainsi, le nationalisme traditionaliste supplanta-t-il peu à peu le nationalisme modernisateur de l'ère Meiji, pour finalement s'imposer complètement avec le coup d'Etat manqué du 26 février 1936 et le début de la guerre contre la Chine en 1937.

Nous avons dans une deuxième partie analysé les trois phases de la politique coloniale japonaise à Taiwan. Après l'acquisition un peu imprévue de l'île mais qui correspondait à une volonté japonaise d'apparaître comme une puissance coloniale moderne, le Japon entama une piteuse politique coloniale. En 1898, après trois ans difficiles marqués par la résistance des colonisés et le coût financier représenté par l'île, et alors que le Japon songeait à revendre Taiwan, une grande politique de modernisation de l'île fut lancée par Gotô Shimpei, le chef de l'administration civile,

admirateur du modèle colonial anglais. Sous sa houlette, de grandes réformes furent entreprises, de telle sorte qu'en 1905, l'île avait acquis son indépendance fiscale. La politique coloniale continua dans la même veine jusqu'en 1919.

En 1918, Hara Takashi devint premier ministre au Japon et nomma, un an plus tard, le premier gouverneur général civil de Taiwan. Une nouvelle politique coloniale fut alors mise en place, le *dōka*, d'où l'introduction sur l'île de toute une série de codes et de lois japonais, et même l'instauration de Conseils élus partiellement (sans aucun pouvoir ou presque cependant).

Mais en 1936, les militaires revinrent au pouvoir, avec la nomination d'un ancien amiral au poste de gouverneur général. La politique coloniale connut alors un second tournant avec l'instauration de trois grands axes : le *kōminka*, l'industrialisation de Taiwan et son utilisation comme base stratégique. Le premier axe fut le plus important : l'assimilation devint non plus une affaire de l'Etat, non plus seulement une intégration légale de la colonie au Japon, mais l'affaire des Taiwanais. Ceux-ci devaient perdre leur identité chinoise au profit de l'identité japonaise, pour devenir de bons citoyens japonais. Cette politique fut menée jusqu'à la défaite japonaise en 1945, avec une accélération des mesures les dernières années pour répondre aux impératifs de la guerre totale.

Nous avons enfin recherché dans la troisième partie les causes des changements de politique coloniale à Taiwan, en particulier ce qui concerne celui de 1936. Deux types de facteurs, externes et internes, furent mis en lumière. La question de la guerre contre la Chine sembla ressortir avec le plus d'insistance, mais c'était négliger le fait que le *kōminka* fut instauré près d'un an avant cette guerre, même s'il fut pleinement appliqué seulement après.

Nous appliquâmes alors les théories du nationalisme au cas de la politique coloniale. Malgré des résultats intéressants, le changement de 1919 restait inexplicable, et celui de 1936 semblait dépendre encore de la crise et de la guerre contre la Chine.

Nous revînmes alors, dans la dernière sous-partie de ce travail, à la question de recherche initiale, à savoir le rôle des variations du nationalisme au Japon sur le changement de la politique coloniale à Taiwan, en nous extrayant d'une vision limitée aux cadres des théories du nationalisme pour adopter une approche plus globale. Nous pûmes ainsi observer que notre analyse initiale de glissement d'un nationalisme modernisateur à un nationalisme traditionaliste trouvait son équivalent dans le changement de politique coloniale de 1936, avec le passage d'une politique coloniale modernisatrice de type occidental à une politique coloniale fondée sur une volonté d'inculquer l'identité japonaise. Ce parallèle montra toutefois ses limites concernant le changement de politique coloniale de 1919, explicable seulement par d'autres facteurs.

Si nous revenons à notre problématique initiale, que constate-t-on ? Plusieurs problèmes se posent lorsque l'on tente d'appliquer les théories du nationalisme à une politique coloniale changeante. Les théories du nationalisme s'adaptent bien à un contexte purement national : elles sont conçues pour expliquer la création d'une nation, l'ascension d'une idéologie nationaliste ou son application. Elles pourraient, par exemple, être fort pertinentes pour analyser la montée ou non d'un nationalisme taiwanais ou la résistance des Coréens, détenteurs d'une identité nationale forte, à l'occupation japonaise. Pour le cas d'une politique coloniale de la métropole, elles présentent également des explications intéressantes : les théories modernistes, par exemple, permettent de comprendre une politique de modernisation accélérée au service de la métropole, et ce sans assimilation ; la théorie ethno-symboliste aide à appréhender la mise en avant d'un héritage commun entre les Japonais et les Coréens... Toutefois, pour notre cas d'étude en particulier, c'est-à-dire un changement de politique coloniale, leur incapacité à l'expliquer ont limité fortement leur pertinence.

En fait, les théories du nationalisme nous ont permis de dégager l'idée de coexistence de deux nationalismes, chaque théorie expliquant des éléments de ces nationalismes

et avançant des pistes pour saisir les raisons du passage de pouvoir de l'un à l'autre. Nous montrons ainsi que l'intérêt des théories du nationalisme réside dans leur pluralité, et qu'il faut, non se limiter à l'une d'entre elles, mais les confronter. Elles peuvent alors non seulement faire apparaître des éléments nouveaux dans leur champ d'application (comme cette coexistence de plusieurs nationalismes en concurrence au Japon dans les années trente), mais également montrer leur utilité dans des domaines pour lesquels elles n'ont pas été conçues au départ, comme la politique coloniale d'un pays.

Partant de ce constat, il faudrait à présent examiner ce qu'une telle analyse pourrait apporter à d'autres cas : les autres colonies japonaises et d'autres aspects plus internes de la politique japonaise d'une part comme on le remarqua précédemment ; mais également les politiques coloniales d'autres pays, afin de vérifier si la corrélation que nous avons établie dans ce travail peut ou non se généraliser. De toute façon, comme nous le montrons avec le problème posé par le changement de la politique coloniale japonaise à Taiwan en 1919, il faudra toujours conserver d'autres explications, mais une application des théories du nationalisme telle que nous l'avons faite ici permettrait sans doute d'apporter un éclairage nouveau.

Annexes

1) Annexe 1 : Rescrit sur l'éducation

Traduction officielle en français publiée en 1909 du Rescrit sur l'éducation⁴²¹ :

« A Nos Sujets :

Nos Impériaux Ancêtres ont établi l'Empire sur une base large et impérissable et ils en ont profondément et solidement implanté la Vertu dans Notre Patrie ; Nos sujets, constamment unis dans les sentiments de loyauté et de piété filiale, en ont d'âge en âge illustré la beauté. Telle est la grandeur du caractère fondamental de Notre Empire, telle est aussi la source de Notre éducation. Vous, Nos sujets, soyez fils pieux, frères affectionnés, époux unis, amis sincères ; vivez modestement et avec modération ; étendez votre bienveillance à tous ; adonnez-vous à la science et pratiquez les arts, et, par là, développez vos facultés intellectuelles et cultivez vos qualités morales ; de plus, travaillez pour le Bien Public et les intérêts de la Communauté ; respectez toujours la Constitution et observez les lois ; si un jour les circonstances le demandent, offrez-vous courageusement à l'Etat ; vous défendrez ainsi et maintiendrez la prospérité de Notre Trône Impérial, contemporain du Ciel et de la Terre. De la sorte, non seulement vous vous montrerez Nos bons et fidèles sujets, mais encore vous ferez briller les plus hautes traditions de vos aïeux.

La Voie exposée ici est, en effet, la Doctrine que Nous ont léguée Nos Impériaux Ancêtres, pour être observée aussi bien par Leurs Descendants que par les sujets, infaillible en tout temps et vraie en tout lieu. C'est Notre vœu de la prendre à cœur en toute révérence, de concert avec vous, Nos sujets, afin que nous puissions tous atteindre à la même Vertu.

Du trentième jour du dixième mois de la vingt-troisième année de Meiji.

(Signature et sceau de l'empereur) »

⁴²¹ On remarque l'emploi très recherché des majuscules, dans Hirata Yûji, *Kyôiku chokugo kokusai kankei-shi no kenkyû* (Recherches sur l'histoire des relations internationales liées au Rescrit sur l'éducation), Tôkyô : Kazama shobô, 1998, p.359, tiré de Pascal Griolet, « L'élaboration du rescrit sur l'éducation, *Kyôiku Chokugo* », *op. cit.*, p.61-62.

2) Annexe 2 : Loi relative aux lois et ordonnances applicables à Taiwan

Traduction d'Eric Seizelet à partir du texte en japonais, complétée par une traduction personnelle de Tay-Sheng Wang, *Legal Reform in Taiwan under Japanese Colonial Rule, 1895-1945: The Reception of Western Law*, *op. cit.*, p.192-194.

Titre 63, 1896

Article 1

Le gouverneur général de Taiwan peut émettre des ordonnances qui ont le même effet que les lois (japonaises) dans sa juridiction.

Article 2

Les ordonnances mentionnées dans l'article précédent doivent être soumises à approbation impériale par le ministère de la Colonisation après délibération du Conseil Consultatif du GGT⁴²².

L'organisation du Conseil Consultatif du GGT est déterminée par ordonnance impériale.

Article 3

En situation d'exception, le Gouverneur général de Taiwan peut émettre immédiatement les ordonnances mentionnées à l'article premier sans passer par la procédure indiquée au premier paragraphe de l'article précédent.

Article 4

Les ordonnances émises au titre de l'article précédent doivent être aussitôt soumises à approbation impériale et faire l'objet d'un rapport au Conseil Consultatif du GGT.

En cas de non approbation par l'empereur, le Gouverneur général de Taiwan devra aussitôt proclamer que ces ordonnances perdent à l'avenir toute validité.

⁴²² Gouvernement Général de Taiwan

Article 5

Une ordonnance impériale fixera les lois actuelles et futures qui doivent être appliquées en tout ou partie à Taiwan.

Article 6

Cette Loi perdra toute validité dans un délai de trois ans à compter du jour d'application effective.

Titre 31, 1906

Article 1

Le Gouverneur général de Taiwan peut fixer par ordonnances les matières qui doivent faire l'objet d'une loi à Taiwan.

Article 2

Les ordonnances mentionnées dans l'article précédent doivent recevoir l'approbation impériale à travers le ministère responsable.

Article 3

En situation d'exception, le Gouverneur général de Taiwan peut émettre immédiatement les ordonnances prévues à l'article premier.

Les ordonnances prévues au paragraphe précédent doivent être immédiatement soumises à l'approbation impériale après leur publication. En cas de non approbation par l'empereur, le Gouverneur général de Taiwan devra aussitôt proclamer que ces ordonnances perdent à l'avenir toute validité.

Article 4

Une ordonnance impériale fixera les lois qui doivent être appliquées en tout ou partie à Taiwan.

Article 5

Les ordonnances prévues à l'article premier ne devront pas contrevenir aux lois appliquées à Taiwan au titre de l'article 4 ni aux lois et ordonnances impériales qui ont été établies spécifiquement pour être appliquées à Taiwan.

Article 6

Les ordonnances prises par le Gouverneur général de Taiwan conservent leur validité.

Annexe

Cette loi sera valide du 1^{er} janvier 1907 au 31 décembre 1911.

Titre 3, 1921

Article 1

Une ordonnance impériale fixera les lois qui doivent être en tout ou partie appliquées à Taiwan.

Dans le cadre du précédent paragraphe, les ordonnances impériales peuvent fixer des dispositions particulières qui tiennent compte des situations spécifiques à Taiwan concernant les pouvoirs des administrations, les délais légaux et toute autre matière..

Article 2

Le Gouverneur général de Taiwan peut émettre les ordonnances qu'il juge nécessaires uniquement en cas d'absence de disposition législative applicable à Taiwan ou de disposition difficilement applicable à Taiwan au titre de l'article précédent.

Article 3

Les ordonnances prévues à l'article précédent doivent faire l'objet d'une approbation impériale par l'intermédiaire du ministère responsable.

Article 4

En situation d'exception, le Gouverneur général de Taiwan peut émettre immédiatement les ordonnances prévues à l'article 2.

Les ordonnances prévues au paragraphe précédent doivent être immédiatement soumises à l'approbation impériale après leur publication. En cas de non approbation par l'empereur, le Gouverneur général de Taiwan

devra aussitôt proclamer que ces ordonnances perdent à l'avenir toute validité.

Article 5

Les ordonnances prévues à l'article premier ne devront pas contrevenir aux lois appliquées à Taiwan.

Annexe

Cette loi devient valide le 1^{er} janvier 1922.

Les ordonnances prises par le Gouverneur général de Taiwan en accord avec le Titre 63, 1896 et le Titre 31, 1906 qui sont toujours en vigueur au moment où cette loi prend effet resteront temporairement valides comme auparavant.

Bibliographie

Anderson, Benedict, *L'imaginaire national* [1983, 1991], Paris : Editions La Découverte, 1996, 215 p.

Askew, David, « Oguma Eiji and the Construction of the Modern Japanese National Identity », *Social Science Japan Journal*, vol.4, n°1, 2001, p.111-116.

Baba, Kimihiko, « Japan and East Asia: Shifting Images on an Imagined Map », *Japanese Studies*, vol.21, n°3, 2001, p.237-260.

Breuilly, John, *Nationalism and the State*, Chicago : The University of Chicago Press, 1985 (1ère éd. 1982), 422 p.

Burns, Katherine G., « China and Japan: Economic Partnership to Political Ends » dans Michael Krepon et Chris Gagné (dir.), « Economic Confidence-Building and Regional Security », *Rapport n° 36*, Henry L. Stimson Center, 2000, p.27-58.

Chen, Edward I-te, « Formosan Political Movements Under Japanese Colonial Rule, 1914-1937 », *The Journal of Asian Studies*, vol.31, n°3, 1972, p.477-497.

Chen, Edward I-te, « Japanese Colonialism in Korea and Formosa: A Comparison of The Systems of Political Control », *Harvard Journal of Asiatic Studies*, vol.30, 1970, p.126-158.

Chen, Edward I-te, « Japan's Decision to Annex Taiwan: A Study of Ito-Mutsu Diplomacy, 1894-95 », *The Journal of Asian Studies*, vol.37, n°1, 1977, p.61-72.

Ching, Leo T. S., *Becoming Japanese. Colonial Taiwan and the Politics of Identity Formation*, Berkeley: University of California Press, 2001, 251 p.

Conversi, Daniele, « Mapping the field: Theories of nationalism and the ethnosymbolic approach », dans Athena S. Leoussi et Steven Grosby (dir.), *Nationalism and Ethnosymbolism: History, Culture and Ethnicity in the Formation of Nations*, Edinburgh : Edinburgh University Press, 2006, p.15-30.

Dikötter, Frank (dir.), *The Construction of Racial Identities in China and Japan: Historical and Contemporary Perspectives*, Honolulu : University of Hawai'i Press, 1997, 217 p.

Dudden, Alexis, « Japanese Colonial Control in International Terms », *Japanese Studies*, vol.25, n°1, 2005, p.1-20.

Duus, Peter et Daniel I. Okimoto, « Comment: Fascism and the History of Pre-War Japan: The Failure of a Concept », *The Journal of Asian Studies*, vol.39, n°1, 1979, p.65-76.

Duus, Peter, Ramon H. Myers et Mark R. Peattie (dir.), *The Japanese Wartime Empire, 1931-1945*, Princeton : Princeton University Press, 1996, 375 p.

Duus, Peter, *The Abacus and the Sword: The Japanese Penetration of Korea, 1895-1910*, Berkeley : University of California Press, 1995, 480 p.

Duus, Peter (dir.), *The Cambridge History of Japan Volume 6: The Twentieth Century*, Cambridge : Cambridge University Press, 1988, 866 p.

Gellner, Ernest, *Nations et nationalisme* [1983], Paris : Editions Payot, 1989, 208 p.

Gladney, Dru C. (dir.), *Making Majorities: Constituting the nation in Japan, Korea, China, Malaysia, Fiji, Turkey, and the United States*, Coll. « Contemporary Issues in Asia and the Pacific », Stanford : Stanford University Press, 1998, 350 p.

Gluck, Carol, *Japan's Modern Myths: Ideology in the Late Meiji Period*, Princeton : Princeton University Press, 1985, 407 p.

Gordon, Bill, « Explanations of Japan's Imperialistic Expansion, 1894-1910 », *Japan-Related Papers and Essays* [En ligne], 2003
<http://wgordon.web.wesleyan.edu/papers/imperialism.htm>

Gravereau, Jacques, *Le Japon : L'ère de Hirohito*, Coll. « Notre siècle », Paris : Imprimerie Nationale, 1988 et 1990, 525 p.

Grew, Theresa M., « Construction of Ethnicity and Minorities in Japan: An examination of nation-building and the Japanese myth of homogeneity », *Master of Arts*, London : The University of Western Ontario, 1998, 96 p.

Grosby, Steven, « Territoriality: the transcendental, primordial feature of modern society », *Nations and nationalism*, vol.1, n°2, 1995, p.143-162.

Han-Yu, Chang et Ramon H. Myers, « Japanese Colonial Development Policy in Taiwan, 1895-1906: A Case of Bureaucratic Entrepreneurship », *The Journal of Asian Studies*, vol.22, n°4, 1963, p.433-449.

Hastings, Adrian, *The Construction of Nationhood: Ethnicity, Religion and Nationalism*, Cambridge : Cambridge University Press, 1997, 235 p.

Hatase, Mariko, « Devaluation and Exports in Interwar Japan: The Effects of Sharp Depreciation of the Yen in the Early 1930s », *Monetary and Economic Studies*, vol.20, n°3, 2002, p.143-180.

Hayden, Ralston, « Japan's New Policy in Korea and Formosa », *Foreign Affairs: An American Quarterly Review*, vol.2, 1923/1924, p.474-487.

Ho, Samuel P.S., « The Economic Development of Colonial Taiwan: Evidence and Interpretation », *Journal of Asian Studies*, vol.34, n°2, 1975, p.417-439.

Hobsbawm, Eric, *Nations et nationalisme depuis 1780* [1990], Coll. « folio histoire », Paris : Gallimard, 1992, 371 p.

Hsu, Immanuel Chung Yueh, *The Rise of Modern China*, New York : Oxford University Press, 1995, 1052 p.

Huffman, James L., *Creating a Public: People and Press in Meiji Japan*, Honolulu : University of Hawai'i Press, 1997, 573 p.

Hutchinson, John et Anthony D. Smith (dir.), *Nationalism: Critical Concepts in Political Science, Volume I*, London et New York : Routledge, 2000, 433 p.

Ichijo, Atsuko et Gordana Uzelac (dir.), *When is the Nation? towards an understanding of theories of nationalism*, London et New York : Routledge, 2005, 224 p.

Takegawa, Tomiko, « The *Japan Chronicle* and its editors: reflecting Japan to the press and the people, 1891–1940 », *Japan Forum*, vol.13, n°1, 2001, p.27-40.

Kaplan, Edward, « 20: Japan Joins The Rush Toward Empire », dans *History 280/East Asian Studies 201* [En ligne], 1999, 11 p.
<http://www.wvu.edu/~kaplan/eas201/201-20.pdf>

Kaplan, Edward, « 21: Japan's Aborted But Deadly Fascist Process », dans *History 280/East Asian Studies 201* [En ligne], 1999, 16 p.
<http://www.wvu.edu/~kaplan/eas201/201-21.pdf>

Ken'ichi, Goto, « Japan's Southward Advance and Colonial Taiwan », *European Journal of East Asian Studies*, vol.3, n°1, 2004, p.15-44.

Large, Stephen S., « Nationalist Extremism in Early Shōwa Japan: Inoue Nisshō and the 'Blood-Pledge Corps Incident', 1932 », *Modern Asian Studies*, vol.35, n°3, 2001, p.533-564.

Large, Stephen S., « Review: Emperor Hirohito and Early Showa Japan », *Monumenta Nipponica*, vol.46, n°3, 1991, p.349-368.

Large, Stephen S. (dir.), *Shōwa Japan: Political, Economic and Social History, 1926-1989*, Volume I, London : Routledge, 1998, 377 p.

Leung, Edwin Pak-Wah, « The Quasi-War in East Asia: Japan's Expedition to Taiwan and the Ryukyu Controversy », *Modern Asian Studies*, vol.17, n°2, 1983, p.257-281.

Lewis, Martin Deming, « One Hundred Million Frenchmen: The "Assimilation" Theory in French Colonial Policy », *Comparative Studies in Society and History*, vol.4, n°2, 1962, p.129-153.

Liao, Ping-Hui et David Der-Wie Wang (dir.), *Taiwan under Japanese Colonial Rule 1895-1945: History, Culture, Memory*, New York : Columbia University Press, 2006, 416 p.

Lie, John, *Multiethnic Japan*, Cambridge : Harvard University Press, 2001, 248 p.

McFarland, H. Neil, *The Rush Hour of the Gods: A Study of the New Religious Movements in Japan*, New York : MacMillan, 1967, 267 p.

McVeigh, Brian J., *Nationalisms of Japan: Managing and Mystifying Identity*, Lanham : Rowman & Littlefield Publishers Inc., 2004, 331 p.

Morris-Suzuki, Tessa, *Re-Inventing Japan: Time, Space, Nation*, Coll. « An East Gate Book », New York et London : M.E. Sharpe, 1998, 236 p.

Myers, Ramon H. et Mark R. Peattie (dir.), *The Japanese Colonial Empire, 1895-1945*, Princeton, N.J.: Princeton University Press, 1984, 540 p.

Nakamura, Takafusa et Konosuke Odaka (dir.), *The Economic History of Japan: 1600-1990. Volume 3: Economic History of Japan, 1914-1955: A Dual Structure*, Oxford : Oxford University Press, 2003, 440 p.

Narangoa, Li et Robert Cribb (dir.), *Imperial Japan and National Identities in Asia, 1895-1945*, New York : Routledge, 2003, 371 p.

Oguma, Eiji, *A Genealogy of 'Japanese' Self-Images* [1995], translated by David Askew, Melbourne : Trans Pacific Press, 2002, xxxvi-435 p.

Oguma, Eiji, « Human Sciences and National Identity in Modern Japan: Who Defined the 'Japanese Tradition'? », *China Report*, vol.36, n°2, 2000, p.239-251.

Pyle, Kenneth B., « Review: State and Society in the Interwar Years », *Journal of Japanese Studies*, vol.3, n°2, 1977, p.421-430.

Roger, Antoine, *Les grandes théories du nationalisme*, Coll. « Compact », Paris : Editions Dalloz et Armand Colin, 2001, 183 p.

Roy, Denny, *Taiwan: A political history*, Ithaca et London: Oxford University Press, 2003, 255 p.

Schmid, Andre, « Colonialism and the 'Korea Problem' in the Historiography of Modern Japan: A Review Article », *The Journal of Asian Studies*, vol.59, n°4, 2000, p.951-976.

Shimazu, Naoko (dir.), *Nationalisms in Japan*, New York : Routledge, 2006, 196 p.

Smith, Anthony D., *Chosen People*, Oxford : Oxford University Press, 2003, 330 p.

Smith, Anthony D., « History and national destiny: responses and clarifications », *Nations and Nationalism*, vol.10, n°1/2, 2004, p.195-209.

Smith, Anthony D., *National Identity*, London : Penguin Books, 1991, 227 p.

Smith, Anthony D., *Nationalism and Modernism*, London et New York: Routledge, 1998, 270 p.

Smith, Anthony D., *The Ethnic Origins of Nations*, Oxford : Blackwell Publishers, 1986, 312 p.

Soeya, Yoshihide, « Taiwan in Japan's Security Considerations », *The China Quarterly*, vol.165, 2001, p.130-146.

Sugihara, Kaoru (dir.), *Japan, China, and the Growth of the Asian International Economy, 1850-1949*, New York : Oxford University Press, 2005, 295 p.

Tschudin, Jean-Jacques et Claude Hamon (dir.), *La nation en marche : Etudes sur le Japon impérial de Meiji*, Paris : Editions Philippe Picquier, 1999, 260 p.

Uemura, Hideaki, « The Colonial Annexation of Okinawa and the Logic of International Law: The Formation of an 'Indigenous People' in East Asia », *Japanese Studies*, vol.23, n°2, 2003, p.107-124.

Umesao, Tadao, Takashi Fujitani et Eisei Kurimoto (dir.), « Japanese Civilization in the Modern World XVI: Nation-State and Empire », *Senri Ethnological Studies n°51*, National Museum of Ethnology, Osaka, 2000, 164 p.

Wang, Tay-Sheng, *Legal Reform in Taiwan under Japanese Colonial Rule, 1895-1945: The Reception of Western Law*, Coll. "Asian Law Series, Number 15", Seattle : University of Washington Press, 2000, 288 p.

Weiner, Michael (dir.), *Japan's Minorities: The Illusion of Homogeneity*, London : Routledge, 1997, 251 p.

Wilson, Sandra, « Bridging the Gaps: New Views of Japanese Colonialism, 1931-1945 », *Japanese Studies*, vol.25, n°3, 2005, p.287-299.

Wilson, Sandra (dir.), *Nation and Nationalism in Japan*, London et New York: RoutledgeCurzon, 2002, 217 p.

Wilson, Sandra, « Rethinking the 1930s and the '15-Year War' in Japan », *Japanese Studies*, vol.21, n°2, 2001, p.155-164.

Wilson, Sandra, « The Discourse of National Greatness in Japan, 1890–1919 », *Japanese Studies*, vol.25, n°1, 2005, p.35-51.

Yoshino, Kosaku, *Cultural Nationalism in Contemporary Japan: A Sociological Enquiry*, London et New York: Routledge, 1992, 270 p.